

Deuxième trimestre de 2021



Banque Royale du Canada – Résultats du deuxième trimestre de 2021

Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens et sont basés sur nos états financiers présentés selon la Norme comptable internationale 34 *Information financière intermédiaire*.

Bénéfice net
4,0 milliards
de dollars
Hausse de 2,5 milliards
d'un exercice à l'autre

Bénéfice dilué
par action
2,76 \$
Hausse de 1,00 \$ par
rapport au T2 2020

DPPC ⁽¹⁾
(96) millions
de dollars
Ratio de la DPPC liée aux
prêts en baisse de 12 p.b. ⁽²⁾
d'un trimestre à l'autre

RCP ⁽³⁾
19,4 %
Hausse de 7,3 % par
rapport à l'exercice
précédent

Ratio CET1
12,8 %
Nettement supérieur
au seuil réglementaire

TORONTO, le 27 mai 2021 — La Banque Royale du Canada (RY sur TSX et NYSE) a déclaré aujourd'hui un bénéfice net de 4,0 milliards de dollars pour le trimestre clos le 30 avril 2021, soit une hausse de 2,5 milliards par rapport à l'exercice précédent. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 2,76 \$, en forte croissance par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Nos résultats pour le trimestre considéré tiennent compte de contrepassations de dotations liées aux prêts productifs de 260 millions de dollars, qui contrastent avec les dotations élevées liées aux prêts productifs de 2,1 milliards de dollars pour l'exercice précédent.

Le bénéfice avant dotations et impôts ⁽⁴⁾ s'est élevé à 5,1 milliards de dollars, en hausse de 11 % par rapport à il y a un an. Cette amélioration est principalement attribuable à des marchés positifs et à la forte croissance des volumes, facteurs qui ont été contrebalancés en partie par la faiblesse des taux d'intérêt, et à l'accroissement des charges attribuable principalement à la hausse de la rémunération variable découlant de résultats supérieurs et de la rémunération fondée sur des actions. Les secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Marchés des Capitaux affichent une forte croissance du bénéfice, le secteur Marchés des Capitaux ayant dégagé un bénéfice sans précédent ce trimestre. Les résultats plus élevés des secteurs Gestion de patrimoine et Assurances ont également contribué à cette hausse. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par les faibles résultats du secteur Services aux investisseurs et de trésorerie.

Comparativement au trimestre précédent, le bénéfice net a grimpé de 168 millions de dollars grâce à l'amélioration des résultats des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Gestion de patrimoine et Marchés des Capitaux. Ces résultats ont été contrebalancés en partie par le recul du bénéfice des secteurs Assurances et Services aux investisseurs et de trésorerie.

Le ratio de la DPPC liée aux prêts s'est établi à (5) p.b., en baisse de 12 p.b. par rapport au trimestre précédent, en raison principalement du recul des dotations dans les secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Marchés des Capitaux, lequel a été atténué par les recouvrements plus élevés enregistrés dans le secteur Gestion de patrimoine pour le trimestre précédent. Le ratio de la DPPC liée aux prêts douteux s'est dégagé à 11 p.b., en baisse de 2 p.b. par rapport au trimestre précédent.

Notre position de capital est demeurée solide, avec un ratio de fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires (CET1) de 12,8 %, lequel a favorisé la forte croissance des volumes attribuables aux activités des clients et le versement d'un dividende de 1,5 milliard de dollars sur les actions ordinaires. De plus, notre ratio de liquidité à court terme moyen a été robuste, atteignant 133 %.

« Je suis extrêmement fier de la résilience de nos employés qui continuent à faire preuve de résilience en faisant vivre notre mission lorsqu'ils servent nos clients, nos collectivités et nos actionnaires. L'essor vigoureux que nous avons connu dans la première moitié de 2021 est attribuable à notre stratégie ciblée sur l'offre d'expériences exceptionnelles et la création de valeur pour nos clients. Pour concrétiser cette stratégie, RBC met à profit la vaste portée de ses activités, la croissance solide de sa part de marché, une gestion prudente des risques et des investissements substantiels dans le capital humain et la technologie échelonnés sur plusieurs années. Bien que les signes d'une reprise durable portent à l'optimisme, nous sommes conscients que la pandémie n'a pas fini de semer des embûches. Nous demeurons néanmoins résolus à contribuer à la réussite des clients et à la prospérité des collectivités, et à favoriser un avenir plus inclusif axé sur le développement durable. »

— Dave McKay, président et chef de la direction de RBC

T2 2021 par rapport au T2 2020

• Bénéfice net de 4 015 millions de dollars	↑ 171 %
• Bénéfice dilué par action de 2,76 \$	↑ 176 %
• RCP de 19,4 %	↑ 1 210 p.b.
• Ratio CET1 de 12,8 %	↑ 110 p.b.

T2 2021 par rapport au T1 2021

• Bénéfice net de 4 015 millions de dollars	↑ 4 %
• Résultat dilué par action de 2,76 \$	↑ 4 %
• RCP de 19,4 %	↑ 80 p.b.
• Ratio CET1 de 12,8 %	↑ 30 p.b.

Cumul annuel 2021 par rapport au cumul annuel 2020

• Bénéfice net de 7 862 millions de dollars	↑ 58 %
• Résultat dilué par action de 5,42 \$	↑ 59 %
• RCP de 19,0 %	↑ 650 p.b.

(1) DPPC : Dotation à la provision pour pertes de crédit.

(2) p.b. : Points de base.

(3) RCP : Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Cette mesure n'a pas de sens normalisé en vertu des PCGR. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2021.

(4) Le bénéfice avant dotations et impôts correspond au bénéfice avant impôt majoré de la dotation à la provision pour pertes de crédit. Il s'agit d'une mesure hors PCGR. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2021.

Table des matières

1	Faits saillants du deuxième trimestre	16	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	52	Gestion des fonds propres
2	Rapport de gestion	18	Gestion de patrimoine	59	Questions en matière de comptabilité et de contrôle
2	Mise en garde au sujet des déclarations prospectives	20	Assurances	59	Résumé des méthodes comptables et estimations
3	Vue d'ensemble et perspectives	21	Services aux investisseurs et de trésorerie	59	Changements de méthodes comptables et des informations à fournir
3	À propos de la Banque Royale du Canada	22	Marchés des Capitaux	59	Contrôles et procédures
4	Faits saillants financiers et autres	24	Services de soutien généraux	59	Transactions entre parties liées
5	Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives	25	Analyse des résultats trimestriels et des tendances	60	Index des recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements
7	Incidence de la pandémie de COVID-19	27	Situation financière	61	États financiers consolidés intermédiaires résumés (non audité)
9	Rendement financier	27	Bilans résumés	67	Notes annexes (non audité)
9	Vue d'ensemble	28	Arrangements hors bilan	94	Renseignements à l'intention des actionnaires
14	Résultats des secteurs d'exploitation	28	Gestion du risque		
14	Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation	28	Risque de crédit		
14	Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR	37	Risque de marché		
		42	Risque de liquidité et de financement		

Rapport de gestion

Le rapport de gestion a pour objectif de permettre au lecteur d'évaluer nos résultats d'exploitation et notre situation financière au 30 avril 2021 et pour le trimestre et le semestre clos à cette date, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent et au trimestre clos le 31 janvier 2021. Le présent rapport de gestion, daté du 26 mai 2021, doit être lu en parallèle avec nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et les notes annexes pour le trimestre clos le 30 avril 2021 (états financiers résumés), ainsi qu'avec notre rapport annuel 2020. Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens et sont basés sur nos états financiers présentés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB).

Des renseignements additionnels à notre sujet, y compris notre notice annuelle 2020, sont disponibles gratuitement sur notre site Web à l'adresse rbc.com/investisseurs, sur le site Web des Autorités canadiennes en valeurs mobilières à l'adresse sedar.com et dans la section EDGAR du site Web de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis à l'adresse sec.gov.

L'information fournie dans les sites Web susmentionnés ou pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du présent rapport. Tous les renvois à des sites Web contenus dans le présent rapport sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

Mise en garde au sujet des déclarations prospectives

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives verbalement ou par écrit au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris les règles d'exonération de la *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* des États-Unis, et de toute loi sur les valeurs mobilières en vigueur au Canada. Nous pouvons faire des déclarations prospectives dans le présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2021, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la SEC, dans d'autres rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. Les déclarations prospectives dans le présent document comprennent, sans toutefois s'y limiter, les déclarations relatives à nos objectifs en matière de rendement financier, à notre vision et à nos objectifs stratégiques, à l'examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et aux perspectives concernant les économies canadienne, américaine, européenne et internationale, au contexte réglementaire au sein duquel nous exerçons nos activités, au contexte de gestion des risques, y compris notre risque de crédit et notre risque de liquidité et de financement, aux attentes à l'égard de notre ratio CET1 et aux conséquences que la pandémie causée par le coronavirus (COVID-19) pourrait continuer d'avoir sur nos activités commerciales, nos résultats financiers, notre situation financière et nos objectifs financiers, ainsi que sur l'économie mondiale et la conjoncture des marchés financiers, et englobent les déclarations du président et chef de la direction. L'information prospective contenue dans le présent document est présentée afin d'aider les détenteurs de nos titres et les analystes financiers à comprendre notre situation financière et nos résultats d'exploitation aux dates présentées et pour les périodes closes à ces dates, ainsi que nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques, et pourrait ne pas convenir à d'autres fins. Les mots « croire », « s'attendre à », « prévoir », « se proposer », « estimer », « planifier », « viser », « projeter », « devoir » et « pouvoir », de même que l'emploi du futur ou du conditionnel ainsi que de mots et d'expressions semblables dénotent généralement des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives nous obligent à formuler des hypothèses et font l'objet d'incertitudes et de risques intrinsèques qui donnent lieu à la possibilité que nos prédictions, prévisions, projections, attentes et conclusions se révèlent inexactes, que nos hypothèses soient incorrectes, et que nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques ne se matérialisent pas. Nous avertissons nos lecteurs de ne pas se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats réels pourraient différer de façon significative des attentes exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs de risque. Ces facteurs, dont plusieurs sont indépendants de notre volonté et dont nous pouvons difficilement prévoir les répercussions, comprennent les risques de crédit, de marché, de liquidité et de financement, d'assurance et de non-conformité à la réglementation (ce qui pourrait faire en sorte que nous fassions l'objet de procédures juridiques et réglementaires dont l'issue potentielle pourrait notamment mener à des restrictions, sanctions et amendes réglementaires), le risque de réputation, les risques liés au cadre juridique et réglementaire et à la concurrence, ainsi que les risques opérationnel, stratégique et systémique et d'autres risques qui sont expliqués aux rubriques portant sur le risque et à la rubrique Faits nouveaux importants : la COVID-19 de notre rapport annuel 2020 ainsi qu'aux rubriques Gestion du risque et Incidence de la pandémie de COVID-19 du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2021. Ces autres risques incluent ceux qui concernent le contexte commercial et la conjoncture économique, les technologies de l'information et les cyber-risques, le marché de l'immobilier canadien et l'endettement des ménages, l'incertitude géopolitique, les risques liés à la confidentialité, aux données et aux tierces parties, les changements de la réglementation, les risques environnementaux et sociaux (y compris les changements climatiques), les bouleversements numériques et l'innovation, la culture et la conduite, le contexte commercial et la conjoncture économique des secteurs géographiques où nous exerçons nos activités, l'incidence des modifications des politiques budgétaires, monétaires et autres de gouvernements, le risque fiscal et la transparence et l'émergence d'urgences sanitaires ou de crises de santé publique généralisées, telles que des épidémies et des pandémies, dont celle de COVID-19 et son incidence sur l'économie mondiale et la conjoncture des marchés financiers, ainsi que sur nos activités commerciales et sur nos résultats financiers, notre situation financière et nos objectifs financiers.

Nous avertissons nos lecteurs que la liste susmentionnée de facteurs de risque n'est pas exhaustive et que d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence défavorable sur nos résultats. Les investisseurs et autres personnes qui se fient à nos déclarations prospectives pour prendre des décisions ayant trait à la Banque Royale du Canada doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres incertitudes et événements potentiels. Les hypothèses économiques significatives qui sous-tendent les déclarations prospectives du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2021 sont présentées à la rubrique Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives et, pour chaque secteur d'exploitation, aux sections Priorités stratégiques et Perspectives de notre rapport annuel 2020, mises à jour aux rubriques Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives et Incidence de la pandémie de COVID-19 du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2021. Sauf si la loi l'exige, nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que nous pouvons faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

Des renseignements complémentaires sur ces facteurs et d'autres sont fournis aux rubriques portant sur le risque et à la rubrique Faits nouveaux importants : la COVID-19 de notre rapport annuel 2020 ainsi qu'aux rubriques Gestion du risque et Incidence de la pandémie de COVID-19 du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2021.

Vue d'ensemble et perspectives

À propos de la Banque Royale du Canada

La Banque Royale du Canada est une institution financière mondiale définie par sa raison d'être, guidée par des principes et orientée vers l'excellence en matière de rendement. Notre succès est attribuable aux quelque 86 000 employés qui mettent à profit leur créativité et leur savoir-faire pour concrétiser notre vision, nos valeurs et notre stratégie afin que nous puissions contribuer à la prospérité de nos clients et au dynamisme des collectivités. Selon la capitalisation boursière, nous sommes la plus importante banque du Canada et l'une des plus grandes banques du monde. Nous avons adopté un modèle d'affaires diversifié axé sur l'innovation et l'offre d'expériences exceptionnelles à nos 17 millions de clients au Canada, aux États-Unis et dans 27 autres pays. Pour en savoir plus, visitez le site rbc.com.

Faits saillants financiers et autres

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action, les nombres et les pourcentages)	Aux et pour les trimestres clos les			Aux et pour les semestres clos les	
	30 avril 2021	31 janvier 2021	30 avril 2020	30 avril 2021	30 avril 2020
Total des revenus	11 618 \$	12 943 \$	10 333 \$	24 561 \$	23 169 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	(96)	110	2 830	14	3 249
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	149	1 406	(177)	1 555	1 437
Frais autres que d'intérêt	6 379	6 542	5 942	12 921	12 320
Bénéfice avant impôt	5 186	4 885	1 738	10 071	6 163
Bénéfice net	4 015 \$	3 847 \$	1 481 \$	7 862 \$	4 990 \$
Secteurs – bénéfice net					
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	1 908 \$	1 793 \$	532 \$	3 701 \$	2 218 \$
Gestion de patrimoine	691	649	424	1 340	1 047
Assurances	187	201	180	388	361
Services aux investisseurs et de trésorerie	120	123	226	243	369
Marchés des Capitaux	1 071	1 067	105	2 138	987
Services de soutien généraux	38	14	14	52	8
Bénéfice net	4 015 \$	3 847 \$	1 481 \$	7 862 \$	4 990 \$
Données financières sommaires					
Bénéfice par action – de base	2,76 \$	2,66 \$	1,00 \$	5,42 \$	3,41 \$
– dilué	2,76	2,66	1,00	5,42	3,40
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1), (2)	19,4 %	18,6 %	7,3 %	19,0 %	12,5 %
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1)	83 450 \$	80 750 \$	79 100 \$	82 050 \$	78 450 \$
Marge nette d'intérêt – selon la moyenne des actifs productifs, montant net	1,50 %	1,50 %	1,61 %	1,50 %	1,60 %
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	(0,05)%	0,07 %	1,65 %	0,01 %	0,96 %
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	(0,16)%	(0,06)%	1,28 %	(0,11)%	0,67 %
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,11 %	0,13 %	0,37 %	0,12 %	0,29 %
Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations	0,40 %	0,41 %	0,51 %	0,40 %	0,51 %
Ratio de liquidité à court terme (3)	133 %	141 %	130 %	133 %	130 %
Ratio de liquidité à long terme (4)	118 %	118 %	s.o.	118 %	s.o.
Ratios de fonds propres et ratio de levier					
Ratio de fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires (CET1)	12,8 %	12,5 %	11,7 %	12,8 %	11,7 %
Ratio de fonds propres de première catégorie	14,1 %	13,8 %	12,7 %	14,1 %	12,7 %
Ratio du total des fonds propres	15,8 %	15,5 %	14,6 %	15,8 %	14,6 %
Ratio de levier	5,0 %	4,8 %	4,5 %	5,0 %	4,5 %
Principales données figurant au bilan et autres renseignements (5)					
Total de l'actif	1 615 316 \$	1 671 151 \$	1 675 682 \$	1 615 316 \$	1 675 682 \$
Titres, déduction faite de la correction de valeur applicable	255 152	287 482	269 941	255 152	269 941
Prêts, déduction faite de la correction de valeur pour pertes sur prêts	673 511	672 563	673 448	673 511	673 448
Actifs liés aux dérivés	97 236	110 917	140 807	97 236	140 807
Dépôts	1 033 323	1 054 597	1 009 447	1 033 323	1 009 447
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	85 544	82 934	79 236	85 544	79 236
Total de l'actif pondéré en fonction des risques	555 607	557 519	558 412	555 607	558 412
Biens sous gestion	929 800	897 400	789 000	929 800	789 000
Biens administrés (6)	6 111 000	6 133 600	5 381 800	6 111 000	5 381 800
Information sur les actions ordinaires					
Actions en circulation (en milliers) – moyenne de base	1 424 889	1 423 350	1 422 754	1 424 107	1 425 203
– moyenne diluée	1 427 107	1 425 280	1 427 871	1 426 183	1 430 468
– à la fin de la période	1 424 727	1 424 083	1 422 566	1 424 727	1 422 566
Dividendes déclarés par action ordinaire	1,08 \$	1,08 \$	1,08 \$	2,16 \$	2,13 \$
Rendement de l'action (7)	3,9 %	4,3 %	4,7 %	4,1 %	4,7 %
Ratio de distribution	39 %	41 %	108 %	40 %	62 %
Cours de l'action ordinaire (RY sur TSX) (8)	117,31 \$	103,50 \$	85,63 \$	117,31 \$	85,63 \$
Capitalisation boursière (TSX) (8)	167 135	147 393	121 814	167 135	121 814
Renseignements généraux liés aux activités					
Nombre d'employés (équivalent temps plein)	83 709	84 030	82 499	83 709	82 499
Nombre de succursales	1 307	1 328	1 329	1 307	1 329
Nombre de guichets automatiques bancaires (GAB)	4 469	4 523	4 564	4 469	4 564
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en \$ US pour la période (9)	0,798	0,779	0,725	0,789	0,742
Équivalent de 1,00 \$ CA en \$ US à la fin de la période	0,813	0,782	0,718	0,813	0,718

- (1) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Elles comprennent la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires utilisée pour calculer le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.
 - (2) Cette mesure pourrait ne pas avoir de définition normalisée en vertu des principes comptables généralement reconnus (PCGR) et elle pourrait ne pas être comparable aux mesures analogues présentées par d'autres institutions financières. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.
 - (3) Le ratio de liquidité à court terme correspond à la moyenne du trimestre compris dans chaque période et se calcule conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) révisée pour tenir compte des lignes directrices réglementaires publiées au cours de l'exercice 2020. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Risque de liquidité et de financement.
 - (4) Depuis le premier trimestre de 2021, le BSIF exige que les banques canadiennes d'importance systémique intérieure présentent leur ratio de liquidité à long terme sur une base prospective. Le ratio de liquidité à long terme est calculé conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF, laquelle reflète à son tour les normes de liquidité publiées par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB). Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Risque de liquidité et de financement.
 - (5) Représente les soldes au comptant à la fin de la période.
 - (6) Les biens administrés comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés, respectivement, de 15,0 milliards de dollars et de 2,9 milliards (15,3 milliards et 4,1 milliards au 31 janvier 2021; 16,1 milliards et 6,7 milliards au 30 avril 2020).
 - (7) Dividende par action ordinaire divisé par la moyenne des cours extrêmes pour la période visée.
 - (8) Selon le cours de clôture à la TSX à la fin de la période.
 - (9) Les moyennes sont calculées selon les cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.
- s.o. sans objet

Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives – données au 26 mai 2021

Les projections et prévisions de la présente rubrique sont fondées sur des informations et hypothèses fournies par des sources que nous considérons comme fiables. Si ces informations ou ces hypothèses se révèlent inexactes, les perspectives économiques réelles pourraient différer de façon significative des perspectives présentées dans la présente rubrique.

Examen de la conjoncture économique et des marchés et perspectives

Une résurgence du nombre d'infections à la COVID-19 dans certaines régions, de même que l'émergence et la progression de nouveaux variants ont conduit certaines zones à réinstaurer des mesures de confinement ou à resserrer celles en vigueur. Cette situation continue de ralentir le rythme de l'activité économique à court terme. Cependant, ces mesures sont, en général, plus ciblées par région et secteur d'activité que lors des premières fermetures au printemps 2020 et les conséquences économiques de celles qui ont suivi ont été moins sévères. La cadence de vaccination est inégale d'un territoire à l'autre, mais ne cesse de s'accélérer, ce qui devrait permettre un assouplissement des mesures de confinement à la fois plus important et durable dans de nombreux pays au cours de l'été 2021. Les programmes de soutien gouvernementaux ont préservé le pouvoir d'achat des ménages et devraient, au fil de la levée des mesures de confinement, favoriser une reprise de leurs dépenses. En dépit de ces faits positifs, il subsiste des incertitudes quant à l'efficacité des vaccins contre les nouveaux variants de la COVID-19 ainsi qu'à leur offre et à leur disponibilité, ce qui pourrait avoir une incidence sur le calendrier et l'ampleur d'une reprise complète de l'économie.

Canada

L'économie canadienne a enregistré une forte croissance malgré une résurgence de la propagation de la COVID-19 dans les derniers mois de 2020, ce qui a exigé le resserrement des mesures de confinement. Ces mesures, qui se sont poursuivies en 2021, pèsent toujours lourdement sur le niveau d'activité des secteurs du tourisme et de l'hébergement. Le PIB a augmenté de 9,6 %¹ dans le dernier trimestre civil de 2020 et devrait avoir progressé de 6,5 %¹ dans le premier trimestre de 2021. Le taux de chômage est tombé à 7,5 % en mars 2021, contre 8,8 % en décembre 2020, mais est remonté à 8,1 % en avril 2021, car le retour de mesures de confinement a causé une nouvelle ronde de licenciements. L'État continue de fournir une aide substantielle aux ménages et aux entreprises, et une prolongation des programmes d'assurance emploi bonifiée et des subventions salariales et des loyers a déjà été annoncée. La Banque du Canada a récemment fait connaître un plan visant à ralentir le rythme de ses achats d'actifs mensuels et a indiqué qu'il est probable qu'elle commencera à relever les taux d'intérêt plus tôt qu'elle l'avait prévu. Elle ne devrait quand même pas le faire avant la deuxième moitié de l'année civile 2022. L'accroissement des cas d'infection représente toujours une grande menace pour l'économie au deuxième trimestre civil de 2021, mais l'augmentation des taux de vaccination devrait accorder un certain répit au secteur des soins de santé et permettre de relâcher les mesures de confinement de manière plus généralisée et durable au cours de l'été.

États-Unis

L'essor de l'économie américaine s'est accéléré à la faveur d'une distribution rapide des vaccins et d'imposants programmes de relance gouvernementaux. Le PIB a affiché une croissance de 4,3 %¹ au dernier trimestre civil de 2020 et de 6,4 %¹ dans celui qui a suivi. Bien que le marché du travail se soit solidifié grâce à la création de 1,8 million d'emplois dans les quatre premiers mois de l'année civile 2021, le nombre d'emplois perdus depuis l'éclosion de la pandémie demeure fort élevé, à savoir 8,2 millions. Plus du tiers de ces pertes d'emplois ont eu lieu dans les secteurs des loisirs et de l'hébergement, secteurs où les mesures de confinement sont les plus sévères. La reprise du marché du travail devrait s'accélérer au fil de la levée et de l'abandon de ces mesures. Les revenus des ménages sont encore soutenus par des dépenses publiques d'une ampleur inégalée qui visent la stimulation de l'économie, incluant l'aide supplémentaire accordée dans le cadre du plan de relance entériné en mars 2021. La Réserve fédérale s'est engagée à continuer d'offrir, par ses politiques, un soutien extraordinaire en maintenant de faibles taux d'intérêt directeurs et en poursuivant ses rachats d'actifs jusqu'à ce que le marché du travail se soit rétabli. Les mesures de soutien budgétaire et monétaire devraient contribuer à l'accélération de la croissance des dépenses au cours de l'année civile 2021, et il y a lieu d'espérer que l'accroissement des taux de vaccination permettra un assouplissement plus vaste et durable des mesures de confinement.

Europe

Une flambée des cas d'infection a exigé la réimposition de mesures de confinement dans les pays de la zone euro, et le rythme de vaccination y a été plus lent que dans plusieurs autres. Après avoir diminué de 0,7 % au quatrième trimestre civil de 2020, le PIB de la zone euro a reculé de 0,6 % au premier trimestre civil de 2021. L'économie devrait renouer avec la croissance à compter du deuxième trimestre civil de 2021, soit au fil de l'augmentation des taux de vaccination. Le PIB du Royaume-Uni s'est contracté de 1,5 % au premier trimestre civil de 2021, reflétant ainsi une résurgence de la propagation du virus et le retour des mesures de confinement. Une hausse marquée de la production économique du Royaume-Uni devrait s'amorcer au deuxième trimestre civil de 2021 puisque la distribution de vaccins y est plus rapide que dans d'autres territoires et que les mesures de confinement commencent à y être relâchées. Tant la Banque centrale européenne que la Banque d'Angleterre ont maintenu de faibles taux d'intérêt tout en augmentant encore la portée et la durée de leurs programmes d'assouplissement quantitatif. Les mesures de relance budgétaire devraient également continuer de soutenir les revenus des ménages en dépit de la faiblesse persistante des conditions sous-jacentes du marché du travail.

Marchés financiers

Les rendements des obligations d'État demeurent à des creux historiques, mais grâce à la perspective d'une accélération de la reprise économique au fil de l'augmentation des taux de vaccination et de l'amélioration des attentes en matière d'inflation, ils se sont accrus. Les principaux indices ont atteint des sommets sans précédent puisque les marchés boursiers ont encore été soutenus par des mesures de relance monétaire, une aide massive aux revenus de la part de l'État et des développements positifs au chapitre des vaccins. La politique monétaire devrait demeurer accommodante pendant encore longtemps.

Contexte réglementaire

Nous continuons de surveiller de près l'évolution de la réglementation et de nous y préparer de manière à assurer le respect des nouvelles exigences qui pourraient nous être imposées, tout en atténuant les répercussions défavorables d'ordre commercial ou financier. Ces répercussions pourraient découler de l'application de lois et de règlements nouveaux ou modifiés ou des attentes de ceux qui les mettent en œuvre. Un sommaire des principaux changements de réglementation qui pourraient accroître ou réduire nos coûts et la complexité de nos activités est présenté à la rubrique Risque lié au cadre juridique et réglementaire de notre rapport annuel 2020, rubrique mise à jour ci-dessous. Les rubriques Faits nouveaux importants : la COVID-19, Risque de liquidité et de financement et Gestion des fonds propres de notre rapport annuel 2020, ainsi que les mises à jour fournies dans les rubriques Incidence de la pandémie de COVID-19, Risque de liquidité et de financement et Gestion des fonds propres du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2021 présentent un résumé des autres modifications apportées à la réglementation et des programmes d'aide mis en place par les gouvernements du monde entier et le BSIF en 2020 en réponse à la pandémie de COVID-19.

Incertitude à l'échelle mondiale

Le degré élevé d'incertitude que soulèvent les conséquences de la pandémie de COVID-19, la politique commerciale et les tensions géopolitiques continuent de menacer les perspectives économiques mondiales. En avril 2021, le Fonds monétaire international (FMI) prévoyait une croissance de l'économie mondiale de 6,0 % pour 2021, en hausse par rapport à sa prévision de 5,5 % de janvier 2021. Cette hausse reflète l'attente d'une reprise de l'activité économique plus intense lorsque l'accroissement des taux de vaccination permettra un assouplissement des mesures de confinement à la fois plus généralisé et durable, reprise qui sera favorisée par un soutien budgétaire supplémentaire dans certaines grandes économies et par une adaptation continue de l'activité économique à la mobilité réduite de la population. En dépit de cette évolution positive de la situation, il subsiste des incertitudes quant à l'efficacité des vaccins contre les nouveaux variants de la COVID-19 ainsi qu'à leur offre et à leur disponibilité. La politique commerciale demeure également une source d'incertitude à l'échelle mondiale, les effets du programme commercial de la nouvelle administration américaine et des avancées du Royaume-Uni quant à sa politique commerciale internationale étant encore inconnus. Enfin, les marchés financiers du monde entier demeurent vulnérables aux tensions géopolitiques, telles celles qui règnent entre les États-Unis et la Chine, tensions dont plusieurs sont liées aux échanges commerciaux et à la technologie. Notre modèle d'affaires diversifié, notre présence dans de nombreuses régions et notre offre de produits variés contribuent toujours à l'atténuation des risques qu'engendre l'incertitude à l'échelle mondiale.

Taux admissibles minimaux pour les prêts hypothécaires assurés et non assurés au Canada

Le 20 mai 2021, le BSIF a annoncé qu'avec prise d'effet le 1^{er} juin 2021, le taux admissible minimal proposé applicable aux prêts hypothécaires non assurés correspondra au plus élevé entre le taux hypothécaire contractuel majoré de 2 % et 5,25 %. En outre, le BSIF a annoncé qu'il examinera et communiquera le taux admissible au moins une fois l'an, en décembre. À cette même date, le ministère des Finances du Canada, qui est chargé d'établir le taux de référence pour les prêts hypothécaires assurés admissibles, a aussi fait savoir qu'il alignerait le taux des prêts hypothécaires assurés avec le taux établi par le BSIF pour les prêts hypothécaires non assurés et que ce nouveau taux s'appliquerait aux prêts assurés qui seront approuvés à compter du 1^{er} juin 2021. Le taux admissible minimal applicable aux prêts hypothécaires assurés pourra être examiné et modifié de façon périodique.

Réforme des taux d'intérêt de référence

Le London Interbank Offered Rate (LIBOR) est le taux d'intérêt de référence le plus utilisé au monde pour ce qui est des dérivés, des obligations, des prêts et d'autres instruments à taux variable. Cependant, les organismes de réglementation incitent de plus en plus les marchés à délaisser le LIBOR et certains autres taux de référence au profit de taux alternatifs, sans risque ou quasiment sans risque, établis en fonction de réelles transactions à un jour. Le 5 mars 2021, la Financial Conduct Authority (FCA), l'organisme qui régit l'ICE Benchmark Administration (IBA), lequel administre le LIBOR, a annoncé l'abandon ou la non-représentativité des 35 taux de référence LIBOR récemment publiés par l'IBA. Pour plus de détails, se reporter à la note 2 de nos états financiers résumés.

Réforme réglementaire au Royaume-Uni et en Europe

Le règlement sur la publication d'informations en matière de durabilité de l'Union européenne exige des membres du secteur des services financiers qu'ils divulguent les méthodes qu'ils emploient pour prendre en compte les facteurs environnementaux et sociaux et ceux relevant de la gouvernance dans leurs processus de prestation de conseils et de prise de décisions en matière d'investissement. Ces exigences sont entrées en vigueur le 10 mars 2021 et n'ont eu aucune incidence importante pour nous. Cependant, nous continuerons de surveiller l'annonce d'autres directives en ce domaine, et d'évaluer leurs conséquences, s'il en est, sur nos activités.

Pour une analyse des facteurs de risque, y compris notre cadre et nos activités de gestion des risques, et d'autres faits nouveaux en matière de réglementation qui pourraient se répercuter sur nos activités et nos résultats financiers, se reporter

à la rubrique **Faits nouveaux importants** : la COVID-19, y compris la section **Incidence du facteur de risque** que représente la pandémie, ainsi qu'à la rubrique **Gestion du risque – Risques connus et risques émergents et Risque lié au cadre juridique et réglementaire** de notre rapport annuel 2020 ainsi qu'aux rubriques **Incidence de la pandémie de COVID-19 et Gestion du risque et Gestion des fonds propres** du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2021.

Incidence de la pandémie de COVID-19

Le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a classé au rang de pandémie l'écllosion de la nouvelle souche de maladie à coronavirus, la COVID-19. L'étendue et la gravité des conséquences de la pandémie de COVID-19 sur l'économie mondiale et les marchés financiers ont continué d'évoluer et d'avoir des effets perturbateurs dans les pays où nous menons des activités et ailleurs, en plus d'accentuer la volatilité des marchés et de bouleverser l'environnement macroéconomique. De plus, la pandémie de COVID-19 a toujours des répercussions sur nos employés, sur nos clients et sur nos collectivités, ce qui influe sur nos activités et nos résultats financiers et engendre des risques pour notre entreprise et en engendrera dans l'avenir.

Des mesures visant à freiner la propagation de la COVID-19, dont la fermeture d'entreprises, des protocoles de distanciation sociale, des restrictions de déplacement, la fermeture des écoles, des mises en quarantaine, des restrictions sur les rassemblements et l'annulation d'événements, ont été imposées à grande échelle et le sont toujours. Ces mesures ont et continuent d'avoir de lourdes conséquences pour l'économie mondiale, notamment le rythme et l'ampleur de la reprise, ainsi que pour les activités connexes des marchés, les taux de chômage et les politiques budgétaires et monétaires.

L'assouplissement des mesures de confinement et les tentatives de redémarrage de l'économie ont été accompagnés de résurgences de la propagation de la COVID-19 dans certaines régions, ce qui a exigé le retour des mesures restrictives à certains endroits. Alors que la pandémie de COVID-19 perdure, notamment avec l'émergence et la propagation de nouveaux variants du virus dans diverses régions, les gouvernements continuent d'adapter leur réponse et leur approche à l'égard de la pandémie. Par conséquent, l'ampleur des mesures de confinement et des progrès réalisés en vue de la relance continue de varier et de fluctuer d'une région à l'autre. Bien que des vaccins aient été approuvés et sont administrés dans de nombreux pays, des incertitudes subsistent quant à leur efficacité contre les nouveaux variants de la COVID-19, à leur approvisionnement et à leur disponibilité, ainsi qu'à la capacité des gouvernements de les distribuer rapidement et efficacement afin d'inoculer une proportion suffisante de la population et ainsi permettre un assouplissement généralisé des mesures de confinement et favoriser une relance complète de l'économie. Tous ces facteurs contribuent à l'incertitude concernant le moment d'une reprise complète. La pandémie de COVID-19 ainsi que les mesures de confinement et l'approche de redémarrage progressif qui ont été instaurées dans plusieurs régions pourraient avoir des répercussions à plus long terme sur l'activité économique et commerciale de même que sur le comportement des consommateurs une fois celle-ci endiguée et les mesures de confinement, pleinement levées. Parallèlement aux mesures de confinement prises en réponse à la pandémie de COVID-19, les gouvernements, les organismes de réglementation, les banques centrales et des organisations privées du monde entier ont offert et continuent d'offrir des programmes d'aide d'une ampleur sans précédent et de prendre des mesures temporaires afin de faciliter le bon fonctionnement de l'économie et des systèmes financiers à l'échelle mondiale et ainsi fournir un soutien aux particuliers et aux entreprises. Bien que certains de ces programmes aient pris fin, d'autres sont toujours en vigueur ou se sont ajoutés afin de soutenir l'ensemble de l'économie. Nous nous attendons à ce que les gouvernements, les organismes de réglementation, les banques centrales et des organisations privées continuent d'évaluer la nécessité de maintenir de tels programmes et mesures.

Outre ses nombreuses conséquences sur nos employés, nos clients, nos collectivités et nos activités, la pandémie de COVID-19 a influé et continuera d'influer sur nos résultats financiers. Les résultats de tous nos secteurs d'activité ont été et sont encore touchés, à divers degrés, par les conséquences en aval des perturbations du contexte macroéconomique, notamment l'incidence du recul des taux d'intérêt, la faiblesse des dépenses de consommation par rapport à ce qu'elles étaient avant la pandémie, la volatilité des marchés, les fluctuations des écarts de taux, ainsi que par d'autres répercussions, telles que les variations du risque de crédit, la hausse des volumes auprès de la clientèle et les variations des coûts d'exploitation. Nonobstant ces difficultés, nos résultats financiers et notre situation financière démontrent la solidité de notre position en matière de capital et de liquidité, facteur auquel s'ajoute la position de force dans laquelle nous étions au moment où cette crise s'est amorcée et que nous avons maintenue tout au long de la période.

Compte tenu de l'incertitude concernant l'ampleur et la durée de la pandémie de COVID-19 et de ses effets sur l'économie et la société en général, ainsi que le calendrier du redémarrage intégral de l'économie, on ne peut prévoir quelles en seront les conséquences pour nos secteurs, nos résultats financiers et notre situation financière dans l'avenir. Nous surveillons de près les effets et conséquences soutenus potentiels de la pandémie de COVID-19.

Pour plus de détails sur l'incidence de la pandémie de COVID-19, y compris les risques connexes, les programmes de soutien, les programmes de soutien aux liquidités et au financement et les autres mesures instaurées par les gouvernements, se reporter à la rubrique **Faits nouveaux importants** : la COVID-19, y compris la section **Incidence du facteur de risque** que représente la pandémie, et aux rubriques **Gestion du risque et Gestion des fonds propres** de notre rapport annuel 2020.

Programmes de soutien

En réponse à la pandémie de COVID-19, les gouvernements ont élaboré et élaborent encore plusieurs programmes visant à fournir une assistance financière aux particuliers et aux entreprises, dont le remplacement de revenus pour les particuliers, ainsi que des subventions salariales, de l'aide aux loyers et des programmes de prêts pour les entreprises, programmes que nous administrons pour notre clientèle. Afin de mieux soutenir nos clients aux prises avec des problèmes financiers, nous avons lancé divers programmes d'aide temporaires qui s'ajoutent à ceux offerts par l'État.

Un sommaire des programmes de soutien de RBC et des gouvernements est fourni à la rubrique **Faits nouveaux importants** : la COVID-19 de notre rapport annuel 2020, sommaire qui a été mis à jour ci-après.

Programmes d'aide de RBC

Au cours du deuxième trimestre de 2020, nous avons annoncé le Programme de soutien aux clients RBC, lequel vise à fournir une aide immédiate et à long terme aux clients touchés par la pandémie de COVID-19. Le Programme de soutien aux clients RBC a pris fin le 30 juin 2020 dans le cas de la majeure partie des petites et moyennes entreprises clientes, et son volet reports de paiements s'est terminé le 30 septembre 2020 pour ce qui est des particuliers.

Au 30 avril 2021, les périodes de report de paiements des clients qui participaient à ces programmes avaient, pour la plupart, pris fin. Cependant, nous avons évalué les besoins de chacun des clients; et nous continuerons de le faire et de leur offrir un soutien au cas par cas. La majorité de nos clients qui n'avaient plus recours à ces programmes avaient recommencé à effectuer les paiements réguliers sur leurs prêts, après la fin des périodes de report de paiements.

Programmes gouvernementaux en réponse à la pandémie de COVID-19

En réponse à la pandémie de COVID-19, les gouvernements fédéraux du Canada et des États-Unis ont mis sur pied des programmes dans le but de soutenir les entreprises éprouvant des problèmes de flux de trésorerie pendant cette période exceptionnelle, programmes auxquels les institutions financières canadiennes ont offert et continuent d'offrir leur soutien financier. Au Canada, ces programmes englobent le Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC) et le Programme de crédit aux entreprises (PCE), lequel comprend la Garantie – PCE d'Exportation et développement Canada (EDC), le Programme de prêts conjoints de la Banque de développement du Canada (BDC), le Programme de financement pour les moyennes entreprises de la BDC et le Programme pour le marché intermédiaire – Financement et garanties d'EDC. Aux États-Unis, le gouvernement fédéral a mis sur pied le *Paycheck Protection Program* (PPP). Aucun changement important n'a été apporté à ces programmes depuis le 31 octobre 2020, exception faite des suivants :

- Le 22 mars 2021, le gouvernement fédéral canadien a annoncé que la date limite de production des demandes aux termes du CUEC était repoussée du 31 mars 2021 au 30 juin 2021.
- En janvier 2021, la U.S. Small Business Administration (SBA), conjointement avec le département du Trésor des États-Unis, a, en vertu de l'*Economic Aid to Hard-Hit Small Businesses, Nonprofits, and Venues Act* (Economic Aid Act), relancé le PPP, le prolongeant jusqu'au 31 mars 2021, et annoncé un certain nombre de modifications au PPP pour les prêts existants et futurs. Le programme a été élargi de manière à inclure de nouvelles catégories de dépenses admissibles, y compris les dépenses d'exploitation, les coûts des dommages aux biens, les coûts liés aux fournisseurs et les dépenses liées à la protection des employés, en plus des charges salariales, des frais de services publics et des intérêts sur les emprunts hypothécaires. Les emprunteurs se voient en outre offrir une plus grande souplesse, y compris la possibilité de fixer la durée de la période de couverture des dépenses admissibles à la remise sous réserve d'un minimum de 8 semaines et d'un maximum de 24 semaines. Certains emprunteurs ayant déjà obtenu un prêt PPP de premier tirage peuvent être admissibles à un prêt de deuxième tirage et à une augmentation supplémentaire de leur premier prêt. Le 30 mars 2021, le projet de loi *PPP Extension Act* a été adopté, reportant de deux mois de plus, soit jusqu'au 31 mai 2021, l'abolition du PPP et accordant 30 jours de plus à la SBA pour traiter les demandes en instance.
- Le 26 janvier 2021, le gouvernement fédéral canadien a fait l'annonce de la Garantie du Programme de crédit pour les secteurs très touchés (PCSTT) de la BDC. Aux termes de ce programme, les banques canadiennes peuvent offrir des prêts à faible taux d'intérêt d'un montant allant de 25 000 \$ à 1 million de dollars aux entreprises fortement touchées par la pandémie de COVID-19 afin de combler leurs besoins en flux de trésorerie opérationnels. Les prêts offerts dans le cadre de ce programme sont entièrement garantis par la BDC. La date limite de production des demandes est le 30 juin 2021.

Au 30 avril 2021, nous avons fourni une aide financière à plus de 194 000 clients (184 800 au 31 janvier 2021) participant aux programmes du gouvernement fédéral canadien, pour une exposition correspondante de 10,8 milliards de dollars (9,3 milliards au 31 janvier 2021), dont une tranche de 10,2 milliards (8,7 milliards au 31 janvier 2021) était financée. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 6 de nos états financiers consolidés annuels de 2020. Au 30 avril 2021, nous avons octroyé 6,4 milliards de dollars (5,2 milliards de dollars américains) de financement (5,7 milliards de dollars au 31 janvier 2021 (4,5 milliards de dollars américains)) à 20 341 clients (16 835 au 31 janvier 2021) aux termes du PPP.

Rendement financier

Vue d'ensemble

Deuxième trimestre de 2021 par rapport au deuxième trimestre de 2020

Le bénéfice net s'est dégagé à 4 015 millions de dollars, en hausse de 2 534 millions par rapport à il y a un an. Le bénéfice dilué par action s'est situé à 2,76 \$, ayant progressé de 1,76 \$, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a été de 19,4 %, contre 7,3 % un an plus tôt. Notre ratio des fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires (CET1) s'est établi à 12,8 %, ayant monté de 110 p.b. sur un an.

Nos résultats reflètent la croissance du bénéfice des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Marchés des Capitaux, Gestion de patrimoine et Assurances, ce qui a été contrebalancé en partie par la baisse de celui du secteur Services aux investisseurs et de trésorerie. Les résultats du trimestre correspondant de l'exercice précédent reflétaient le montant élevé des dotations liées aux prêts productifs en raison des répercussions de l'écllosion de la pandémie de COVID-19, ce qui a nui aux résultats des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine à l'exercice précédent.

Deuxième trimestre de 2021 par rapport au premier trimestre de 2021

Le bénéfice net, au montant de 4 015 millions de dollars, a progressé de 168 millions, ou 4 %, par rapport à celui du dernier trimestre. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 2,76 \$, ayant augmenté de 0,10 \$, ou 4 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a été de 19,4 %, en hausse par rapport à celui de 18,6 % du trimestre précédent. Notre ratio CET1 de 12,8 % s'est renforcé de 30 p.b. en regard de celui du trimestre précédent.

Nos résultats reflètent la croissance du bénéfice des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Gestion de patrimoine et Marchés des Capitaux, ce qui a été contrebalancé en partie par les faibles résultats des secteurs Assurances et Services aux investisseurs et de trésorerie.

Deuxième trimestre de 2021 par rapport au deuxième trimestre de 2020 (résultats semestriels)

Le bénéfice net s'est établi à 7 862 millions de dollars, ce qui signale une hausse de 2 872 millions, ou 58 %, sur un an. Le bénéfice dilué par action s'est dégagé à 5,42 \$, ayant monté de 2,02 \$, ou 59 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a été de 19,0 %, contre 12,5 % un an plus tôt.

Nos résultats reflètent la croissance du bénéfice des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Marchés des Capitaux, Gestion de patrimoine et Assurances, ce qui a été contrebalancé en partie par la baisse de celui du secteur Services aux investisseurs et de trésorerie. Les résultats de la période correspondants de l'exercice précédent reflétaient le montant élevé des dotations liées aux prêts productifs en raison des répercussions de l'écllosion de la pandémie de COVID-19, ce qui a nui aux résultats des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine à l'exercice précédent.

Pour plus de détails sur nos résultats des secteurs d'exploitation et le ratio CET1, se reporter respectivement aux rubriques Résultats des secteurs d'exploitation et Gestion des fonds propres.

Incidence du change

Le tableau ci-après reflète l'incidence estimative du change sur les principaux postes de l'état du résultat net.

	Pour les trimestres clos		Pour les semestres clos
	T2 2021 par rapport au T2 2020	T2 2021 par rapport au T1 2021	T2 2021 par rapport au T2 2020
<i>(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)</i>			
Augmentation (diminution) :			
Total des revenus	(356)\$	(95)\$	(429)\$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	13	6	15
Frais autres que d'intérêt	(256)	(71)	(305)
Impôt sur le résultat	(24)	(7)	(26)
Bénéfice net	(89)	(23)	(113)
Incidence sur le bénéfice par action			
De base	(0,06)\$	(0,02)\$	(0,08)\$
Dilué	(0,06)	(0,02)	(0,08)

Le tableau ci-après présente les taux de change moyens pertinents qui influent sur nos activités.

	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2021	le 31 janvier 2021	le 30 avril 2020	le 30 avril 2021	le 30 avril 2020
<i>(moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en devises) (1)</i>					
Dollar américain	0,798	0,779	0,725	0,789	0,742
Livre sterling	0,577	0,574	0,575	0,575	0,577
Euro	0,669	0,644	0,659	0,656	0,671

(1) Les moyennes sont calculées selon les cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.

Total des revenus

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2021	le 31 janvier 2021	le 30 avril 2020	le 30 avril 2021	le 30 avril 2020
Revenu d'intérêt et de dividende	6 898 \$	7 236 \$	9 226 \$	14 134 \$	19 464 \$
Charge d'intérêt	2 044	2 201	3 761	4 245	8 778
Revenu net d'intérêt	4 854	5 035	5 465	9 889	10 686
Marge nette d'intérêt	1,50 %	1,50 %	1,61 %	1,50 %	1,60 %
Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires	536	1 809	197	2 345	2 191
Revenus tirés des activités de négociation	377	524	(66)	901	392
Commissions de gestion de placements et de services de garde	1 711	1 703	1 500	3 414	3 035
Revenus tirés des fonds communs de placement	1 014	1 000	890	2 014	1 836
Commissions de courtage en valeurs mobilières	431	401	460	832	778
Frais bancaires	460	458	468	918	956
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils	747	590	544	1 337	1 171
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	292	289	280	581	533
Revenus sur cartes	281	272	212	553	499
Commissions de crédit	368	332	304	700	664
Profits nets sur les titres de placement	82	35	45	117	56
Quote-part des bénéfices des coentreprises et des entreprises associées	24	25	15	49	37
Autres	441	470	19	911	335
Revenus autres que d'intérêt	6 764	7 908	4 868	14 672	12 483
Total des revenus	11 618 \$	12 943 \$	10 333 \$	24 561 \$	23 169 \$
Information supplémentaire sur les activités de négociation					
Revenu net d'intérêt	642 \$	740 \$	1 064 \$	1 382 \$	1 764 \$
Revenus autres que d'intérêt	377	524	(66)	901	392
Total des revenus tirés des activités de négociation	1 019 \$	1 264 \$	998 \$	2 283 \$	2 156 \$

Deuxième trimestre de 2021 par rapport au deuxième trimestre de 2020

Le total des revenus a augmenté de 1 285 millions de dollars, ou 12 %, par rapport à un an plus tôt, en raison principalement de l'accroissement des revenus tirés des activités de négociation, des autres revenus ainsi que des primes d'assurance, revenus de placement et honoraires d'assurance (revenus d'assurance). La hausse des commissions de gestion de placements et de services de garde, des commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils ainsi que des revenus tirés des fonds communs de placement a également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par le recul du revenu net d'intérêt. L'incidence du change a réduit le total des revenus de 356 millions de dollars.

Le revenu net d'intérêt a diminué de 611 millions de dollars, ou 11 %, en raison principalement du rétrécissement des écarts dans les secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Gestion de patrimoine ainsi que de la baisse des revenus tirés des activités de négociation dans le secteur Marchés des Capitaux, soit essentiellement ceux associés aux produits de mise en pension de titres. L'incidence du change est également l'un des facteurs à l'origine de la diminution. Ces facteurs ont été compensés en partie par la croissance des volumes dans les secteurs Services bancaires canadiens et Gestion de patrimoine.

La marge nette d'intérêt a reculé de 11 p.b. par rapport à il y a un an du fait principalement du rétrécissement des écarts dans les secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Gestion de patrimoine en raison surtout de l'incidence de la baisse des taux d'intérêt.

Les revenus d'assurance ont bondi de 339 millions de dollars, ce qui tient essentiellement à la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, variation qui est compensée en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Les revenus tirés des activités de négociation se sont renforcés de 443 millions de dollars puisque, dans le même trimestre de l'exercice précédent, les réductions des souscriptions de prêts avaient influé sur la négociation de titres à revenu fixe aux États-Unis et en Europe, sous l'effet de l'élargissement des écarts de taux. L'intensification des activités de négociation de titres de participation dans la plupart des régions par suite du niveau plus soutenu des activités des clients a également favorisé la progression précitée.

Les commissions de gestion de placements et de services de garde ont progressé de 211 millions de dollars, ou 14 %, en raison principalement de la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, laquelle reflète principalement l'appréciation des marchés et les ventes nettes.

Les revenus tirés des fonds communs de placement se sont améliorés de 124 millions de dollars, ou 14 %, en raison surtout de la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, ce qui reflète l'appréciation des marchés et les ventes nettes dans le secteur Gestion de patrimoine, ainsi que de l'augmentation de la moyenne des soldes, laquelle a accru les frais de placement liés aux fonds communs de placement dans le secteur Services bancaires canadiens.

Les commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils ont progressé de 203 millions de dollars, ou 37 %, ce qui a découlé surtout de l'intensification des activités d'origination de titres de participation et de prêts et de celles de fusion et acquisition, et ce, en grande partie aux États-Unis.

Les autres revenus ont monté de 422 millions de dollars, ce qui s'explique principalement par les variations de la juste valeur des couvertures de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, lesquelles ont été pour l'essentiel compensées dans les frais autres que d'intérêt.

Deuxième trimestre de 2021 par rapport au premier trimestre de 2021

Le total des revenus a fléchi de 1 325 millions de dollars, ou 10 %, par rapport au trimestre précédent, et ce, en raison surtout de la baisse des revenus d'assurance. Le recul du revenu net d'intérêt et des revenus tirés des activités de négociation a également accentué le fléchissement. Ces facteurs ont été compensés en partie par la hausse des commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils. L'incidence du change a réduit le total des revenus de 95 millions de dollars.

Le revenu net d'intérêt a reculé de 181 millions de dollars, ou 4 %, en raison surtout des conséquences des trois jours de moins dans le trimestre à l'étude et de la diminution des revenus tirés des activités de négociation dans le secteur Marchés des Capitaux. Ces facteurs ont été atténués par la croissance des volumes dans le secteur Services bancaires canadiens.

Les revenus d'assurance ont baissé de 1 273 millions de dollars, ou 70 %, ce qui tient principalement à la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance et à la diminution des ventes de rentes collectives, lesquelles sont toutes deux compensées en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Les revenus tirés des activités de négociation ont diminué de 147 millions de dollars, ou 28 %, ce qui s'explique principalement par le ralentissement des activités de négociation de titres à revenu fixe dans toutes les régions par suite du repli des activités des clients.

Les commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils ont progressé de 157 millions de dollars, ou 27 %, ce qui a découlé surtout de l'intensification des activités d'origination de prêts et de titres de participation dans toutes les régions.

Deuxième trimestre de 2021 par rapport au deuxième trimestre de 2020 (résultats semestriels)

Le total des revenus a augmenté de 1 392 millions de dollars, ou 6 %, par rapport à un an plus tôt, en raison principalement de l'accroissement des autres revenus et des revenus tirés des activités de négociation. La hausse des commissions de gestion de placements et de services de garde, des revenus tirés des fonds communs de placement, des commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils ainsi que des revenus d'assurance a également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par le recul du revenu net d'intérêt. L'incidence du change a fait reculer le total des revenus de 429 millions de dollars.

Le revenu net d'intérêt a diminué de 797 millions de dollars, ou 7 %, en raison principalement du rétrécissement des écarts dans les secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Gestion de patrimoine. La baisse des revenus tirés des activités de négociation dans le secteur Marchés des Capitaux et l'incidence du change ont également contribué à la diminution. Ces facteurs ont été compensés en partie par la croissance des volumes dans les secteurs Services bancaires canadiens et Gestion de patrimoine.

Les revenus d'assurance ont grimpé de 154 millions de dollars, ou 7 %, ce qui tient principalement à la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, variation contrebalancée en partie par la diminution des ventes de rentes collectives. Ces éléments sont tous deux compensés en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Les revenus tirés des activités de négociation se sont renforcés de 509 millions de dollars puisque, dans la même période un an plus tôt, les réductions des souscriptions de prêts avaient influé sur la négociation de titres à revenu fixe aux États-Unis et en Europe, sous l'effet de l'élargissement des écarts de taux. L'intensification des activités de négociation de titres de participation dans toutes les régions par suite du niveau plus soutenu des activités des clients a également favorisé la progression précitée.

Les commissions de gestion de placements et de services de garde ont progressé de 379 millions de dollars, ou 12 %, en raison essentiellement de la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés par suite de l'appréciation des marchés et des ventes nettes.

Les revenus tirés des fonds communs de placement se sont améliorés de 178 millions de dollars, ou 10 %, en raison surtout de la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, ce qui reflète l'appréciation des marchés et les ventes nettes dans le secteur Gestion de patrimoine, ainsi que de l'augmentation de la moyenne des soldes, laquelle a accru les frais de placement liés aux fonds communs de placement dans le secteur Services bancaires canadiens.

Les commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils ont progressé de 166 millions de dollars, ou 14 %, ce qui a découlé surtout de l'intensification des activités d'origination de titres de participation dans la plupart des régions.

Les autres revenus ont monté de 576 millions de dollars, ce qui s'explique en grande partie par les variations de la juste valeur des couvertures de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, lesquelles ont été pour l'essentiel compensées dans les frais autres que d'intérêt.

Dotation à la provision pour pertes de crédit**Deuxième trimestre de 2021 par rapport au deuxième trimestre de 2020**

Le total de la dotation à la provision pour pertes de crédit a diminué de 2 926 millions de dollars sur un an.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts a été de (83) millions de dollars, en baisse de 2 817 millions, étant donné que celle constatée un an plus tôt tenait compte d'un montant élevé de dotations liées aux prêts productifs en raison des répercussions de l'écllosion de la pandémie de COVID-19. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est établi à (5) p.b.

Deuxième trimestre de 2021 par rapport au premier trimestre de 2021

Le total de la dotation à la provision pour pertes de crédit a diminué de 206 millions de dollars par rapport au trimestre précédent.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est chiffrée à (83) millions de dollars, ayant reculé de 204 millions, en raison principalement de la réduction des dotations dans les secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Marchés des Capitaux, ce qui a été atténué par des recouvrements plus élevés dans le secteur Gestion de patrimoine au trimestre précédent. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts, soit (5) p.b., a diminué de 12 p.b.

Deuxième trimestre de 2021 par rapport au deuxième trimestre de 2020 (résultats semestriels)

Le total de la dotation à la provision pour pertes de crédit a diminué de 3 235 millions de dollars sur un an.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est chiffrée à 38 millions de dollars, en baisse de 3 117 millions en regard de la même période de l'exercice précédent, étant donné que celle constatée un an plus tôt tenait compte d'un montant élevé de dotations liées aux prêts productifs en raison des répercussions de l'écllosion de la pandémie de COVID-19. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est établi à 1 p.b.

Pour plus de détails sur la dotation à la provision pour pertes de crédit, se reporter à la section Rendement au chapitre de la qualité du crédit de la rubrique Risque de crédit.

Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance**Deuxième trimestre de 2021 par rapport au deuxième trimestre de 2020**

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 326 millions de dollars sur un an, ce qui tient principalement à la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, élément compensé en grande partie dans les revenus. L'incidence de la diminution des nouveaux contrats de réassurance du risque de longévité a également accentué la hausse. Ces facteurs ont été compensés en partie par la réduction des coûts des sinistres, et ce, principalement en ce qui concerne nos produits d'assurance voyage et d'assurance invalidité, ainsi que par les conséquences des ajustements actuariels.

Deuxième trimestre de 2021 par rapport au premier trimestre de 2021

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance se sont comprimés de 1 257 millions de dollars, ou 89 %, par rapport au trimestre précédent, ce qui reflète principalement la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance et le repli des ventes de rentes collectives, éléments qui sont tous deux compensés en grande partie dans les revenus.

Deuxième trimestre de 2021 par rapport au deuxième trimestre de 2020 (résultats semestriels)

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 118 millions de dollars, ou 8 %, sur un an, ce qui rend essentiellement compte de la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, élément compensé en grande partie dans les revenus. La diminution des nouveaux contrats de réassurance du risque de longévité a également accentué la hausse. Ces facteurs ont été compensés en partie par la réduction des coûts des sinistres, et ce, principalement en ce qui concerne nos produits d'assurance voyage et d'assurance invalidité, ainsi que par la baisse des ventes de rentes collectives.

Frais autres que d'intérêt

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2021	le 31 janvier 2021	le 30 avril 2020	le 30 avril 2021	le 30 avril 2020
Salaires	1 641 \$	1 655 \$	1 671 \$	3 296 \$	3 323 \$
Rémunération variable	1 874	1 804	1 370	3 678	3 016
Avantages du personnel et conservation du personnel	503	543	508	1 046	1 049
Rémunération fondée sur des actions	134	286	24	420	245
Ressources humaines	4 152	4 288	3 573	8 440	7 633
Matériel	487	493	468	980	930
Frais d'occupation	400	404	417	804	814
Communications	212	213	252	425	502
Honoraires	314	291	324	605	608
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	318	319	315	637	618
Autres	496	534	593	1 030	1 215
Frais autres que d'intérêt	6 379 \$	6 542 \$	5 942 \$	12 921 \$	12 320 \$
Ratio d'efficacité (1)	54,9 %	50,5 %	57,5 %	52,6 %	53,2 %
Ratio d'efficacité ajusté (2)	52,3 %	51,9 %	52,6 %	52,1 %	52,1 %

(1) Le ratio d'efficacité représente les frais autres que d'intérêt divisés par le total des revenus.

(2) Cette mesure a été ajustée en excluant les fluctuations de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance. Il s'agit d'une mesure hors PCGR. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Deuxième trimestre de 2021 par rapport au deuxième trimestre de 2020

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 437 millions de dollars, ou 7 %, sur un an, ce qui a découlé principalement de la hausse de la rémunération variable découlant de résultats supérieurs et de la variation de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, laquelle a été compensée en grande partie dans les autres revenus. Ces facteurs ont été atténués par l'incidence du change.

Notre ratio d'efficacité s'est établi à 54,9 %, ayant diminué de 260 p.b. en regard de celui de 57,5 % un an plus tôt. Compte non tenu de la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, notre ratio d'efficacité de 52,3 % s'est comprimé de 30 p.b. par rapport à celui de 52,6 % il y a un an.

Deuxième trimestre de 2021 par rapport au premier trimestre de 2021

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 163 millions de dollars, ou 2 %, par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement de l'incidence du change et du recul des coûts liés au personnel. Un ajustement favorable de la taxe de vente dans le trimestre à l'étude ainsi que la variation de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, laquelle a été compensée en grande partie dans les autres revenus, ont également contribué à la réduction précitée. Ces facteurs ont été atténués par la hausse de la rémunération variable découlant de résultats supérieurs.

Notre ratio d'efficacité s'est établi à 54,9 %, ayant grimpé de 440 p.b. par rapport à celui de 50,5 % du trimestre précédent. Compte non tenu de la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, notre ratio d'efficacité de 52,3 % a affiché une hausse de 40 p.b. par rapport à celui de 51,9 % du trimestre précédent.

Deuxième trimestre de 2021 par rapport au deuxième trimestre de 2020 (résultats semestriels)

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 601 millions de dollars, ou 5 %, sur un an, ce qui a découlé principalement de la hausse de la rémunération variable découlant de résultats supérieurs et de la variation de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, laquelle a été compensée en grande partie dans les autres revenus. Ces facteurs ont été atténués par l'incidence du change.

Notre ratio d'efficacité s'est établi à 52,6 %, s'étant comprimé de 60 p.b. en regard de 53,2 % un an plus tôt. Compte non tenu de la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, notre ratio d'efficacité de 52,1 % est demeuré le même que celui d'il y a un an.

Le ratio d'efficacité excluant la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance est une mesure hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Impôt sur le résultat

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2021	le 31 janvier 2021	le 30 avril 2020	le 30 avril 2021	le 30 avril 2020
Impôt sur le résultat	1 171 \$	1 038 \$	257 \$	2 209 \$	1 173 \$
Bénéfice avant impôt	5 186	4 885	1 738	10 071	6 163
Taux d'imposition effectif	22,6 %	21,2 %	14,8 %	21,9 %	19,0 %

Deuxième trimestre de 2021 par rapport au deuxième trimestre de 2020

La charge d'impôt a grimpé de 914 millions de dollars par rapport à il y a un an en raison d'abord et avant tout de la hausse du bénéfice avant impôt pour le trimestre à l'étude.

Le taux d'imposition effectif de 22,6 % s'est accru de 780 p.b., sous l'effet principalement de changements dans la composition du bénéfice et de la proportion du bénéfice exonéré d'impôt, le bénéfice dégagé un an plus tôt ayant été moins élevé.

Deuxième trimestre de 2021 par rapport au premier trimestre de 2021

La charge d'impôt a augmenté de 133 millions de dollars, ou 13 %, par rapport au trimestre précédent, ce qui s'explique surtout par la progression du bénéfice avant impôt et par des ajustements fiscaux nets favorables dans le trimestre précédent.

Le taux d'imposition effectif de 22,6 % a augmenté de 140 p.b. sous l'effet principalement des ajustements fiscaux nets favorables dans le trimestre précédent.

Deuxième trimestre de 2021 par rapport au deuxième trimestre de 2020 (résultats semestriels)

La charge d'impôt a bondi de 1 036 millions de dollars, ou 88 %, par rapport à il y a un an, en raison d'abord et avant tout de la hausse du bénéfice avant impôt.

Le taux d'imposition effectif de 21,9 % s'est accru de 290 p.b., sous l'effet principalement de changements dans la composition du bénéfice et de l'incidence d'un bénéfice moins élevé un an plus tôt.

Résultats des secteurs d'exploitation**Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation**

La direction revoit périodiquement les principales méthodes et hypothèses utilisées aux fins de notre cadre d'information de gestion afin de s'assurer de leur validité, et celles-ci n'ont pas changé depuis le 31 octobre 2020.

Pour plus de détails sur les principales méthodes et hypothèses que nous utilisons aux fins de notre cadre d'information de gestion, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2020.

Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR**Mesures de rendement****Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires**

Nous mesurons et évaluons le rendement de nos activités consolidées et de chacun de nos secteurs d'exploitation en fonction d'un certain nombre de paramètres financiers, dont le bénéfice net et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Nous utilisons le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, tant sur une base consolidée que par secteur d'exploitation, à titre de mesure du rendement du total du capital investi dans nos secteurs. La direction considère la mesure du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires par secteur comme une mesure utile pour appuyer les prises de décisions relatives aux investissements et à l'attribution des ressources parce qu'elle permet d'effectuer des ajustements en fonction de certains éléments qui pourraient avoir une incidence sur la comparabilité entre nos secteurs d'exploitation et certains de nos concurrents. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires n'a pas de définition normalisée en vertu des PCGR et n'est pas nécessairement comparable à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR de notre rapport annuel 2020.

Le tableau ci-après présente un sommaire des calculs du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos							le 31 janvier 2021	le 30 avril 2020
	le 30 avril 2021								
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total	Total	Total
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	1 885 \$	676 \$	185 \$	117 \$	1 050 \$	25 \$	3 938 \$	3 787 \$	1 420 \$
Total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1), (2)	24 250	16 100	2 350	3 350	22 850	14 550	83 450	80 750	79 100
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	31,8 %	17,2 %	32,1 %	14,3 %	18,9 %	n.s.	19,4 %	18,6 %	7,3 %

(1) Les chiffres ayant trait au total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont arrondis.

(2) Les montants se rapportant aux différents secteurs d'exploitation sont désignés à titre de capital attribué.

(3) Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires est fondé sur les soldes réels de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires avant leur arrondissement.

n.s. non significatif

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les semestres clos							le 30 avril 2020
	le 30 avril 2021							
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total	
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	3 659 \$	1 313 \$	384 \$	238 \$	2 101 \$	30 \$	7 725 \$	4 859 \$
Total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1), (2)	23 800	16 150	2 300	3 250	22 700	13 850	82 050	78 450
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	31,0 %	16,4 %	33,3 %	14,8 %	18,7 %	n.s.	19,0 %	12,5 %

(1) Les chiffres ayant trait au total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont arrondis.

(2) Les montants se rapportant aux différents secteurs d'exploitation sont désignés à titre de capital attribué.

(3) Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires est fondé sur les soldes réels de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires avant leur arrondissement.

n.s. non significatif

Mesures hors PCGR

Nous sommes d'avis que certaines mesures hors PCGR décrites ci-dessous sont plus représentatives de nos résultats d'exploitation courants et permettent aux lecteurs de mieux comprendre le point de vue de la direction à l'égard de notre performance. Ces mesures accroissent la comparabilité de notre performance financière pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2021 par rapport aux résultats des périodes correspondantes de l'exercice précédent et du trimestre clos le 31 janvier 2021. Les mesures hors PCGR n'ont pas de définition normalisée en vertu des PCGR et ne sont pas nécessairement comparables à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières.

L'analyse qui suit décrit les mesures hors PCGR que nous utilisons pour évaluer nos résultats d'exploitation.

Ratio d'efficacité exclusion faite de la variation de la juste valeur des placements dans le secteur Assurances

Notre ratio d'efficacité est touché par la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, présentée dans les revenus et compensée en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Le tableau suivant présente les calculs de notre ratio d'efficacité consolidé, compte non tenu de la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos								
	le 30 avril 2021			le 31 janvier 2021			le 30 avril 2020		
	Élément exclu			Élément exclu			Élément exclu		
	Variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance			Variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance			Variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance		
	Données présentées	Données ajustées	Données ajustées	Données présentées	Données ajustées	Données ajustées	Données présentées	Données ajustées	Données ajustées
Total des revenus	11 618 \$	568 \$	12 186 \$	12 943 \$	(346)\$	12 597 \$	10 333 \$	953 \$	11 286 \$
Frais autres que d'intérêt	6 379	-	6 379	6 542	-	6 542	5 942	-	5 942
Ratio d'efficacité	54,9 %		52,3 %	50,5 %		51,9 %	57,5 %		52,6 %

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les semestres clos					
	le 30 avril 2021			le 30 avril 2020		
	Élément exclu			Élément exclu		
	Variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance			Variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance		
	Données présentées	Données ajustées	Données ajustées	Données présentées	Données ajustées	Données ajustées
Total des revenus	24 561 \$	222 \$	24 783 \$	23 169 \$	485 \$	23 654 \$
Frais autres que d'intérêt	12 921	-	12 921	12 320	-	12 320
Ratio d'efficacité	52,6 %		52,1 %	53,2 %		52,1 %

Services bancaires aux particuliers et aux entreprises

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux et pour les trimestres clos les			Aux et pour les semestres clos les	
	30 avril 2021	31 janvier 2021	30 avril 2020	30 avril 2021	30 avril 2020
Revenu net d'intérêt	3 085 \$	3 161 \$	3 149 \$	6 246 \$	6 375 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 442	1 402	1 251	2 844	2 635
Total des revenus	4 527	4 563	4 400	9 090	9 010
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs	(166)	(60)	1 370	(226)	1 436
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés	201	225	336	426	612
Dotation à la provision pour pertes de crédit	35	165	1 706	200	2 048
Frais autres que d'intérêt	1 915	1 978	1 947	3 893	3 931
Bénéfice avant impôt	2 577	2 420	747	4 997	3 031
Bénéfice net	1 908 \$	1 793 \$	532 \$	3 701 \$	2 218 \$
Revenus par secteur d'activité					
Services bancaires canadiens	4 341 \$	4 352 \$	4 170 \$	8 693 \$	8 538 \$
Services bancaires dans les Antilles et aux États-Unis	186	211	230	397	472
Principales données figurant au bilan et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	31,8 %	30,1 %	9,0 %	31,0 %	18,7 %
Marge nette d'intérêt	2,56 %	2,56 %	2,73 %	2,56 %	2,75 %
Ratio d'efficacité	42,3 %	43,3 %	44,3 %	42,8 %	43,6 %
Levier d'exploitation	4,5 %	(0,7)%	(1,7)%	1,9 %	(0,4)%
Moyenne du total des actifs productifs, montant net	493 400 \$	489 800 \$	468 400 \$	491 600 \$	465 900 \$
Moyenne des prêts et acceptations, montant net	497 400	493 500	471 300	495 400	469 000
Moyenne des dépôts	495 000	490 100	428 700	492 500	421 100
Biens administrés (1)	339 000	320 900	275 700	339 000	275 700
Moyenne des biens administrés	334 400	315 900	275 900	325 000	283 300
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,17 %	0,18 %	0,28 %	0,18 %	0,26 %
Autres renseignements – Services bancaires canadiens					
Bénéfice net	1 872 \$	1 754 \$	649 \$	3 626 \$	2 273 \$
Marge nette d'intérêt	2,55 %	2,54 %	2,70 %	2,55 %	2,71 %
Ratio d'efficacité	40,8 %	41,9 %	42,7 %	41,3 %	42,0 %
Levier d'exploitation	4,7 %	(1,6)%	(1,8)%	1,5 %	(0,4)%

(1) Les biens administrés représentent les soldes au comptant à la fin de la période et comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés, respectivement, de 15,0 milliards de dollars et de 2,9 milliards au 30 avril 2021 (15,3 milliards et 4,1 milliards au 31 janvier 2021; 16,1 milliards et 6,7 milliards au 30 avril 2020).

Rendement financier

Deuxième trimestre de 2021 par rapport au deuxième trimestre de 2020

Le bénéfice net s'est accru de 1 376 millions de dollars sur un an en raison essentiellement de la baisse de la dotation à la provision pour pertes de crédit. Une croissance moyenne des volumes de 11 % dans le secteur Services bancaires canadiens a été annulée en majeure partie par le rétrécissement des écarts en raison du recul des taux d'intérêt.

Le total des revenus s'est renforcé de 127 millions de dollars, ou 3 %.

Les revenus du secteur Services bancaires canadiens ont monté de 171 millions de dollars, ou 4 %, ce qui reflète principalement une croissance moyenne des volumes de 16 % pour ce qui est des dépôts et de 6 % dans le cas des prêts, la hausse des revenus sur cartes et le fait que l'augmentation de la moyenne des soldes a accru les frais de placement liés aux fonds communs de placement. La progression des commissions de courtage en valeurs mobilières par suite de l'intensification des activités des clients a également favorisé la hausse des revenus. Ces facteurs ont été atténués par le rétrécissement des écarts et l'incidence d'un jour de moins dans le trimestre considéré.

Les revenus du secteur Services bancaires dans les Antilles et aux États-Unis se sont contractés de 44 millions de dollars, ou 19 %, ce qui rend essentiellement compte du rétrécissement des écarts et de l'incidence du change.

La marge nette d'intérêt s'est repliée de 17 p.b. en raison essentiellement du recul des taux d'intérêt.

La dotation à la provision pour pertes de crédit a reculé de 1 671 millions de dollars étant donné que celle constatée un an plus tôt tenait compte d'un montant élevé de dotations liées aux prêts productifs en raison des répercussions de l'écllosion de la pandémie de COVID-19 alors que, dans le trimestre à l'étude, des contrepassations ont été enregistrées par suite de l'amélioration de nos perspectives macroéconomiques et de celles concernant la qualité du crédit. Le recul des dotations liées aux prêts douteux a également contribué à la diminution, entraînant une baisse de 11 p.b. du ratio des prêts douteux. Pour plus de détails, se reporter à la section Rendement au chapitre de la qualité du crédit de la rubrique Risque de crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 32 millions de dollars, ou 2 %, ce qui est en grande partie imputable au recul des dépenses discrétionnaires ainsi qu'à un ajustement favorable de la taxe de vente dans le trimestre à l'étude, facteurs atténués par l'accroissement des coûts liés au personnel.

Deuxième trimestre de 2021 par rapport au premier trimestre de 2021

Le bénéfice net a augmenté de 115 millions de dollars, ou 6 %, par rapport au trimestre précédent, ce qui reflète essentiellement la baisse de la dotation à la provision pour pertes de crédit en raison du montant plus élevé de contrepassations de dotations liées aux prêts productifs dans le trimestre à l'étude. Une croissance moyenne des volumes de 1 % dans le secteur Services bancaires canadiens et la réduction des coûts liés au personnel ont également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par l'incidence des trois jours de moins qu'a comptés le trimestre considéré.

La marge nette d'intérêt est demeurée la même qu'au trimestre précédent.

Deuxième trimestre de 2021 par rapport au deuxième trimestre de 2020 (résultats semestriels)

Le bénéfice net s'est accru de 1 483 millions de dollars, ou 67 %, sur un an en raison essentiellement de la baisse de la dotation à la provision pour pertes de crédit. Une croissance moyenne des volumes de 11 % dans le secteur Services bancaires canadiens a été plus qu'annulée par le rétrécissement des écarts par suite du recul des taux d'intérêt.

Le total des revenus s'est renforcé de 80 millions de dollars, ou 1 %, ce qui est en grande partie imputable à la croissance moyenne des volumes de 18 % pour ce qui est des dépôts et de 6 % dans le cas des prêts dans le secteur Services bancaires canadiens. La progression des commissions de courtage en valeurs mobilières par suite de l'intensification des activités des clients, le fait que l'augmentation de la moyenne des soldes a accru les frais de placement liés aux fonds communs de placement et la hausse des revenus sur cartes ont également contribué à la hausse. Ces facteurs ont été atténués par le rétrécissement des écarts.

La dotation à la provision pour pertes de crédit a reculé de 1 848 millions de dollars étant donné que celle constatée à l'exercice précédent tenait compte d'un montant élevé de dotations liées aux prêts productifs en raison des répercussions de l'éclosion de la pandémie de COVID-19 alors que, dans la période à l'étude, des contrepassations ont été enregistrées par suite de l'amélioration de nos perspectives macroéconomiques et de celles concernant la qualité du crédit. Le recul des dotations liées aux prêts douteux a également contribué à la diminution, générant ainsi une baisse de 8 p.b. du ratio des prêts douteux. Pour plus de détails, se reporter à la section Rendement au chapitre de la qualité du crédit de la rubrique Risque de crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 38 millions de dollars, ou 1 %.

Gestion de patrimoine

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres et les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux et pour les trimestres clos les			Aux et pour les semestres clos les	
	30 avril 2021	31 janvier 2021	30 avril 2020	30 avril 2021	30 avril 2020
Revenu net d'intérêt	666 \$	666 \$	737 \$	1 332 \$	1 475 \$
Revenus autres que d'intérêt	2 728	2 721	2 085	5 449	4 513
Total des revenus	3 394	3 387	2 822	6 781	5 988
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs	(5)	(2)	76	(7)	75
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés	3	(27)	15	(24)	14
Dotation à la provision pour pertes de crédit	(2)	(29)	91	(31)	89
Frais autres que d'intérêt	2 495	2 563	2 169	5 058	4 539
Bénéfice avant impôt	901	853	562	1 754	1 360
Bénéfice net	691 \$	649 \$	424 \$	1 340 \$	1 047 \$
Revenus par secteur d'activité					
Gestion de patrimoine – Canada	964 \$	900 \$	835 \$	1 864 \$	1 678 \$
Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National)	1 700	1 702	1 384	3 402	3 008
Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) (en millions de dollars américains)	1 358	1 326	1 003	2 684	2 237
Gestion mondiale d'actifs	628	695	500	1 323	1 094
Gestion de patrimoine – International	102	90	103	192	208
Principales données figurant au bilan et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	17,2 %	15,6 %	10,4 %	16,4 %	13,0 %
Marge nette d'intérêt	2,38 %	2,34 %	2,97 %	2,36 %	3,07 %
Marge avant impôt (1)	26,5 %	25,2 %	19,9 %	25,9 %	22,7 %
Nombre de conseillers (2)	5 459	5 457	5 333	5 459	5 333
Moyenne du total des actifs productifs, montant net	114 800 \$	112 900 \$	100 900 \$	113 800 \$	96 700 \$
Moyenne des prêts et acceptations, montant net	83 100	81 800	75 100	82 500	72 300
Moyenne des dépôts	139 700	137 900	119 100	138 800	112 300
Biens administrés (3)	1 227 000	1 180 400	1 053 700	1 227 000	1 053 700
Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) (3)	651 300	623 000	559 200	651 300	559 200
Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) (en millions de dollars américains) (3)	529 800	487 000	401 700	529 800	401 700
Biens sous gestion (3)	922 300	890 000	782 100	922 300	782 100
Moyenne des biens administrés	1 218 200	1 171 300	1 040 200	1 194 400	1 068 900
Moyenne des biens sous gestion	910 400	883 800	770 400	896 800	775 300
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,02 %	(0,13)%	0,08 %	(0,06)%	0,04 %

Incidence estimative, sur les principaux postes de l'état du résultat net, de la conversion de montants libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos		Pour les semestres clos
	T2 2021 par rapport au T2 2020	T2 2021 par rapport au T1 2021	T2 2021 par rapport au T2 2020
Augmentation (diminution) :			
Total des revenus	(181)\$	(47)\$	(222)\$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	–	–	1
Frais autres que d'intérêt	(146)	(37)	(180)
Bénéfice net	(28)	(7)	(34)
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	10 %	2 %	6 %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	– %	1 %	– %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	2 %	4 %	(2)%

(1) La marge avant impôt s'entend du bénéfice avant impôt, divisé par le total des revenus.

(2) Représente les conseillers en contact direct avec les clients au sein de tous nos services du secteur Gestion de patrimoine.

(3) Représente les soldes au comptant à la fin de la période.

Rendement financier

Deuxième trimestre de 2021 par rapport au deuxième trimestre de 2020

Le bénéfice net a bondi de 267 millions de dollars, ou 63 %, par rapport à il y a un an, et ce, en raison surtout de la croissance moyenne des prêts et de la progression de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, déduction faite de la rémunération variable connexe. Le recul de la dotation à la provision pour pertes de crédit et la progression des revenus tirés des transactions ont également favorisé cette augmentation. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par l'incidence du recul des taux d'intérêt.

Le total des revenus a augmenté de 572 millions de dollars, ou 20 %.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine – Canada se sont renforcés de 129 millions de dollars, ou 15 %, grâce principalement à la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, ce qui reflète l'appréciation des marchés et les ventes nettes.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) ont grimpé de 316 millions de dollars, ou 23 %. En dollars américains, ils se sont améliorés de 355 millions de dollars, ou 35 %, ce qui s'explique surtout par les variations de la juste valeur des couvertures liées à nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, ce qui a été pour l'essentiel compensé dans les frais autres que d'intérêt. Une croissance moyenne des prêts de 23 %, une croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients reflétant l'appréciation des marchés et les ventes nettes, ainsi que la progression des revenus tirés des transactions par suite principalement des activités des clients ont également contribué à l'augmentation des revenus du secteur. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence du recul des taux d'intérêt sur le revenu net d'intérêt.

Les revenus du secteur Gestion mondiale d'actifs ont progressé de 128 millions de dollars, ou 26 %, ce qui a découlé en grande partie de la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients par suite de l'appréciation des marchés et des ventes nettes.

La dotation à la provision pour pertes de crédit du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) a diminué de 93 millions de dollars puisque celle constatée un an plus tôt tenait compte d'un montant élevé de dotations liées aux prêts productifs en raison des répercussions de l'éclosion de la pandémie de COVID-19 alors que, dans le trimestre à l'étude, des contrepassations ont été enregistrées. Le recul des dotations liées aux prêts douteux a également contribué à la diminution, entraînant une baisse de 6 p.b. du ratio des prêts douteux. Pour plus de détails, se reporter à la section Rendement au chapitre de la qualité du crédit de la rubrique Risque de crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 326 millions de dollars, ou 15 %, sous l'effet surtout des variations de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, lesquelles ont été pour l'essentiel compensées dans les revenus, et d'une hausse de la rémunération variable proportionnelle à la croissance des revenus donnant droit à commissions. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par l'incidence du change.

Deuxième trimestre de 2021 par rapport au premier trimestre de 2021

Le bénéfice net a augmenté de 42 millions de dollars, ou 6 %, par rapport au trimestre précédent, ce qui rend surtout compte de la progression de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, déduction faite de la rémunération variable connexe, de la baisse des coûts liés au personnel et de la progression des revenus tirés des transactions. Ces facteurs ont été atténués par des variations défavorables de la juste valeur des investissements en capital de démarrage.

Deuxième trimestre de 2021 par rapport au deuxième trimestre de 2020 (résultats semestriels)

Le bénéfice net a augmenté de 293 millions de dollars, ou 28 %, sur un an, et ce, en raison surtout de la croissance moyenne des prêts et de la progression de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, déduction faite de la rémunération variable connexe. Le recul de la dotation à la provision pour pertes de crédit et la progression des revenus tirés des transactions ont également favorisé l'augmentation. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par l'incidence du recul des taux d'intérêt sur les prêts et les dépôts dans des comptes de passage.

Le total des revenus a augmenté de 793 millions de dollars, ou 13 %, en raison principalement de la progression de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, ce qui reflète l'appréciation des marchés et les ventes nettes, des variations de la juste valeur des couvertures liées à nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, élément qui a été pour l'essentiel compensé dans les frais autres que d'intérêt, et d'une croissance moyenne des prêts de 14 %. La progression des revenus tirés des transactions en raison surtout des activités des clients a également contribué à la hausse. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence du repli des taux d'intérêt sur le revenu net d'intérêt et sur les revenus tirés des dépôts dans des comptes de passage ainsi que par l'incidence du change.

La dotation à la provision pour pertes de crédit a reculé de 120 millions de dollars pour le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), puisque celle inscrite un an plus tôt tenait compte d'un montant élevé de dotations liées aux prêts productifs en raison des répercussions de l'éclosion de la pandémie de COVID-19 alors que, dans la période à l'étude, des contrepassations ont été enregistrées. Les recouvrements de prêts douteux inscrits dans la période considérée au lieu de dotations constituées à la même période un an plus tôt ont également contribué à la baisse, donnant lieu à un recul de 10 p.b. du ratio des prêts douteux. Pour plus de détails, se reporter à la section Rendement au chapitre de la qualité du crédit de la rubrique Risque de crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 519 millions de dollars, ou 11 %, sous l'effet surtout des variations de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, élément qui a été pour l'essentiel compensé dans les revenus, et d'une hausse de la rémunération variable proportionnelle à la croissance des revenus donnant droit à commissions. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence du change.

Assurances

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux et pour les trimestres clos les			Aux et pour les semestres clos les	
	30 avril 2021	31 janvier 2021	30 avril 2020	30 avril 2021	30 avril 2020
Revenus autres que d'intérêt					
Primes acquises, montant net	929 \$	1 248 \$	957 \$	2 177 \$	2 307 \$
Revenus de placement, profits (pertes) sur les actifs liés aux obligations des détenteurs des polices (1)	(432)	524	(796)	92	(187)
Honoraires	39	37	36	76	71
Total des revenus	536	1 809	197	2 345	2 191
Dotations à la provision pour pertes de crédit	–	–	1	–	1
Indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance (1)	59	1 331	(257)	1 390	1 278
Coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	90	75	80	165	159
Frais autres que d'intérêt	140	149	148	289	301
Bénéfice avant impôt	247	254	225	501	452
Bénéfice net	187 \$	201 \$	180 \$	388 \$	361 \$
Revenus par secteur d'activité					
Assurances – Canada	(172)\$	1 157 \$	(344)\$	985 \$	1 039 \$
Assurances – International	708	652	541	1 360	1 152
Principales données figurant au bilan et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	32,1 %	34,5 %	33,0 %	33,3 %	32,7 %
Primes et dépôts (2)	1 161 \$	1 444 \$	1 148 \$	2 605 \$	2 690 \$
Variations de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance (1)	(568)	346	(953)	(222)	(485)

- (1) Comprend les profits et pertes latents sur les placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance attribuables aux fluctuations des actifs désignés à la juste valeur par le biais du résultat net. Les placements à l'appui des provisions techniques sont principalement des actifs à revenu fixe désignés comme étant évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Par conséquent, les variations de la juste valeur de ces actifs sont comptabilisées dans l'état consolidé du résultat net au poste Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires et sont en grande partie neutralisées par les variations de la juste valeur des provisions techniques, dont l'incidence est reflétée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.
- (2) Le poste Primes et dépôts comprend les primes liées aux produits d'assurance et de rente fondés sur le risque, ainsi que les dépôts des fonds distincts individuels et collectifs, conformément aux pratiques du secteur des assurances.

Rendement financier

Deuxième trimestre de 2021 par rapport au deuxième trimestre de 2020

Le bénéfice net a progressé de 7 millions de dollars, ou 4 %, par rapport à il y a un an, ce qui s'explique surtout par la réduction des coûts des sinistres et par l'incidence favorable des ajustements actuariels. Ces facteurs ont été atténués par les répercussions des profits réalisés sur les placements un an plus tôt et par le fléchissement des nouveaux contrats de réassurance du risque de longévité.

Le total des revenus a augmenté de 339 millions de dollars.

Les revenus du secteur Assurances – Canada se sont renforcés de 172 millions de dollars, ou 50 %, en raison surtout de la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, élément compensé en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, tel qu'il est indiqué ci-dessous. Ce facteur a été atténué par l'incidence des profits réalisés sur les placements dans la même période de l'exercice précédent.

Les revenus du secteur Assurances – International ont grimpé de 167 millions de dollars, ou 31 %, du fait surtout de la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, élément compensé en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, tel qu'il est indiqué ci-dessous. Ce facteur a été contrebalancé en partie par la baisse des volumes des produits d'assurance vie à l'échelle internationale.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 326 millions de dollars sous l'effet essentiellement de la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, élément compensé en grande partie dans les revenus. L'effet du fléchissement des nouveaux contrats de réassurance du risque de longévité a également contribué à la hausse. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la baisse des coûts des sinistres, et ce, principalement en ce qui a trait à nos produits d'assurance voyage et d'assurance invalidité, ainsi que par les répercussions des ajustements actuariels.

Les frais autres que d'intérêt ont reculé de 8 millions de dollars, ou 5 %, ce qui témoigne de l'effet positif des initiatives existantes visant à rehausser l'efficacité.

Deuxième trimestre de 2021 par rapport au premier trimestre de 2021

Le bénéfice net a diminué de 14 millions de dollars, ou 7 %, par rapport au trimestre précédent, ce qui provient surtout de la baisse des nouveaux contrats de réassurance du risque de longévité.

Deuxième trimestre de 2021 par rapport au deuxième trimestre de 2020 (résultats semestriels)

Le bénéfice net s'est amélioré de 27 millions de dollars, ou 7 %, sur un an, ce qui s'explique en grande partie par la réduction des coûts des sinistres, réduction qui a été atténuée par l'incidence du fléchissement des nouveaux contrats de réassurance du risque de longévité.

Le total des revenus s'est amélioré de 154 millions de dollars, ou 7 %, reflétant principalement la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, laquelle a été contrebalancée en partie par la diminution des ventes de rentes collectives. Ces facteurs sont, dans les deux cas, compensés en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, tel qu'il est indiqué ci-dessous.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 118 millions de dollars, ou 8 %, ce qui reflète principalement la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, élément compensé en grande partie dans les revenus. La diminution des nouveaux contrats de réassurance du risque de longévité a également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la baisse des coûts des sinistres, et ce, principalement en ce qui a trait à nos produits d'assurance voyage et d'assurance invalidité, et par le recul des ventes de rentes collectives.

Les frais autres que d'intérêt se sont allégés de 12 millions de dollars, ou 4 %, ce qui rend compte de l'effet positif des initiatives existantes visant à rehausser l'efficacité.

Services aux investisseurs et de trésorerie

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux et pour les trimestres clos les			Aux et pour les semestres clos les	
	30 avril 2021	31 janvier 2021	30 avril 2020	30 avril 2021	30 avril 2020
Revenu net d'intérêt	87 \$	91 \$	74 \$	178 \$	132 \$
Revenus autres que d'intérêt	447	474	635	921	1 174
Total des revenus	534	565	709	1 099	1 306
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs	(2)	(2)	14	(4)	14
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés	–	–	–	–	–
Dotation à la provision pour pertes de crédit	(2)	(2)	14	(4)	14
Frais autres que d'intérêt	375	401	392	776	794
Bénéfice avant impôt	161	166	303	327	498
Bénéfice net	120 \$	123 \$	226 \$	243 \$	369 \$
Principales données figurant au bilan et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	14,3 %	15,3 %	28,4 %	14,8 %	23,2 %
Moyenne des dépôts	220 400 \$	204 300 \$	194 700 \$	212 200 \$	184 500 \$
Moyenne des dépôts des clients	64 000	63 100	64 900	63 600	61 300
Moyenne des dépôts liés au financement de gros	156 400	141 200	129 800	148 600	123 200
Biens administrés ⁽¹⁾	4 530 100	4 617 300	4 037 700	4 530 100	4 037 700
Moyenne des biens administrés	4 579 400	4 628 700	4 292 800	4 604 500	4 289 500

(1) Représente les soldes au comptant à la fin de la période.

Rendement financier

Deuxième trimestre de 2021 par rapport au deuxième trimestre de 2020

Le bénéfice net a reculé de 106 millions de dollars, ou 47 %, par rapport à il y a un an, ce qui est essentiellement imputable à la baisse des revenus tirés des activités de financement et de gestion des liquidités et des dépôts des clients.

Le total des revenus a fléchi de 175 millions de dollars, ou 25 %, du fait surtout du recul des revenus tirés des activités de financement et de gestion des liquidités étant donné, qu'au même trimestre de l'exercice précédent, les revenus avaient été favorisés par l'incidence des variations des taux d'intérêt et une hausse des profits à la cession de titres de placement. La diminution des revenus générés par les dépôts des clients, diminution principalement attribuable à la baisse des taux d'intérêt, et la contraction des revenus tirés de nos services d'administration d'actifs étant donné qu'un an plus tôt, les revenus reflétaient l'intensification des activités des clients par suite d'une volatilité accrue des marchés, ont également contribué à la diminution.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 17 millions de dollars, ou 4 %, en raison surtout d'un ajustement favorable de la taxe de vente dans le trimestre considéré et du recul des coûts liés au personnel, notamment l'avantage qu'ont procuré les initiatives en cours visant à rehausser l'efficacité.

Deuxième trimestre de 2021 par rapport au premier trimestre de 2021

Le bénéfice net a reculé de 3 millions de dollars, ou 2 %, par rapport au trimestre précédent, et ce, en raison principalement du repli des revenus tirés des activités de financement et de gestion des liquidités puisqu'au trimestre précédent, les résultats avaient été favorisés par des occasions sur le marché monétaire. Ce facteur a été neutralisé en partie par l'incidence des coûts annuels liés à la conformité à la réglementation au trimestre précédent.

Deuxième trimestre de 2021 par rapport au deuxième trimestre de 2020 (résultats semestriels)

Le bénéfice net s'est comprimé de 126 millions de dollars, ou 34 %, sur un an, en grande partie à cause de la baisse des revenus tirés des activités de financement et de gestion des liquidités et des dépôts des clients.

Le total des revenus a fléchi de 207 millions de dollars, ou 16 %, du fait essentiellement de la baisse des revenus tirés des activités de financement et de gestion des liquidités puisque, dans la même période de l'exercice précédent, les revenus avaient été soutenus par l'incidence des variations des taux d'intérêt et de la volatilité des marchés. Le repli des revenus générés par les dépôts des clients qui a résulté en grande partie de la baisse des taux d'intérêt a également contribué à la diminution.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 18 millions de dollars, ou 2 %, en raison surtout du recul des coûts liés au personnel, notamment l'avantage qu'ont procuré les initiatives en cours visant à rehausser l'efficacité, et d'un ajustement favorable de la taxe de vente dans la période considérée.

Marchés des Capitaux

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux et pour les trimestres clos les			Aux et pour les semestres clos les	
	30 avril 2021	31 janvier 2021	30 avril 2020	30 avril 2021	30 avril 2020
Revenu net d'intérêt (1)	1 121 \$	1 199 \$	1 456 \$	2 320 \$	2 617 \$
Revenus autres que d'intérêt (1)	1 597	1 509	857	3 106	2 244
Total des revenus (1)	2 718	2 708	2 313	5 426	4 861
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs	(98)	(41)	723	(139)	741
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés	(29)	18	294	(11)	355
Dotation à la provision pour pertes de crédit	(127)	(23)	1 017	(150)	1 096
Frais autres que d'intérêt	1 468	1 441	1 291	2 909	2 726
Bénéfice avant impôt	1 377	1 290	5	2 667	1 039
Bénéfice net	1 071 \$	1 067 \$	105 \$	2 138 \$	987 \$
Revenus par secteur d'activité					
Grande entreprise et services de banque d'investissement	1 197 \$	1 112 \$	722 \$	2 309 \$	1 863 \$
Marchés mondiaux	1 562	1 626	1 694	3 188	3 144
Autres	(41)	(30)	(103)	(71)	(146)
Principales données figurant au bilan et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	18,9 %	18,5 %	1,5 %	18,7 %	8,3 %
Moyenne du total de l'actif	694 600 \$	743 100 \$	820 700 \$	719 200 \$	767 800 \$
Moyenne des titres détenus à des fins de transaction	120 900	125 200	108 100	123 100	112 000
Moyenne des prêts et acceptations, montant net	97 300	98 300	117 600	97 800	108 300
Moyenne des dépôts	72 600	73 600	79 300	73 100	77 900
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	(0,13)%	0,07 %	0,94 %	(0,02)%	0,62 %

Incidence estimative, sur les principaux postes de l'état du résultat net, de la conversion de montants libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos		Pour les semestres clos
	T2 2021 par rapport au T2 2020	T2 2021 par rapport au T1 2021	T2 2021 par rapport au T2 2020
Augmentation (diminution) :			
Total des revenus	(160)\$	(40)\$	(198)\$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	13	6	14
Frais autres que d'intérêt	(84)	(21)	(103)
Bénéfice net	(71)	(19)	(89)
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	10 %	2 %	6 %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	- %	1 %	- %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	2 %	4 %	(2)%

(1) La majoration au montant imposable équivalent pour le trimestre clos le 30 avril 2021 s'est élevée à 135 millions de dollars (128 millions au 31 janvier 2021; 132 millions au 30 avril 2020), et pour le semestre clos le 30 avril 2021, elle a été de 263 millions (260 millions au 30 avril 2020). Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation du rapport annuel 2020.

Rendement financier**Deuxième trimestre de 2021 par rapport au deuxième trimestre de 2020**

Le bénéfice net s'est accru de 966 millions de dollars sur un an, du fait essentiellement de la diminution de la dotation à la provision pour pertes de crédit et de l'augmentation des revenus du secteur Grande entreprise et services de banque d'investissement. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par une hausse de l'impôt attribuable à une augmentation du bénéfice dégagé dans des territoires où les taux d'imposition sont plus élevés et par la hausse de la rémunération découlant de résultats supérieurs.

Le total des revenus a grimpé de 405 millions de dollars, ou 18 %.

Les revenus du secteur Grande entreprise et services de banque d'investissement ont augmenté de 475 millions de dollars, ou 66 %, puisque, dans le même trimestre de l'exercice précédent, les réductions des souscriptions de prêts avaient influé sur les revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe aux États-Unis et en Europe, sous l'effet de l'élargissement des écarts de taux. L'intensification des activités de fusion et acquisition ainsi que d'origination de titres de participation et de prêts, et ce, en grande partie aux États-Unis, ainsi que de celles de syndication de prêts en Amérique du Nord, a également favorisé la hausse. Ces facteurs ont été annulés en partie par l'incidence du change.

Les revenus du secteur Marchés mondiaux se sont contractés de 132 millions de dollars, ou 8 %, ce qui a résulté en grande partie de la diminution des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe dans la plupart des régions puisque, à la même période de l'exercice précédent, l'intensification des activités des clients relativement aux produits liés aux taux et aux mises en pension de titres dans un contexte de forte volatilité des marchés avait eu une incidence positive sur ces revenus. L'incidence du change a également accentué le recul précité. Ces facteurs ont été annulés en partie par la hausse des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation dans la plupart des régions, ce qui reflète l'intensification des activités des clients, ainsi que par les profits à la cession de certains titres de placement.

Les autres revenus ont augmenté de 62 millions de dollars, ce qui rend essentiellement compte de la baisse des coûts de financement résiduels.

La dotation à la provision pour pertes de crédit a diminué de 1 144 millions de dollars étant donné que celle constatée un an plus tôt tenait compte d'un montant élevé de dotations liées aux prêts productifs en raison des répercussions de l'éclosion de la pandémie de COVID-19 alors que, dans le trimestre à l'étude, des contrepassations ont été inscrites par suite de l'amélioration de nos perspectives macroéconomiques et de celles concernant la qualité du crédit et de la réduction des expositions. Des recouvrements de prêts douteux dans le secteur d'activité du pétrole et du gaz et du secteur d'activité des autres services ont été réalisés dans le trimestre à l'étude alors que des dotations avaient été constituées un an plus tôt, ce qui a également contribué à la baisse, faisant ainsi reculer le ratio des prêts douteux de 107 p.b. Pour plus de détails, se reporter à la section Rendement au chapitre de la qualité du crédit de la rubrique Risque de crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 177 millions de dollars, ou 14 %, et ce, essentiellement en raison de la hausse de la rémunération découlant de résultats supérieurs, hausse neutralisée en partie par l'incidence du change.

Deuxième trimestre de 2021 par rapport au premier trimestre de 2021

Le bénéfice net est demeuré relativement stable puisque le recul de la dotation à la provision pour pertes de crédit et l'intensification des activités d'origination de prêts et de titres de participation dans toutes les régions ont été annulés par la baisse des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe constatée dans ces régions par suite du ralentissement des activités des clients, et par la hausse de l'impôt puisque celui du trimestre précédent tenait compte d'ajustements fiscaux favorables.

Deuxième trimestre de 2021 par rapport au deuxième trimestre de 2020 (résultats semestriels)

Le bénéfice net s'est renforcé de 1 151 millions de dollars sur un an, ce qui a résulté essentiellement de la diminution de la dotation à la provision pour pertes de crédit et de l'augmentation des revenus du secteur Grande entreprise et services de banque d'investissement. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par une hausse de l'impôt attribuable à une augmentation du bénéfice dégagé dans des territoires où les taux d'imposition sont plus élevés et par une hausse de la rémunération découlant de résultats supérieurs.

Le total des revenus s'est accru de 565 millions de dollars, ou 12 %, et ce, essentiellement grâce à la progression des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation dans toutes les régions par suite de l'intensification des activités des clients, et à l'intensification des activités d'origination de titres de participation dans la plupart des régions. L'incidence des coûts de financement résiduels et des profits à la cession de certains titres de placement a également favorisé l'augmentation précitée. Ces facteurs ont été annulés en partie par l'incidence du change.

La dotation à la provision pour pertes de crédit s'est allégée de 1 246 millions de dollars étant donné que celle constatée pour la même période, un an plus tôt, tenait compte d'un montant élevé de dotations liées aux prêts productifs en raison des répercussions de l'éclosion de la pandémie de COVID-19 alors que, dans la période à l'étude, des contrepassations ont été inscrites par suite de l'amélioration de nos perspectives macroéconomiques et de celles concernant la qualité du crédit et de la réduction des expositions. Des recouvrements de prêts douteux dans le secteur du pétrole et du gaz ont été réalisés dans la période considérée alors que des dotations avaient été constituées un an plus tôt, ce qui a également contribué à la baisse et a fait reculer le ratio des prêts douteux de 64 p.b. Pour plus de détails, se reporter à la section Rendement au chapitre de la qualité du crédit de la rubrique Risque de crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 183 millions de dollars, ou 7 %, et ce, essentiellement en raison de la hausse de la rémunération découlant de résultats supérieurs, hausse neutralisée en partie par l'incidence du change.

Services de soutien généraux

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2021	le 31 janvier 2021	le 30 avril 2020	le 30 avril 2021	le 30 avril 2020
Revenu net (perte nette) d'intérêt (1)	(105)\$	(82)\$	49 \$	(187)\$	87 \$
Revenus (pertes) autres que d'intérêt (1)	14	(7)	(157)	7	(274)
Total des revenus (1)	(91)	(89)	(108)	(180)	(187)
Dotations à la provision pour pertes de crédit	–	(1)	1	(1)	1
Frais autres que d'intérêt	(14)	10	(5)	(4)	29
Bénéfice (perte) avant impôt (1)	(77)	(98)	(104)	(175)	(217)
Charge (économie) d'impôt (1)	(115)	(112)	(118)	(227)	(225)
Bénéfice net (perte nette)	38 \$	14 \$	14 \$	52 \$	8 \$

(1) Majoration au montant imposable équivalent.

En raison de la nature des activités et des ajustements de consolidation présentés pour ce secteur, nous estimons qu'une analyse comparative des périodes n'est pas utile. Les renseignements qui suivent portent sur les éléments significatifs qui ont eu une incidence sur les résultats présentés pour chaque période.

Le total des revenus et la charge (l'économie) d'impôt de chaque période comptabilisés dans le secteur Services de soutien généraux tiennent compte de la déduction des ajustements liés à la majoration au montant imposable équivalent des revenus provenant des dividendes imposables de sociétés canadiennes et provenant des crédits d'impôt à l'investissement des États-Unis, qui est comptabilisée dans le secteur Marchés des Capitaux. Le montant porté en déduction des revenus a été compensé par une augmentation équivalente de la charge (l'économie) d'impôt.

Le montant de la majoration au montant imposable équivalent pour le trimestre clos le 30 avril 2021 s'est établi à 135 millions de dollars, comparativement à 128 millions au trimestre précédent et à 132 millions au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pour le semestre clos le 30 avril 2021, le montant de la majoration au montant imposable équivalent a été de 263 millions de dollars, contre 260 millions pour la même période de 2020.

Les renseignements qui suivent portent sur les éléments significatifs, outre l'incidence de la majoration au montant imposable équivalent déjà mentionnée, qui ont eu une incidence sur les résultats présentés pour chaque période.

Deuxième trimestre de 2021

Le bénéfice net s'est dégagé à 38 millions de dollars, en raison surtout des activités de gestion actif-passif.

Premier trimestre de 2021

Le bénéfice net a été de 14 millions de dollars, ce qui a découlé essentiellement des activités de gestion actif-passif.

Deuxième trimestre de 2020

Le bénéfice net s'est chiffré à 14 millions de dollars, ce qui rend compte en grande partie des activités de gestion actif-passif, facteur atténué par le montant net des ajustements fiscaux défavorables.

Deuxième trimestre de 2021 (résultats semestriels)

Le bénéfice net s'est situé à 52 millions de dollars, en raison principalement des activités de gestion actif-passif.

Deuxième trimestre de 2020 (résultats semestriels)

Le bénéfice net a atteint 8 millions de dollars, en raison surtout des activités de gestion actif-passif, ce qui a été neutralisé en partie par le montant net des ajustements fiscaux défavorables et les coûts non affectés résiduels.

Analyse des résultats trimestriels et des tendances

Nos résultats trimestriels subissent l'action de tendances et de facteurs récurrents divers, qui comprennent le caractère saisonnier de certaines activités, la conjoncture générale et les conditions du marché, de même que les fluctuations du taux de change du dollar canadien par rapport aux devises. Le tableau ci-après présente un sommaire de nos résultats pour les huit derniers trimestres (la période).

Résultats trimestriels (1)

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)	2021		2020			2019		
	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	4 527 \$	4 563 \$	4 373 \$	4 348 \$	4 400 \$	4 610 \$	4 568 \$	4 546 \$
Gestion de patrimoine	3 394	3 387	3 068	3 164	2 822	3 166	3 187	3 029
Assurances	536	1 809	958	2 212	197	1 994	1 153	1 463
Services aux investisseurs et de trésorerie	534	565	521	484	709	597	566	561
Marchés des Capitaux (2)	2 718	2 708	2 275	2 748	2 313	2 548	1 987	2 034
Services de soutien généraux (2)	(91)	(89)	(103)	(36)	(108)	(79)	(91)	(89)
Total des revenus	11 618	12 943	11 092	12 920	10 333	12 836	11 370	11 544
Dotation à la provision pour pertes de crédit	(96)	110	427	675	2 830	419	499	425
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	149	1 406	461	1 785	(177)	1 614	654	1 046
Frais autres que d'intérêt	6 379	6 542	6 058	6 380	5 942	6 378	6 319	5 992
Bénéfice avant impôt	5 186	4 885	4 146	4 080	1 738	4 425	3 898	4 081
Impôt sur le résultat	1 171	1 038	900	879	257	916	692	818
Bénéfice net	4 015 \$	3 847 \$	3 246 \$	3 201 \$	1 481 \$	3 509 \$	3 206 \$	3 263 \$
Bénéfice par action – de base	2,76 \$	2,66 \$	2,23 \$	2,20 \$	1,00 \$	2,41 \$	2,19 \$	2,23 \$
– dilué	2,76	2,66	2,23	2,20	1,00	2,40	2,18	2,22
Taux d'imposition effectif	22,6 %	21,2 %	21,7 %	21,5 %	14,8 %	20,7 %	17,8 %	20,0 %
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en \$ US pour la période	0,798 \$	0,779 \$	0,756 \$	0,737 \$	0,725 \$	0,760 \$	0,755 \$	0,754 \$

(1) Les fluctuations du dollar canadien par rapport aux devises ont eu une incidence sur nos résultats consolidés pour la période.

(2) Majoration au montant imposable équivalent. Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation du rapport annuel 2020.

Fluctuations saisonnières

Des facteurs saisonniers pourraient se répercuter sur les résultats de certains trimestres. Le premier trimestre a été historiquement celui au cours duquel le secteur Marchés des Capitaux a affiché ses meilleurs résultats. Le deuxième trimestre compte quelques jours de moins que les autres, ce qui donne généralement lieu à une diminution du revenu net d'intérêt et de certains éléments de charges. Les troisième et quatrième trimestres comprennent les mois estivaux au cours desquels les activités des clients ralentissent habituellement, ce qui peut affaiblir les résultats des activités de négociation du secteur Marchés des Capitaux.

Analyse des tendances

Le bénéfice a, de façon générale, été à la hausse au cours de la période. Cependant, le bénéfice du deuxième trimestre de 2020 reflétait les premières retombées de la pandémie de COVID-19 dans tous nos secteurs d'exploitation, ce qui s'est traduit par une augmentation importante de la dotation à la provision pour pertes de crédit et des fluctuations des revenus en raison de la volatilité des marchés, y compris les taux d'intérêt et les écarts de taux, ainsi que par une intensification de l'activité des clients. Bien que les conditions de marché se soient améliorées par la suite, nos résultats ont continué de se ressentir de la pandémie de COVID-19 et des conséquences qui en découlent. L'incidence du change a également influé sur le bénéfice trimestriel.

Une forte croissance des volumes pendant la période a accru les revenus du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises. À la fin de la période, la marge nette d'intérêt a subi le contrecoup du rétrécissement des marges attribuable à la baisse des taux d'intérêt, y compris les baisses cumulatives de taux pratiquées par la Banque du Canada au deuxième trimestre de 2020, lesquelles ont totalisé 150 p.b.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine ont été favorisés par la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients et des prêts au cours de la période. La faiblesse des taux d'intérêt, qui reflète principalement les baisses de taux pratiquées par la Fed aux États-Unis, a toutefois eu une incidence négative sur la dernière partie de la période. Les variations de la juste valeur des couvertures liées à nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, qui sont compensées en grande partie dans les frais autres que d'intérêt, ont également accentué les fluctuations des revenus au cours de la période. Le quatrième trimestre de 2019 reflétait un profit à la vente des activités de BlueBay dans le secteur de la dette privée.

Les revenus du secteur Assurances ont fluctué tout au long de la période, et ce, en raison surtout de l'incidence des variations de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance et du calendrier des

ventes de rentes collectives, qui sont tous deux compensés en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. Les revenus du premier trimestre de 2020 et du premier trimestre de 2021 reflètent également la hausse des ventes de rentes collectives.

Les revenus du secteur Services aux investisseurs et de trésorerie ont, tout au long de la période, été touchés par les fluctuations des taux d'intérêt, la volatilité des marchés et les activités des clients, qui ont entraîné des fluctuations plus prononcées aux deuxième et troisième trimestres de 2020, après que la pandémie de COVID-19 se soit déclarée. Les revenus de la dernière partie de la période ont également été touchés par le niveau élevé des liquidités de l'entreprise.

Les revenus du secteur Marchés des Capitaux dépendent fortement des conditions de marché qui influent sur les activités des clients et les résultats du premier trimestre sont généralement meilleurs que ceux des autres. Les activités des clients en 2019 ont été touchées par les conditions de marché difficiles, ce qui s'était traduit par un repli des revenus tirés des frais bancaires d'investissement dans l'ensemble du secteur. Avec la pandémie de COVID-19, l'exercice 2020 s'est démarqué par des degrés de volatilité de marché sans précédent qui se sont traduits pendant cette période par une intensification des activités des clients ayant entraîné une augmentation des revenus tirés des activités de négociation. La volatilité accrue des marchés au deuxième trimestre de 2020 a également donné lieu à des réductions des souscriptions de prêts, qui se sont inversées dans la deuxième moitié de 2020, lorsque les conditions du marché se sont améliorées. Le premier trimestre de 2020 et le premier trimestre de 2021 reflètent les conditions de marché favorables et l'intensification des activités des clients, ce qui a donné lieu à une hausse des revenus tirés des activités de négociation et à une intensification des activités de fusion et acquisition. Les activités d'origination de titres de participation et de prêt et les activités de fusion et acquisition ont été vigoureuses au deuxième trimestre de 2021.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs est composée de dotations constituées à l'égard des actifs productifs et des actifs dépréciés. La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs a varié au cours de la période puisqu'elle est touchée par les conditions macroéconomiques, les fluctuations des expositions et de la qualité du crédit, ainsi que les changements apportés aux modèles. L'incidence de la pandémie de COVID-19 s'est également soldée par un accroissement considérable des dotations en 2020, plus particulièrement au deuxième trimestre. Bien qu'il subsiste des incertitudes quant aux effets de la pandémie de COVID-19, nos perspectives en matière de facteurs macroéconomiques et de qualité du crédit se sont améliorées au cours de la première moitié de 2021, ce qui a mené à la contrepassation de dotations liées aux actifs productifs. Les dotations à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés reflétaient des niveaux de pertes de crédit plus habituels vers la fin de 2019, mais au premier trimestre de 2020, les dotations liées aux prêts douteux ont diminué dans les secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Gestion de patrimoine. Dans le reste de l'exercice 2020, les dotations liées aux prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux ont augmenté, principalement dans le secteur du pétrole et du gaz. L'incidence de l'aide publique et des programmes de report de paiements a contribué à la baisse des dotations liées aux prêts douteux dans nos portefeuilles de prêts de détail du secteur Services bancaires canadiens dans la deuxième moitié de 2020. Dans la première moitié de 2021, les dotations liées aux prêts douteux ont diminué dans le secteur Marchés des Capitaux, en raison principalement des recouvrements dans le secteur du pétrole et du gaz.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont subi des fluctuations au cours de la période puisqu'ils reflètent l'incidence de la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance et l'incidence des ventes de rentes collectives, facteurs qui sont en grande partie compensés dans les revenus. Les conditions du marché ont une incidence sur la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance. Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont également fluctué du fait de l'incidence des renégociations de contrats de réassurance, de la sinistralité liée aux placements et des coûts des sinistres au cours de la période. Les ajustements actuariels, qui surviennent habituellement au quatrième trimestre de l'exercice, ont également influé sur les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Dans l'ensemble, les frais autres que d'intérêt ont affiché une tendance à la hausse au cours de la période. La rémunération variable a fluctué au cours de la période, en phase avec les fluctuations des revenus et des bénéfices, y compris l'incidence des résultats inférieurs du deuxième trimestre de 2020. Les variations de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, qui ont été largement compensées dans les revenus, ont également entraîné des fluctuations des coûts liés au personnel et sont touchées par les conditions du marché. Même si nous continuons de porter une attention soutenue à nos activités de gestion de l'efficacité, les frais de la période reflètent généralement l'accroissement des coûts engagés pour soutenir l'expansion des activités, y compris les coûts liés au personnel, ainsi que nos investissements continus dans la technologie et coûts connexes, notamment le numérique. Le quatrième trimestre de 2019 reflète les indemnités de départ et coûts connexes associés au repositionnement de notre secteur Services aux investisseurs et de trésorerie. À compter du deuxième trimestre de 2020, les frais autres que d'intérêt ont également été touchés par la rémunération additionnelle consentie à certains employés en raison de la pandémie de COVID-19, principalement ceux qui ont un contact direct avec les clients, ainsi que par d'autres coûts supplémentaires liés à cette pandémie, facteurs qui ont été plus que neutralisés par la diminution des dépenses discrétionnaires au cours de cette période.

Notre taux d'imposition effectif a fluctué au cours de la période, et ce, en raison surtout de niveaux d'ajustements fiscaux variables et des changements dans la composition du bénéfice. Au deuxième trimestre de 2020, ce taux a diminué, ce qui s'explique essentiellement par le fait que, par rapport à la baisse des bénéfices, une plus grande partie du bénéfice exonéré d'impôts et du bénéfice a été déagée dans des territoires où les taux d'imposition sont moins élevés pour ce trimestre.

Situation financière

Bilans résumés

(en millions de dollars canadiens)	Aux	
	30 avril 2021	31 octobre 2020
Actif		
Trésorerie et montants à recevoir de banques	114 307 \$	118 888 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	63 438	39 013
Titres, déduction faite de la correction de valeur applicable (1)	255 152	275 814
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	308 031	313 015
Prêts		
Prêts de détail	476 230	457 976
Prêts de gros	202 427	208 655
Correction de valeur pour pertes sur prêts	(5 146)	(5 639)
Autres – Dérivés	97 236	113 488
– Autres (2)	103 641	103 338
Total de l'actif	1 615 316 \$	1 624 548 \$
Passif		
Dépôts	1 033 323 \$	1 011 885 \$
Autres – Dérivés	92 402	109 927
– Autres (2)	387 755	406 102
Déventures subordonnées	9 014	9 867
Total du passif	1 522 494	1 537 781
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	92 735	86 664
Participations ne donnant pas le contrôle	87	103
Total des capitaux propres	92 822	86 767
Total du passif et des capitaux propres	1 615 316 \$	1 624 548 \$

(1) Inclut les titres de placement et les titres détenus à des fins de transaction.

(2) Les postes Autres – Autres dans les actifs et passifs comprennent respectivement l'actif net des fonds distincts ou le passif net des fonds distincts.

Deuxième trimestre de 2021 par rapport au quatrième trimestre de 2020

Le total de l'actif a diminué de 9,2 milliards de dollars, ou 1 %, par rapport au 31 octobre 2020. L'incidence du change a réduit le total de l'actif de 84,4 milliards de dollars.

La trésorerie et les montants à recevoir de banques ont reculé de 4,6 milliards de dollars, ou 4 %, en raison principalement de la baisse des dépôts auprès de banques centrales, ce qui reflète nos activités de gestion de la trésorerie et des liquidités à court terme. L'incidence du change a également accentué la diminution.

Les dépôts productifs d'intérêts auprès de banques ont augmenté de 24,4 milliards de dollars, ou 63 %, sous l'effet principalement de l'augmentation des dépôts auprès de banques centrales, ce qui rend compte de nos activités de gestion de la trésorerie et des liquidités à court terme.

Les titres, déduction faite de la correction de valeur applicable, ont régressé de 20,7 milliards de dollars, ou 7 %, en raison surtout de la baisse des titres d'emprunt d'État ayant découlé principalement de nos activités de gestion de la trésorerie à court terme et de l'incidence du change. Ces facteurs ont été compensés en partie par la hausse des titres de participation détenus à des fins de transaction.

Les actifs achetés en vertu de conventions de revente et les titres empruntés ont diminué de 5,0 milliards de dollars, ou 2 %, en raison principalement de l'incidence du change et de nos activités de gestion des liquidités, lesquelles ont été contrebalancées en grande partie par l'accroissement de la demande des clients.

Les prêts (déduction faite de la correction de valeur pour pertes sur prêts) se sont accrus de 12,5 milliards de dollars, ou 2 %, en raison surtout de la croissance des volumes de prêts hypothécaires résidentiels et des prêts de gros. Ces facteurs ont été neutralisés en grande partie par l'incidence du change.

Les actifs dérivés ont reculé de 16,3 milliards de dollars, ou 14 %, du fait principalement de l'incidence du change et de la baisse de la juste valeur des contrats de taux d'intérêt. Ces facteurs ont été contrebalancés en grande partie par la hausse de la juste valeur des contrats de change.

Le total du passif a diminué de 15,3 milliards de dollars, ou 1 %. L'incidence du change a réduit le total du passif de 84,4 milliards de dollars.

Les dépôts ont augmenté de 21,4 milliards de dollars, ou 2 %, du fait essentiellement de l'accroissement des dépôts des entreprises et de ceux de détail qui a résulté de l'intensification des activités des clients ainsi que du fait que les clients ont opté pour la sécurité que leur procuraient des soldes de trésorerie plus élevés dans le contexte de la pandémie de COVID-19 et de la réduction des dépenses. L'accroissement des émissions de billets à terme fixe en raison des besoins de financement a également contribué à la hausse. Ces facteurs ont été atténués en grande partie par l'incidence du change.

Les passifs dérivés ont diminué de 17,5 milliards de dollars, ou 16 %, en raison principalement de l'incidence du change et de la baisse de la juste valeur des contrats de taux d'intérêt. Ces facteurs ont été en grande partie contrebalancés par la hausse de la juste valeur des contrats de change.

Les autres passifs ont diminué de 18,3 milliards de dollars, ou 5 %, du fait principalement de l'incidence du change. Le total des capitaux propres a augmenté de 6,1 milliards de dollars, ou 7 %, ce qui est attribuable au bénéfice, déduction faite des dividendes et de l'émission de billets de capital à recours limité.

Arrangements hors bilan

Nous nous livrons, dans le cours normal de nos activités, à diverses transactions financières qui, aux fins comptables, ne sont pas inscrites dans nos bilans consolidés. Les transactions hors bilan sont généralement effectuées aux fins de gestion des risques, des fonds propres et du financement, à la fois pour notre propre compte et pour celui des clients. Il peut s'agir en l'occurrence de transactions avec des entités structurées et de l'émission de garanties. Ces transactions donnent lieu à des risques divers tels que les risques de marché, de crédit, et de liquidité et de financement, à l'égard desquels une analyse est présentée à la rubrique Gestion du risque du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2021. Nos transactions hors bilan importantes sont décrites aux pages 56 à 58 de notre rapport annuel 2020.

Gestion du risque

Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque de perte causée par l'incapacité possible ou la réticence d'un débiteur à s'acquitter de ses obligations contractuelles au moment opportun et il peut découler directement du risque de défaillance d'un débiteur principal (p. ex., émetteur, débiteur, contrepartie, emprunteur ou titulaire de police), être indirect et associé à un débiteur secondaire (p. ex., garant ou réassureur) et relever d'un risque hors bilan, d'un risque de crédit éventuel, d'un risque de crédit connexe ou d'un risque transactionnel. Le risque de crédit comprend le risque de contrepartie qui découle des activités de négociation et des activités autres que de négociation.

Notre cadre de gestion du risque de crédit ainsi que les politiques qui le sous-tendent ont pour objet de définir clairement les rôles et les responsabilités, les pratiques acceptables, les limites et les contrôles clés. Aucun changement important n'a été apporté à notre cadre de gestion du risque de crédit, tel qu'il est décrit dans notre rapport annuel 2020.

Ratio prêt-valeur moyen

Le tableau ci-après présente un sommaire de nos ratios prêt-valeur moyens des nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, des prêts hypothécaires résidentiels non assurés acquis et des produits de la gamme Marge Proprio RBC® par secteur géographique.

	Pour les trimestres clos				Pour le semestre clos	
	le 30 avril 2021		le 31 janvier 2021		le 30 avril 2021	
	Non assurés		Non assurés		Non assurés	
	Prêts hypothécaires résidentiels (1)	Produits de la gamme Marge Proprio RBC® (2)	Prêts hypothécaires résidentiels (1)	Produits de la gamme Marge Proprio RBC® (2)	Prêts hypothécaires résidentiels (1)	Produits de la gamme Marge Proprio RBC® (2)
Secteur géographique (3)						
Provinces de l'Atlantique	75 %	75 %	73 %	75 %	75 %	75 %
Québec	72	74	72	74	72	74
Ontario	71	69	71	69	71	69
Alberta	73	73	73	72	73	72
Saskatchewan et Manitoba	74	75	74	75	74	75
Colombie-Britannique et territoires	70	67	70	67	70	67
États-Unis	72	n.s.	72	n.s.	72	n.s.
Autres pays	71	n.s.	71	n.s.	71	n.s.
Moyenne des nouveaux prêts et des prêts acquis pour la période (4), (5)	72 %	69 %	72 %	69 %	72 %	69 %
Total du portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels du secteur Services bancaires canadiens (6)	55 %	48 %	56 %	48 %	55 %	48 %

(1) Les prêts hypothécaires résidentiels excluent les prêts hypothécaires résidentiels faisant partie des produits de la gamme Marge Proprio RBC®.

(2) Les produits de la gamme Marge Proprio RBC® comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des marges de crédit sur valeur nette.

(3) Le secteur géographique est déterminé selon l'adresse où se trouve la propriété grevée d'un prêt hypothécaire. Les provinces de l'Atlantique comprennent Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick; la Colombie-Britannique et les territoires comprennent la Colombie-Britannique, le Nunavut, les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon.

(4) Nous calculons le ratio prêt-valeur moyen concernant les nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, les prêts hypothécaires résidentiels non assurés acquis et les produits de la gamme Marge Proprio RBC® sur une base pondérée, selon le montant du prêt hypothécaire lors de l'origination.

(5) En ce qui a trait aux nouveaux prêts hypothécaires et aux produits de la gamme Marge Proprio RBC®, le ratio prêt-valeur est calculé en fonction du montant total de la facilité aux fins des prêts hypothécaires résidentiels et des produits de la gamme Marge Proprio RBC® divisé par la valeur des propriétés résidentielles connexes.

(6) Pondéré selon les soldes des prêts hypothécaires et ajusté pour tenir compte des valeurs des propriétés basées sur l'indice composite de prix des maisons Teranet – Banque Nationale.

n.s. non significatif

Risque net lié à l'Europe par pays, par type d'actif et par type de client ^{(1), (2)}

(en millions de dollars canadiens)	Aux									31 janvier 2021 ⁽³⁾
	30 avril 2021									
	Type d'actif					Type de client				
	Prêts en cours	Titres ⁽⁴⁾	Mise en pension de titres	Dérivés	Institutions financières	Organismes souverains	Grandes entreprises	Total	Total	
Royaume-Uni	10 069	\$ 19 526	\$ 680	\$ 2 639	\$ 11 206	\$ 11 970	\$ 9 738	\$ 32 914	\$ 33 895	
Allemagne	1 580	8 087	1	101	3 874	3 990	1 905	9 769	10 240	
France	1 457	8 704	8	326	1 940	7 520	1 035	10 495	7 588	
Total – Royaume-Uni, Allemagne, France	13 106	36 317	689	3 066	17 020	23 480	12 678	53 178	51 723	
Irlande	714	577	386	47	778	1	945	1 724	1 808	
Italie	100	230	–	7	133	71	133	337	256	
Portugal	–	24	2	–	5	–	21	26	15	
Espagne	348	168	47	7	146	–	424	570	612	
Total – Pays périphériques	1 162	999	435	61	1 062	72	1 523	2 657	2 691	
Luxembourg	3 055	4 460	85	63	2 229	3 959	1 475	7 663	6 076	
Pays-Bas	1 020	708	32	90	439	63	1 348	1 850	2 157	
Norvège	162	1 181	7	23	943	241	189	1 373	1 626	
Suède	402	1 425	2	20	810	828	211	1 849	1 957	
Suisse	956	12 118	206	42	1 979	10 664	679	13 322	11 249	
Autres	2 099	2 004	74	135	1 637	738	1 937	4 312	4 355	
Total – Autres pays d'Europe	7 694	21 896	406	373	8 037	16 493	5 839	30 369	27 420	
Risque net lié à l'Europe ^{(5), (6)}	21 962	\$ 59 212	\$ 1 530	\$ 3 500	\$ 26 119	\$ 40 045	\$ 20 040	\$ 86 204	\$ 81 834	

- (1) Le profil géographique est basé sur le pays où survient le risque, ce qui reflète notre évaluation du risque géographique associé à un risque donné. Il s'agit en général du lieu de résidence de l'emprunteur.
- (2) Les risques sont calculés selon la juste valeur, déduction faite de la valeur des sûretés, lesquelles représentent 151,3 milliards de dollars donnés en garantie à l'égard des mises en pension de titres (150,7 milliards au 31 janvier 2021) et 10,0 milliards à l'égard des dérivés (13,1 milliards au 31 janvier 2021).
- (3) Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.
- (4) Les titres comprennent des titres détenus à des fins de transaction de 11,1 milliards de dollars (12,2 milliards au 31 janvier 2021), des dépôts de 34,6 milliards (25,4 milliards au 31 janvier 2021) et des titres de placement de 13,5 milliards (13,7 milliards au 31 janvier 2021). Les montants des titres de placement et les titres détenus à des fins de transaction ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.
- (5) Exclut un risque de 2,2 milliards de dollars (2,5 milliards au 31 janvier 2021) lié aux organismes supranationaux, surtout au Luxembourg.
- (6) Reflète une tranche de 1,5 milliard de dollars au titre de l'atténuation des risques au moyen de swaps sur défaillance, qui sont généralement utilisés pour couvrir les risques liés à une seule entreprise et le risque de marché (1,4 milliard au 31 janvier 2021).

Rendement au chapitre de la qualité du crédit

Les tableaux et analyses suivants, qui portent sur le rendement au chapitre de la qualité du crédit, fournissent de l'information sur les prêts, lesquels englobent les prêts, les acceptations et les engagements, ainsi que sur les autres actifs financiers.

Dotation à la provision pour pertes de crédit

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2021	le 31 janvier 2021	le 30 avril 2020	le 30 avril 2021	le 30 avril 2020
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	39 \$	168 \$	1 687 \$	207 \$	2 030 \$
Gestion de patrimoine	(2)	(28)	87	(30)	85
Marchés des Capitaux	(116)	(19)	950	(135)	1 030
Services de soutien généraux et autres	(4)	–	10	(4)	10
Dotation à la provision pour pertes de crédit – prêts	(83)	121	2 734	38	3 155
Dotation à la provision pour pertes de crédit – autres actifs financiers	(13)	(11)	96	(24)	94
Total de la dotation à la provision pour pertes de crédit	(96)\$	110 \$	2 830 \$	14 \$	3 249 \$
La dotation à la provision pour pertes de crédit comprend ce qui suit :					
Prêts de détail	(104)\$	(63)\$	725 \$	(167)\$	759 \$
Prêts de gros	(156)	(34)	1 396	(190)	1 445
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs	(260)	(97)	2 121	(357)	2 204
Prêts de détail	166	180	281	346	552
Prêts de gros	11	38	332	49	399
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	177	218	613	395	951
Dotation à la provision pour pertes de crédit – prêts	(83)\$	121 \$	2 734 \$	38 \$	3 155 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	(0,05)%	0,07 %	1,65 %	0,01 %	0,96 %
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,11 %	0,13 %	0,37 %	0,12 %	0,29 %

Information supplémentaire par secteur géographique (1)

Canada					
Prêts hypothécaires résidentiels	5 \$	15 \$	9 \$	20 \$	19 \$
Prêts aux particuliers	69	85	138	154	267
Prêts sur cartes de crédit	79	67	139	146	276
Prêts aux petites entreprises	8	9	14	17	26
Prêts de détail	161	176	300	337	588
Prêts de gros	29	34	76	63	82
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	190	210	376	400	670
États-Unis					
Prêts de détail	2	(1)	2	1	–
Prêts de gros	7	(21)	178	(14)	233
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	9	(22)	180	(13)	233
Autres pays					
Prêts de détail	3	5	(21)	8	(36)
Prêts de gros	(25)	25	78	–	84
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	(22)	30	57	8	48
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	177 \$	218 \$	613 \$	395 \$	951 \$

(1) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

Deuxième trimestre de 2021 par rapport au deuxième trimestre de 2020

Le total de la dotation à la provision pour pertes de crédit s'est chiffré à (96) millions de dollars. La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts a été de (83) millions de dollars, en baisse de 2 817 millions par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison de la diminution des dotations dans les secteurs Services bancaires aux

particuliers et aux entreprises, Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est chiffré à (5) p.b.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs s'est établie à (260) millions de dollars, contre 2 121 millions pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui tient principalement au contraste entre l'augmentation des dotations attribuable aux effets de la pandémie de COVID-19 pour l'exercice précédent et les contrepassations de dotations pour le trimestre considéré. En dépit des incertitudes qui subsistent en ce qui a trait aux effets de la pandémie de COVID-19, ces contrepassations sont attribuables à des améliorations de nos perspectives en matière de facteurs macroéconomiques et de qualité du crédit.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux s'est établie à 177 millions de dollars, soit un recul de 436 millions attribuable principalement aux recouvrements dans le secteur Marchés des Capitaux au cours du trimestre considéré, lesquels contrastent avec les dotations inscrites au cours de l'exercice précédent. La baisse des dotations des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Gestion de patrimoine a également contribué à la diminution.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a diminué de 1 648 millions de dollars, en raison principalement des dotations liées aux prêts productifs dans nos portefeuilles de prêts du secteur Services bancaires canadiens par rapport à l'exercice précédent, lesquelles contrastent avec les contrepassations du trimestre considéré, tel qu'il est décrit plus haut. La diminution des dotations liées aux prêts douteux de nos portefeuilles de prêts de détail du secteur Services bancaires canadiens a également contribué à la diminution.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts du secteur Gestion de patrimoine a diminué de 89 millions de dollars en raison de la réduction des dotations du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National). Cette diminution reflète principalement les dotations liées aux prêts productifs inscrites au cours de l'exercice précédent, lesquelles contrastent avec les contrepassations inscrites au cours du trimestre considéré, comme il est décrit plus haut. Le recul des dotations liées aux prêts douteux a également contribué à la diminution.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts du secteur Marchés des Capitaux a diminué de 1 066 millions de dollars, ce qui s'explique principalement par les dotations liées aux prêts productifs inscrites au cours de l'exercice précédent, lesquelles contrastent avec les contrepassations inscrites pour le trimestre considéré, comme il est décrit plus haut, et par la réduction des expositions. Les recouvrements de prêts douteux dans certains secteurs, notamment ceux du pétrole et du gaz et des autres services, au cours du trimestre considéré, contrastant avec les dotations inscrites au cours de l'exercice précédent, ont également contribué à la diminution.

Deuxième trimestre de 2021 par rapport au premier trimestre de 2021

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est chiffrée à (83) millions de dollars, en baisse de 204 millions par rapport au trimestre précédent, ce qui a découlé essentiellement de la diminution des dotations des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Marchés des Capitaux, laquelle a été contrebalancée en partie par les recouvrements plus élevés du secteur Gestion de patrimoine pour le trimestre précédent. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est chiffré à (5) p.b., en baisse de 12 p.b.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs s'est établie à (260) millions de dollars, en baisse de 163 millions de dollars, en raison principalement de l'augmentation des contrepassations de dotations dans les secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Marchés des Capitaux. En dépit des incertitudes qui subsistent en ce qui a trait aux effets de la pandémie de COVID-19, ces contrepassations sont attribuables à des améliorations de nos perspectives en matière de facteurs macroéconomiques et de qualité du crédit.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux s'est chiffrée à 177 millions de dollars, en baisse de 41 millions de dollars, en raison principalement des recouvrements dans le secteur Marchés des Capitaux, qui contrastent avec les dotations inscrites au cours du dernier trimestre, et de la diminution des dotations dans le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, facteurs qui ont été atténués par les recouvrements dans le secteur Gestion de patrimoine au cours du trimestre précédent.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a diminué de 129 millions de dollars, en raison principalement de l'augmentation des contrepassations de dotations liées aux prêts productifs dans nos portefeuilles de prêts du secteur Services bancaires canadiens, comme il est décrit plus haut. La diminution des dotations liées aux prêts douteux pour la majorité des portefeuilles de prêts de notre secteur Services bancaires canadiens a également contribué à la diminution.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts du secteur Gestion de patrimoine a augmenté de 26 millions de dollars, en raison principalement des recouvrements de prêts douteux dans le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) en grande partie attribuables aux secteurs de la consommation discrétionnaire et des biens de consommation de base pour le trimestre précédent, lesquels contrastent avec les dotations inscrites au cours du trimestre considéré dans le secteur de la consommation discrétionnaire.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts du secteur Marchés des Capitaux a diminué de 97 millions de dollars, ce qui s'explique principalement par l'augmentation des contrepassations de dotations liées aux prêts productifs au cours du trimestre considéré, comme il est décrit plus haut. La diminution a également été accentuée par le contraste entre les recouvrements de prêts douteux dans les secteurs des autres services et du pétrole et du gaz au cours du trimestre considéré et les provisions inscrites dans certains secteurs au cours du trimestre précédent.

Deuxième trimestre de 2021 par rapport au deuxième trimestre de 2020 (résultats semestriels)

Le total de la dotation à la provision pour pertes de crédit s'est établi à 14 millions de dollars. La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est chiffrée à 38 millions de dollars, en baisse de 3 117 millions par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison principalement de la diminution des dotations dans les secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est établi à 1 p.b.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs s'est chiffrée à (357) millions de dollars, contre 2 204 millions pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui tient principalement au contraste entre les dotations élevées inscrites dans les secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine au cours de l'exercice précédent en raison des effets de la pandémie de COVID-19 et les contrepassations inscrites au cours de l'exercice considéré. En dépit des incertitudes qui subsistent en ce qui a trait aux effets de la pandémie de COVID-19, ces contrepassations sont attribuables à des améliorations de nos perspectives en matière de facteurs macroéconomiques et de qualité du crédit.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux s'est établie à 395 millions de dollars, en baisse de 556 millions, en raison principalement des recouvrements dans le secteur Marchés des Capitaux dans l'exercice considéré, qui contrastent avec les provisions inscrites dans la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution des dotations dans les secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Gestion de patrimoine a également contribué à cette diminution.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a diminué de 1 823 millions de dollars, reflétant principalement le contraste entre les dotations qui avaient été constituées au titre des prêts productifs de nos portefeuilles de prêts du secteur Services bancaires canadiens au cours de la période correspondante de l'exercice précédent et les contrepassations inscrites au cours de l'exercice considéré, comme il est décrit plus haut. Cette diminution est également attribuable aux dotations moins élevées liées aux prêts douteux, dans la majorité de nos portefeuilles de prêts de détail du secteur Services bancaires canadiens, facteur qui a été contrebalancé en partie par les recouvrements, pour la période correspondante de l'exercice précédent dans nos portefeuilles du secteur Services bancaires dans les Antilles.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts du secteur Gestion de patrimoine a diminué de 115 millions de dollars, pour le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), ce qui reflète principalement les dotations inscrites au titre des prêts productifs au cours de la période correspondante de l'exercice précédent par rapport aux contrepassations inscrites au cours de l'exercice considéré, comme il est décrit plus haut. La diminution s'explique également par le contraste entre les recouvrements de prêts douteux dans certains secteurs au cours de l'exercice considéré, y compris celui des biens de consommation de base, et les dotations inscrites au cours de la période correspondante de l'exercice précédent.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts du secteur Marchés des Capitaux a diminué de 1 165 millions de dollars, ce qui reflète principalement les dotations inscrites au titre des prêts productifs au cours de la période correspondante de l'exercice précédent par rapport aux contrepassations inscrites au cours de l'exercice considéré, comme il est décrit plus haut. La diminution s'explique également par le contraste entre les recouvrements de prêts douteux dans le secteur du pétrole et du gaz au cours de l'exercice considéré et les dotations inscrites au cours de la période correspondante de l'exercice précédent.

Montant brut des prêts douteux

	Aux et pour les trimestres clos les		
	30 avril 2021	31 janvier 2021	30 avril 2020
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)			
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	1 739 \$	1 726 \$	1 637 \$
Gestion de patrimoine	338	289	329
Marchés des Capitaux	700	857	1 563
Total du montant brut des prêts douteux	2 777 \$	2 872 \$	3 529 \$
Canada (1)			
Prêts de détail	822 \$	768 \$	832 \$
Prêts de gros	613	708	625
Montant brut des prêts douteux	1 435	1 476	1 457
États-Unis (1)			
Prêts de détail	22	27	31
Prêts de gros	651	677	1 311
Montant brut des prêts douteux	673	704	1 342
Autres pays (1)			
Prêts de détail	226	215	211
Prêts de gros	443	477	519
Montant brut des prêts douteux	669	692	730
Total du montant brut des prêts douteux	2 777 \$	2 872 \$	3 529 \$
Prêts douteux, solde au début de la période	2 872 \$	3 195 \$	2 936 \$
Classés comme douteux au cours de la période (nouveaux prêts douteux) (2)	605	530	1 308
Remboursements nets (2)	(285)	(206)	(253)
Montants sortis du bilan	(301)	(314)	(423)
Autres (2), (3)	(114)	(333)	(39)
Prêts douteux, solde à la fin de la période	2 777 \$	2 872 \$	3 529 \$
Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations			
Total du montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations	0,40 %	0,41 %	0,51 %
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	0,34 %	0,35 %	0,34 %
Services bancaires canadiens	0,28 %	0,28 %	0,28 %
Services bancaires dans les Antilles	4,98 %	4,36 %	3,84 %
Gestion de patrimoine	0,40 %	0,34 %	0,40 %
Marchés des Capitaux	0,73 %	0,84 %	1,19 %

(1) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

(2) Certaines variations du montant brut des prêts douteux liées aux portefeuilles de prêts de détail et de prêts de gros du secteur Services bancaires canadiens sont généralement attribuées aux nouveaux prêts douteux, car les montants relatifs aux remboursements nets et à certaines autres variations ne peuvent pas être raisonnablement déterminés. Certaines variations du montant brut des prêts douteux liées aux portefeuilles de prêts de détail et de prêts de gros du secteur Services bancaires dans les Antilles sont généralement attribuées aux remboursements nets et aux nouveaux prêts douteux, car les montants relatifs aux remboursements nets et à certaines autres variations ne peuvent pas être raisonnablement déterminés.

(3) Tient compte des prêts de nouveau productifs pour la période, des recouvrements au titre des prêts et avances sortis du bilan précédemment, des prêts vendus et des écarts de change et autres variations.

Deuxième trimestre de 2021 par rapport au deuxième trimestre de 2020

Le total du montant brut des prêts douteux s'est chiffré à 2 777 millions de dollars, en baisse de 752 millions, ou 21 %, par rapport à il y a un an, et le ratio total du montant brut des prêts douteux de 40 p.b. a diminué de 11 p.b., ce qui rend compte essentiellement de la diminution des prêts douteux dans le secteur Marchés des Capitaux, laquelle a été atténuée par l'augmentation des prêts douteux dans le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises.

Le montant brut des prêts douteux du secteur des Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a augmenté de 102 millions de dollars, ou 6 %, en raison principalement de l'augmentation des prêts douteux dans nos portefeuilles de prêts aux entreprises du secteur Services bancaires canadiens, principalement dans le secteur d'activité des autres services, et dans notre portefeuille de prêts du secteur Services bancaires dans les Antilles.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux a diminué de 863 millions de dollars, ou 55 %, en raison principalement de la diminution des prêts douteux dans certains secteurs d'activité, y compris ceux du pétrole et du gaz, des services publics et de la consommation discrétionnaire.

Deuxième trimestre de 2021 par rapport au premier trimestre de 2021

Le total du montant brut des prêts douteux a diminué de 95 millions de dollars, ou 3 %, par rapport au dernier trimestre, et le ratio total du montant brut des prêts douteux de 40 p.b. a diminué de 1 p.b., ce qui rend compte de la diminution des prêts douteux dans le secteur Marchés des Capitaux, laquelle a été atténuée par l'augmentation des prêts douteux dans les secteurs Gestion de patrimoine et Services bancaires aux particuliers et aux entreprises.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a augmenté de 13 millions de dollars, ou 1 %, en raison principalement de l'augmentation des prêts douteux dans nos portefeuilles de prêts de détail du secteur Services bancaires canadiens et nos portefeuilles de prêts du secteur Services bancaires dans les Antilles, facteur qui a été contrebalancé en partie par la diminution des prêts douteux dans nos portefeuilles de prêts aux entreprises du secteur Services bancaires canadiens.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Gestion de patrimoine a augmenté de 49 millions de dollars, ou 17 %, en raison de l'accroissement des prêts douteux du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) dans certains secteurs d'activité, dont ceux de la consommation discrétionnaire et des technologies de l'information.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux a reculé de 157 millions de dollars, ou 18 %, en raison principalement de la diminution des prêts douteux dans certains secteurs d'activité, y compris celui du pétrole et du gaz, laquelle a été contrebalancée en partie par l'augmentation des prêts douteux dans le secteur de l'immobilier.

Correction de valeur pour pertes de crédit

(en millions de dollars canadiens)	Aux		
	30 avril 2021	31 janvier 2021	30 avril 2020
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	4 204 \$	4 391 \$	4 102 \$
Gestion de patrimoine	353	365	336
Marchés des Capitaux	966	1 152	1 415
Services de soutien généraux et autres	2	6	12
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts	5 525	5 914	5 865
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux autres actifs financiers	114	131	118
Total de la correction de valeur pour pertes de crédit	5 639 \$	6 045 \$	5 983 \$
La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts comprend ce qui suit :			
Prêts de détail	2 798 \$	2 859 \$	2 635 \$
Prêts de gros	1 908	2 161	2 158
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts productifs	4 706 \$	5 020 \$	4 793 \$
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	819	894	1 072

Information supplémentaire par secteur géographique ⁽¹⁾

Canada			
Prêts de détail	183 \$	195 \$	216 \$
Prêts de gros	216	215	207
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	399	410	423
États-Unis			
Prêts de détail	1	1	2
Prêts de gros	150	175	279
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	151	176	281
Autres pays			
Prêts de détail	112	116	117
Prêts de gros	157	192	251
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	269	308	368
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	819 \$	894 \$	1 072 \$

(1) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

Deuxième trimestre de 2021 par rapport au deuxième trimestre de 2020

Le total de la correction de valeur pour pertes de crédit s'est établi à 5 639 millions de dollars, en baisse de 344 millions, ou 6 %, par rapport à il y a un an, ce qui reflète essentiellement une diminution de 340 millions de la correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts.

La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts productifs, d'un montant de 4 706 millions de dollars, a reculé de 87 millions, ce qui rend essentiellement compte de la diminution de la correction de valeur pour pertes de crédit du secteur Marchés des Capitaux attribuable à l'amélioration de nos perspectives en matière de facteurs macroéconomiques et de qualité du crédit, ainsi que l'incidence du change, facteurs qui ont été atténués par l'augmentation de la correction de valeur pour pertes de crédit des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Gestion de patrimoine.

La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux, d'un montant de 819 millions de dollars, a diminué de 253 millions, en raison de la baisse de la correction de valeur pour pertes de crédit des secteurs Marchés des Capitaux, Gestion de patrimoine et Services bancaires aux particuliers et aux entreprises.

Deuxième trimestre de 2021 par rapport au premier trimestre de 2021

Le total de la correction de valeur pour pertes de crédit s'est établi à 5 639 millions de dollars, en baisse de 406 millions, ou 7 %, par rapport au dernier trimestre, ce qui reflète principalement une diminution de 389 millions de la correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts.

La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts productifs, d'un montant de 4 706 millions de dollars, a diminué de 314 millions, ce qui rend essentiellement compte de la baisse de la correction de valeur pour pertes de crédit des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine. En dépit des incertitudes qui subsistent en ce qui a trait aux effets de la pandémie de COVID-19, la diminution est attribuable à des

améliorations dans nos perspectives en matière de facteurs macroéconomiques et de qualité du crédit pour le trimestre considéré. L'incidence du change a également accentué la diminution.

La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux, d'un montant de 819 millions de dollars, a diminué de 75 millions, en raison de la diminution de la correction de valeur pour pertes de crédit des secteurs Marchés des Capitaux et Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, laquelle a été atténuée par l'augmentation de la correction de valeur pour pertes de crédit du secteur Gestion de patrimoine.

Pour plus de détails, se reporter à la note 5 de nos états financiers résumés.

Risque de marché

Le risque de marché s'entend de l'incidence des prix du marché sur notre situation financière, notamment les profits ou les pertes potentiels découlant des fluctuations de variables déterminées par le marché telles que les taux d'intérêt, les écarts de taux, le cours des actions, les prix des marchandises, les taux de change et les volatilités implicites. Il n'y a eu aucun changement significatif touchant notre cadre de gestion du risque de marché depuis celui décrit dans notre rapport annuel 2020. Nous continuons de gérer les contrôles et les procédures de gouvernance qui servent à nous assurer que les risques de marché auxquels nous sommes exposés cadrent avec les contraintes relatives à l'appétit pour le risque établies par le Conseil d'administration. Ces contrôles prévoient des plafonds relatifs aux mesures fondées sur des probabilités utilisées pour déterminer les pertes potentielles des positions liées aux activités de négociation, telles que la valeur à risque (VAR), la valeur à risque en période de tensions (VAR en période de tensions) et les exigences supplémentaires liées au risque.

Des contrôles du risque de marché sont aussi mis en place pour gérer le risque de taux d'intérêt dans le portefeuille bancaire (RTIPB) qui découle principalement de produits bancaires traditionnels dont l'origine est le client, comme les dépôts et les prêts, et tiennent compte également des couvertures connexes ainsi que du risque de taux d'intérêt lié aux titres détenus aux fins de la gestion des liquidités. Les facteurs engendrant le RTIPB incluent la non-concordance entre la date de modification des taux des actifs et celle des passifs, les modifications des taux des actifs en regard de ceux des passifs en réponse à des scénarios touchant les taux du marché, et les autres caractéristiques des produits qui pourraient influencer sur le calendrier prévu des flux de trésorerie, comme les options de remboursement anticipé de prêts ou de remboursement des dépôts à terme avant l'échéance contractuelle. Afin d'assurer la surveillance et le contrôle du RTIPB, nous évaluons deux principaux paramètres, soit le risque lié au revenu net d'intérêt et le risque lié à la valeur économique des capitaux propres, en fonction d'une variété de chocs sur les marchés, de scénarios et d'horizons temporels. Il n'y a eu aucun changement important à la méthodologie de mesure du RTIPB ni aux contrôles et limites relatifs à cette mesure, depuis ceux décrits dans notre rapport annuel 2020. Pour plus de détails sur notre approche de gestion du risque de marché, se reporter à la rubrique Risque de marché de notre rapport annuel 2020.

Évaluations du risque de marché – Positions évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net

VAR et VAR en période de tensions

Le tableau ci-après présente les données ayant trait à la VAR liée à la gestion du risque de marché et la VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché.

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2021				31 janvier 2021		30 avril 2020	
	Pour le trimestre clos à cette date				Pour le trimestre clos à cette date		Pour le trimestre clos à cette date	
	Au	Moyenne	Haut	Bas	Au	Moyenne	Au	Moyenne
Titres de participation	20 \$	18 \$	33 \$	12 \$	17 \$	17 \$	55 \$	39 \$
Change	5	4	6	3	4	3	3	3
Marchandises	2	2	3	2	2	3	5	3
Taux d'intérêt (1)	48	44	64	21	36	40	132	61
Risque de crédit spécifique (2)	9	8	9	7	7	7	6	6
Effet de diversification (3)	(30)	(34)	n.s.	n.s.	(25)	(31)	(15)	(20)
VAR liée à la gestion du risque de marché	54 \$	42 \$	70 \$	23 \$	41 \$	39 \$	186 \$	92 \$
VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché	58 \$	53 \$	84 \$	32 \$	49 \$	55 \$	139 \$	147 \$

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2021				30 avril 2020	
	Pour le semestre clos à cette date				Pour le semestre clos à cette date	
	Au	Moyenne	Haut	Bas	Au	Moyenne
Titres de participation	20 \$	17 \$	33 \$	12 \$	55 \$	30 \$
Change	5	4	6	2	3	3
Marchandises	2	2	4	2	5	2
Taux d'intérêt (1)	48	42	64	21	132	37
Risque de crédit spécifique (2)	9	8	9	6	6	5
Effet de diversification (3)	(30)	(33)	n.s.	n.s.	(15)	(19)
VAR liée à la gestion du risque de marché	54 \$	40 \$	72 \$	23 \$	186 \$	58 \$
VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché	58 \$	54 \$	101 \$	30 \$	139 \$	115 \$

(1) Le risque lié à l'écart de taux général et le risque lié à l'écart de financement associé aux dérivés non garantis sont inclus dans la VAR liée aux taux d'intérêt.

(2) Le risque spécifique de crédit tient compte de la volatilité de l'écart de taux lié à chaque émetteur.

(3) La VAR liée à la gestion du risque de marché est inférieure à la somme des VAR individuelles par facteur de risque, en raison de la diversification du portefeuille.
n.s. non significatif

Deuxième trimestre de 2021 par rapport au deuxième trimestre de 2020

La moyenne de la VAR liée à la gestion du risque de marché s'est établie à 42 millions de dollars, en baisse de 50 millions, et la moyenne de la VAR en période de tensions s'est établie à 53 millions, en baisse de 94 millions par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, l'écart de taux et la volatilité ayant été plus élevés au deuxième trimestre de l'exercice 2020 qu'au cours du trimestre considéré. Cette situation a eu une incidence tant sur les engagements de souscription de prêts que sur les portefeuilles de titres à revenu fixe et d'actions l'an dernier. Depuis le troisième trimestre de 2020, les niveaux de VAR sont demeurés relativement stables, grâce à une amélioration sur les plans de la volatilité des marchés et des écarts de taux en général, et à une plus grande diversification.

Deuxième trimestre de 2021 par rapport au premier trimestre de 2021

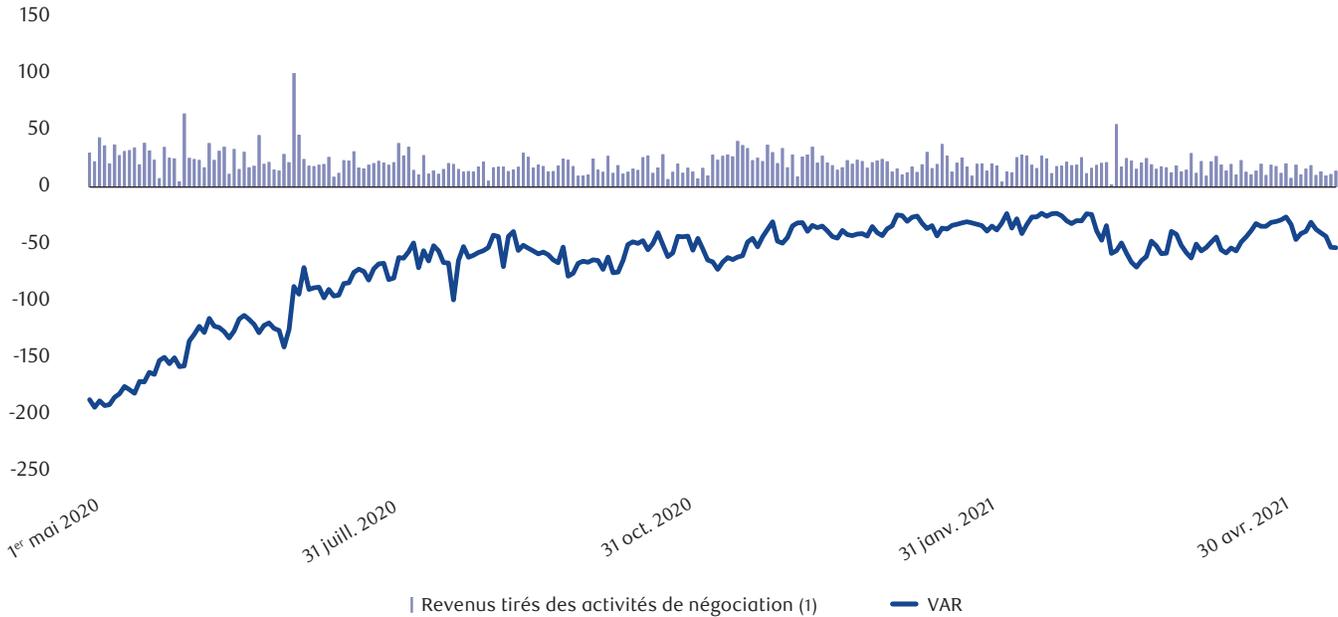
La moyenne de la VAR liée à la gestion du risque de marché s'est établie à 42 millions de dollars, et la moyenne de la VAR en période de tensions s'est établie à 53 millions, la situation étant demeurée stable dans les deux cas.

Deuxième trimestre de 2021 par rapport au deuxième trimestre de 2020 (résultats semestriels)

La moyenne de la VAR liée à la gestion de risque de marché s'est établie à 40 millions de dollars, en baisse de 18 millions, et la moyenne de la VAR en période de tensions s'est établie à 54 millions de dollars, en baisse de 61 millions, reflétant la tourmente dans laquelle les marchés avaient été plongés à partir de mars 2020. L'incidence de l'inclusion de la période de forte volatilité des marchés connue en mars 2020 dans la période historique ayant servi au calcul de la VAR a été contrebalancée en partie par l'incidence de la diversification.

Le graphique ci-après illustre nos profits et pertes de négociation quotidiens (graphique à barres), ainsi que notre VAR quotidienne liée à la gestion du risque de marché (graphique linéaire). Pour les trimestres clos le 30 avril 2021 et le 31 janvier 2021, nous n'avons subi aucune perte de négociation nette.

Revenus tirés des activités de négociation (1) et VAR (en millions de dollars canadiens)



(1) Tient compte des engagements de souscription de prêts.

Évaluations du risque de marché – Actifs et passifs de RBC Assurances®

Nous offrons une vaste gamme de produits d'assurance à nos clients et détenons des placements afin de pouvoir respecter nos obligations futures au titre des polices d'assurance. Les placements à l'appui des provisions techniques sont principalement des actifs à revenu fixe désignés comme étant évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Par conséquent, les variations de la juste valeur de ces actifs sont comptabilisées dans l'état consolidé du résultat net et sont en grande partie neutralisées par les variations de la juste valeur des provisions techniques, dont l'incidence est reflétée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. Au 30 avril 2021, nous détenons des actifs à l'appui de passifs d'assurance de 12,1 milliards de dollars (12,8 milliards au 31 janvier 2021).

Évaluations du risque de marché – Sensibilités au RTIPB

Le tableau suivant présente l'incidence potentielle avant impôt d'une augmentation ou d'une diminution immédiate et soutenue de 100 p.b. des taux d'intérêt sur le revenu net d'intérêt et sur la valeur économique des capitaux propres prévus sur une période de 12 mois, en présumant qu'aucune opération de couverture supplémentaire n'est effectuée. Dans le cas de scénarios de baisse des taux, des taux planchers sont appliqués, ce qui évite que l'évaluation de la valeur économique des capitaux propres et les niveaux des taux des simulations du revenu net d'intérêt ne tombent sous un seuil moyen minimal de moins de 25 p.b. pour toutes les principales monnaies. Les mesures du risque de taux d'intérêt sont fondées sur les risques de taux d'intérêt à un moment donné, lesquels peuvent changer avec le temps en réaction aux activités commerciales et aux mesures prises par la direction.

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2021						31 janvier 2021		30 avril 2020	
	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres			Risque lié au revenu net d'intérêt (1)			Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt (1)	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt (1)
	Incidence – dollar canadien	Incidence – dollar américain	Total	Incidence – dollar canadien	Incidence – dollar américain	Total				
Incidence avant impôt d'une :										
augmentation des taux de 100 p.b. (2)	(1 719)\$	(345)\$	(2 064)\$	471 \$	387 \$	858 \$	(1 882)\$	836 \$	(1 708)\$	701 \$
diminution des taux de 100 p.b. (2)	1 500	271	1 771	(554)	(304)	(858)	1 433	(714)	1 459	(726)

(1) Représente le risque lié au revenu net d'intérêt sur 12 mois découlant d'une variation instantanée et soutenue des taux d'intérêt.

(2) Depuis le quatrième trimestre de 2020, les scénarios d'augmentation et de diminution de 100 p.b. des taux sur l'évaluation du risque de taux d'intérêt dans le portefeuille bancaire ont été révisés sur une base prospective, conformément à la ligne directrice B-12 Gestion du risque de taux d'intérêt du BSIF. En conséquence, ils intègrent le risque lié à la valeur économique des capitaux propres et le risque lié au revenu net d'intérêt découlant des activités du portefeuille bancaire du secteur Marchés des Capitaux et de la portion des services de trésorerie du secteur Services aux investisseurs et de trésorerie depuis le quatrième trimestre de 2020.

Au 30 avril 2021, un choc immédiat et soutenu constituant une diminution de 100 p.b. aurait eu une incidence négative de 858 millions de dollars sur notre revenu net d'intérêt, en hausse par rapport à 714 millions au trimestre précédent. Un choc immédiat et soutenu constituant une augmentation de 100 p.b. au 30 avril 2021 aurait eu une incidence négative de 2 064 millions de dollars sur la valeur économique des capitaux propres de la banque, en hausse par rapport à 1 882 millions au trimestre précédent. D'un trimestre à l'autre, la variation de la sensibilité du revenu net d'intérêt, particulièrement dans le cas du scénario d'une baisse de 100 p.b., a été attribuable en grande partie à la croissance soutenue des dépôts à faible coût au cours du trimestre considéré, alors que la variation d'un trimestre à l'autre de la sensibilité de la valeur économique des capitaux propres a essentiellement résulté de la croissance soutenue du capital de notre portefeuille bancaire. Pendant le deuxième trimestre de 2021, le risque lié au revenu net d'intérêt et celui lié à la valeur économique des capitaux propres sont demeurés dans les limites approuvées.

Évaluations du risque de marché concernant les autres portefeuilles d'activités autres que de négociation significatifs

Titres de placement comptabilisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global

Les titres de placement comptabilisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global que nous détenons s'établissaient à 63,1 milliards de dollars au 30 avril 2021, comparativement à 76,8 milliards au trimestre précédent. Nous détenons des titres d'emprunt comptabilisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global principalement à des fins de placement, ainsi que de gestion du risque de liquidité et de couverture du risque de taux d'intérêt liés à nos activités bancaires autres que de négociation dans notre bilan. Au 30 avril 2021, notre portefeuille de titres de placement comptabilisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global était sensible aux fluctuations des taux d'intérêt, les autres éléments du résultat global pourraient ainsi subir l'incidence d'une variation de valeur avant impôt de 6 millions de dollars, ce qui correspondait à la variation de la valeur des titres découlant d'une augmentation parallèle d'un (1) point de base des rendements. Le portefeuille nous exposait également au risque lié à l'écart de taux, lequel représentait une variation de valeur avant impôt de 17 millions de dollars, ce qui correspondait à la variation de la valeur découlant de l'élargissement d'un (1) point de base des écarts de taux. La valeur des titres de placement comptabilisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global pris en compte dans l'évaluation du RTIPB au 30 avril 2021 s'établissait à 60,5 milliards de dollars. Nos titres de placement comptabilisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global comprenaient également des positions en capitaux propres de 0,5 milliard de dollars au 30 avril 2021, contre 0,5 milliard au trimestre précédent.

Risque de change lié aux activités autres que de négociation

Le risque de change correspond à l'incidence défavorable possible des fluctuations des taux de change sur le bénéfice et la valeur économique. Nos revenus, nos charges et notre bénéfice libellés en devises autres que le dollar canadien sont assujettis aux fluctuations de la moyenne du dollar canadien par rapport à la moyenne de chacune de ces devises. Notre exposition la plus importante concerne le dollar américain, en raison des activités que nous exerçons aux États-Unis et de nos autres opérations conclues en dollars américains. Nous sommes également considérablement exposés à la livre sterling et à l'euro, du fait de nos activités dans ces monnaies à l'échelle mondiale. L'appréciation ou la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain, à la livre sterling ou à l'euro pourrait accroître ou contracter, selon le cas, la valeur convertie de nos revenus, charges et bénéfices libellés en devises et avoir une incidence importante sur nos résultats d'exploitation. Nous sommes aussi exposés au risque de change découlant de nos placements dans des établissements étrangers. Dans le cas des placements en titres de participation qui ne font pas l'objet d'une opération de couverture, lorsque le dollar canadien s'apprécie par rapport à d'autres monnaies, les pertes de change latentes sur les placements étrangers nets donnent lieu à une diminution de nos capitaux propres, par l'entremise des autres composantes des capitaux propres, et à une réduction de la valeur convertie de l'actif pondéré en fonction des risques relativement aux actifs libellés en devises. La situation inverse se produit lorsque le dollar canadien se déprécie par rapport à d'autres devises. Nous tenons donc compte de ces répercussions lorsque nous déterminons le niveau approprié de nos placements dans des établissements étrangers qui doivent faire l'objet d'une opération de couverture.

Dérivés liés aux activités autres que de négociation

Nous avons aussi recours à des dérivés pour couvrir les risques de marché non liés à nos activités de négociation. Le cas échéant, nous choisissons d'appliquer à leur égard la comptabilité de couverture. Ces dérivés sont pris en compte dans notre évaluation du RTIPB et dans d'autres évaluations du risque de marché concernant les activités internes autres que de négociation. Nous avons recours à des swaps de taux d'intérêt pour gérer notre RTIPB ainsi que pour les activités de financement et d'investissement. Nous avons aussi recours à des swaps de taux d'intérêt pour couvrir la variation de la juste valeur de certains instruments à taux fixe. Nous utilisons également des dérivés de change pour gérer le risque relativement aux placements en titres de capitaux propres dans des filiales qui sont libellés en devises, particulièrement ceux qui sont libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros.

Pour plus de détails sur l'application de la comptabilité de couverture et l'utilisation de dérivés aux fins des activités de couverture, se reporter aux notes 2 et 8 de nos états financiers consolidés annuels de 2020.

Lien entre le risque de marché et les principales données figurant au bilan

Les tableaux ci-après illustrent le lien entre les principales données figurant au bilan et les positions incluses dans les informations fournies à l'égard du risque de marché lié aux activités de négociation et du risque de marché lié aux activités autres que de négociation, ce qui illustre la façon dont nous gérons le risque de marché lié à nos actifs et passifs à l'aide de différentes évaluations du risque.

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2021			
	Montant figurant au bilan	Évaluation du risque de marché		Risque principal lié aux activités autres que de négociation
		Risque lié aux activités de négociation (1)	Risque lié aux activités autres que de négociation (2)	
Actifs exposés au risque de marché				
Trésorerie et montants à recevoir de banques	114 307 \$	– \$	114 307 \$	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	63 438	41 380	22 058	Taux d'intérêt
Titres				
Titres détenus à des fins de transaction	125 733	114 777	10 956	Taux d'intérêt, écart de taux
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	129 419	–	129 419	Taux d'intérêt, écart de taux, cours des actions
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	308 031	265 880	42 151	Taux d'intérêt
Prêts				
Prêts de détail	476 230	8 147	468 083	Taux d'intérêt
Prêts de gros	202 427	7 107	195 320	Taux d'intérêt
Correction de valeur pour pertes sur prêts	(5 146)	–	(5 146)	Taux d'intérêt
Actif net des fonds distincts	2 338	–	2 338	Taux d'intérêt
Autres				
Dérivés	97 236	93 285	3 951	Taux d'intérêt, écart de change
Autres actifs	90 223	8 513	81 710	Taux d'intérêt
Actifs non exposés au risque de marché (3)	11 080			
Total de l'actif	1 615 316 \$	539 089 \$	1 065 147 \$	
Passifs exposés au risque de marché				
Dépôts	1 033 323 \$	125 786 \$	907 537 \$	Taux d'intérêt
Passif des fonds distincts	2 338	–	2 338	Taux d'intérêt
Autres				
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	31 817	31 817	–	
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	257 049	235 509	21 540	Taux d'intérêt
Dérivés	92 402	90 309	2 093	Taux d'intérêt, écart de change
Autres passifs	81 235	8 234	73 001	Taux d'intérêt
Déventures subordonnées	9 014	–	9 014	Taux d'intérêt
Passifs non exposés au risque de marché (4)	15 316			
Total du passif	1 522 494 \$	491 655 \$	1 015 523 \$	
Total des capitaux propres	92 822			
Total du passif et des capitaux propres	1 615 316 \$			

- (1) Le risque lié aux activités de négociation comprend les positions qui sont classées ou désignées à la juste valeur par le biais du résultat net et les positions pour lesquelles les profits et pertes de réévaluation sont comptabilisés dans les revenus. Les évaluations du risque de marché liées à la VAR et à la VAR en période de tensions et les simulations de crise servent de contrôles des risques pour le risque lié aux activités de négociation.
- (2) Le risque lié aux activités autres que de négociation comprend les positions utilisées aux fins de la gestion du RTIPB et d'autres portefeuilles d'activités autres que de négociation. Les autres portefeuilles d'activités autres que de négociation significatifs comprennent les positions liées à RBC Assurances® et les titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable, non pris en compte dans le RTIPB.
- (3) Les actifs non exposés au risque de marché comprennent des immobilisations corporelles et d'autres actifs.
- (4) Les passifs non exposés au risque de marché comprennent des passifs liés à la paie et d'autres passifs.

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2021			Risque principal lié aux activités autres que de négociation
	Évaluation du risque de marché			
	Montant figurant au bilan	Risque lié aux activités de négociation (1)	Risque lié aux activités autres que de négociation (2)	
Actifs exposés au risque de marché				
Trésorerie et montants à recevoir de banques	149 588 \$	– \$	149 588 \$	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	33 731	18 440	15 291	Taux d'intérêt
Titres				
Titres détenus à des fins de transaction	148 023	136 539	11 484	Taux d'intérêt, écart de taux
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	139 459	–	139 459	Taux d'intérêt, écart de taux, cours des actions
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	311 033	253 347	57 686	Taux d'intérêt
Prêts				
Prêts de détail	464 579	5 919	458 660	Taux d'intérêt
Prêts de gros	213 462	8 807	204 655	Taux d'intérêt
Correction de valeur pour pertes sur prêts	(5 478)	–	(5 478)	Taux d'intérêt
Actif net des fonds distincts	2 127	–	2 127	Taux d'intérêt
Autres				
Dérivés	110 917	105 960	4 957	Taux d'intérêt, écart de change
Autres actifs	92 033	7 391	84 642	Taux d'intérêt
Actifs non exposés au risque de marché (3)	11 677			
Total de l'actif	1 671 151 \$	536 403 \$	1 123 071 \$	
Passifs exposés au risque de marché				
Dépôts	1 054 597 \$	121 815 \$	932 782 \$	Taux d'intérêt
Passif des fonds distincts	2 127	–	2 127	Taux d'intérêt
Autres				
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	32 569	32 569	–	
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	274 907	250 747	24 160	Taux d'intérêt
Dérivés	106 071	104 333	1 738	Taux d'intérêt, écart de change
Autres passifs	88 046	8 597	79 449	Taux d'intérêt
Déventures subordonnées	9 186	–	9 186	Taux d'intérêt
Passifs non exposés au risque de marché (4)	13 399			
Total du passif	1 580 902 \$	518 061 \$	1 049 442 \$	
Total des capitaux propres	90 249			
Total du passif et des capitaux propres	1 671 151 \$			

(1) Le risque lié aux activités de négociation comprend les positions qui sont classées ou désignées à la juste valeur par le biais du résultat net et les positions pour lesquelles les profits et pertes de réévaluation sont comptabilisés dans les revenus. Les évaluations du risque de marché liées à la VAR et à la VAR en période de tensions et les simulations de crise servent de contrôles des risques pour le risque lié aux activités de négociation.

(2) Le risque lié aux activités autres que de négociation comprend les positions utilisées aux fins de la gestion du RTIPB et d'autres portefeuilles d'activités autres que de négociation. Les autres portefeuilles d'activités autres que de négociation significatifs comprennent les positions liées à RBC Assurances® et les titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable, non pris en compte dans le RTIPB.

(3) Les actifs non exposés au risque de marché comprennent des immobilisations corporelles et d'autres actifs.

(4) Les passifs non exposés au risque de marché comprennent des passifs liés à la paie et d'autres passifs.

Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement (risque de liquidité) est le risque que nous ne soyons pas en mesure de générer en temps opportun et de façon rentable la trésorerie et les équivalents de trésorerie nécessaires pour satisfaire à nos engagements. Le risque de liquidité résulte de la non-concordance de l'échéancier et de la valeur des flux de trésorerie, en ce qui concerne tant les éléments figurant au bilan que ceux hors bilan.

Notre cadre de gestion du risque de liquidité est structuré de manière à nous procurer les liquidités suffisantes pour satisfaire aux engagements courants et éventuels en temps normal et en période de crise. Il n'y a eu aucun changement significatif touchant notre cadre de gestion du risque de liquidité décrit dans notre rapport annuel 2020.

Nous maintenons toujours une position de liquidité et de financement qui est appropriée aux fins de l'exécution de notre stratégie. Le risque de liquidité auquel nous sommes exposés demeure largement dans les limites de notre appétit pour le risque.

À compter du deuxième trimestre de 2020, le BSIF a annoncé un ensemble de mesures réglementaires et fourni des indications supplémentaires afin de permettre aux banques de se concentrer sur leurs efforts de résilience et améliorer la stabilité du système financier. Ces mesures comprennent des modifications temporaires de limites, y compris la limite régissant les obligations sécurisées. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la section Risque de liquidité et de financement du rapport annuel 2020. Le 6 avril 2021, le BSIF a annoncé que l'augmentation temporaire de la limite régissant les obligations sécurisées prenait fin immédiatement.

Réserve de liquidités

Notre réserve de liquidités est constituée d'actifs liquides non grevés disponibles. Notre capacité inutilisée en matière de financement de gros, laquelle est évaluée régulièrement, pourrait constituer une autre source de liquidités pour atténuer des périodes de tensions, mais nous ne la prenons pas en considération pour le calcul de la réserve de liquidités. De même, sont également exclus du calcul de la réserve de liquidités les facilités de crédit non engagées et inutilisées consenties par des banques centrales auxquelles nous pouvons accéder sous réserve de certaines conditions préalables établies par les diverses banques centrales (p. ex., la Banque du Canada, la Réserve fédérale, la Banque d'Angleterre et la Banque de France), ainsi que les montants admissibles à titre de garanties auprès de la Federal Reserve Bank of New York (FRBNY) et d'une Federal Home Loan Bank (FHLB).

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2021				
	Actifs liquides détenus par la banque	Titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres et des transactions sur dérivés	Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés	Actifs liquides non grevés
Trésorerie et montants à recevoir de banques	114 307 \$	– \$	114 307 \$	3 369 \$	110 938 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	63 438	–	63 438	–	63 438
Titres émis ou garantis par des organismes souverains, des banques centrales ou des banques multilatérales de développement (1)	200 981	305 131	506 112	346 565	159 547
Autres titres	98 467	122 165	220 632	124 822	95 810
Autres actifs liquides (2)	27 227	–	27 227	25 335	1 892
Total des actifs liquides	504 420 \$	427 296 \$	931 716 \$	500 091 \$	431 625 \$

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2021				
	Actifs liquides détenus par la banque	Titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres et des transactions sur dérivés	Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés	Actifs liquides non grevés
Trésorerie et montants à recevoir de banques	149 588 \$	– \$	149 588 \$	3 666 \$	145 922 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	33 731	–	33 731	–	33 731
Titres émis ou garantis par des organismes souverains, des banques centrales ou des banques multilatérales de développement (1)	235 660	310 209	545 869	362 186	183 683
Autres titres	104 878	114 407	219 285	113 748	105 537
Autres actifs liquides (2)	28 584	–	28 584	26 711	1 873
Total des actifs liquides	552 441 \$	424 616 \$	977 057 \$	506 311 \$	470 746 \$

(en millions de dollars canadiens)	Aux	
	30 avril 2021	31 janvier 2020
Banque Royale du Canada	240 130 \$	291 003 \$
Succursales à l'étranger	55 895	46 361
Filiales	135 600	133 382
Total des actifs liquides non grevés	431 625 \$	470 746 \$

- (1) Inclut les titres liquides émis par des gouvernements provinciaux et des entités parrainées par le gouvernement américain et dont le gouvernement fédéral des États-Unis est le curateur (p. ex., la Federal National Mortgage Association et la Federal Home Loan Mortgage Corporation).
- (2) Le montant des actifs liquides grevés représente les garanties en espèces et les dépôts de garantie obligatoires en espèces qui ont été fournis en lien avec des transactions visant des dérivés négociés hors cote et en Bourse.

D'ordinaire, la réserve de liquidités reflète surtout l'activité bancaire courante des clients, alors que les portefeuilles d'actifs liquides s'ajustent aux fluctuations des soldes de trésorerie, mais elle dépend aussi de l'activité des marchés financiers; en effet, les stratégies d'entreprises et les entrées-sorties de clients peuvent également modifier l'ajout ou la soustraction d'actifs liquides utilisés dans le calcul global de la réserve de liquidités. La réserve de liquidités est également tributaire de la Trésorerie générale puisque, dans le cadre des activités de gestion d'émission de titres d'emprunt, ce sont les réserves qui permettent d'absorber les écarts entre l'émission de titres d'emprunt et le déploiement d'activités.

Deuxième trimestre de 2021 par rapport au premier trimestre de 2021

Le total des actifs liquides a diminué de 45,3 milliards de dollars, ou 5 %, et le total des actifs liquides non grevés a régressé de 39,1 milliards, ou 8 %, par rapport au trimestre précédent sous l'effet essentiellement d'une diminution des soldes de titres détenus par la banque attribuable à un recul des niveaux de financement de gros.

Charges grevant les actifs

Le tableau ci-dessous présente un aperçu des montants figurant au bilan et des montants hors bilan au titre de la trésorerie, des titres et des autres actifs et indique ceux qui sont grevés ainsi que ceux qui sont disponibles à la vente ou qui peuvent être donnés à titre de garantie dans le cadre de transactions de financement garanti. Les autres actifs, tels que les prêts hypothécaires et les créances sur cartes de crédit, peuvent aussi être monétisés, mais cela nécessite un plus long délai d'exécution que pour les titres négociables. Au 30 avril 2021, nos actifs non grevés et pouvant être donnés en garantie représentaient 26 % du total de l'actif (28 % au 31 janvier 2021).

(en millions de dollars canadiens)	Aux									
	30 avril 2021					31 janvier 2021				
	Actifs grevés		Actifs non grevés			Actifs grevés		Actifs non grevés		
	Donnés en garantie	Autres (1)	Pouvant être donnés en garantie (2)	Autres (3)	Total	Donnés en garantie	Autres (1)	Pouvant être donnés en garantie (2)	Autres (3)	Total
Trésorerie et montants à recevoir de banques	– \$	3 369 \$	110 938 \$	– \$	114 307 \$	– \$	3 666 \$	145 922 \$	– \$	149 588 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	–	–	63 438	–	63 438	–	–	33 731	–	33 731
Titres										
Titres détenus à des fins de transaction	50 179	–	80 271	3 817	134 267	52 656	–	99 899	3 486	156 041
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	12 075	–	117 291	53	129 419	12 634	–	126 772	53	139 459
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés (4)	420 370	17 663	29 668	5 899	473 600	422 751	17 587	31 568	5 851	477 757
Prêts										
Prêts de détail										
Titres hypothécaires	30 803	–	34 337	–	65 140	31 212	–	37 968	–	69 180
Prêts hypothécaires	44 423	–	26 936	221 504	292 863	62 108	–	26 490	194 154	282 752
Prêts autres qu'hypothécaires	3 165	–	9 139	105 923	118 227	3 806	–	10 629	98 212	112 647
Prêts de gros	–	–	–	202 427	202 427	–	–	–	213 462	213 462
Correction de valeur pour pertes sur prêts	–	–	–	(5 146)	(5 146)	–	–	–	(5 478)	(5 478)
Actif net des fonds distincts	–	–	–	2 338	2 338	–	–	–	2 127	2 127
Autres										
Dérivés	–	–	–	97 236	97 236	–	–	–	110 917	110 917
Autres (5)	25 335	–	1 892	74 076	101 303	26 711	–	1 873	75 126	103 710
Total de l'actif	586 350 \$	21 032 \$	473 910 \$	708 127 \$	1 789 419 \$	611 878 \$	21 253 \$	514 852 \$	697 910 \$	1 845 893 \$

- (1) Inclut les actifs qui ne peuvent pas être utilisés pour obtenir un financement garanti en raison de restrictions juridiques ou d'autre nature.
- (2) Représente les actifs qui peuvent être facilement donnés en garantie, dont les titres adossés à des créances hypothécaires dans le cadre de la *Loi nationale sur l'habitation*, nos prêts hypothécaires non grevés qui sont admissibles à titre de garantie auprès d'une FHLB, ainsi que les prêts qui sont admissibles à titre de garantie au titre de la facilité d'escompte dont nous disposons et que nous avons déposés en garantie auprès de la FRBNY.
- (3) Les autres actifs non grevés ne sont assujettis à aucune restriction en ce qui a trait à leur recours pour obtenir du financement ou à leur utilisation à titre de garantie, mais ils ne seront pas considérés comme facilement disponibles. De plus, ils comprennent des prêts qui pourraient être utilisés afin de garantir les avances consenties par les banques centrales, y compris ceux mis en gage à la Banque du Canada conformément aux nouveaux critères d'admissibilité annoncés au deuxième trimestre de 2020. Pour plus de détails sur les programmes de soutien aux liquidités et au financement annoncés au cours de l'exercice 2020, se reporter à la rubrique Faits nouveaux importants : la COVID-19 de notre rapport annuel 2020.
- (4) Inclut les actifs liquides détenus par la banque et les titres reçus en garantie dans le cadre de financement de titres hors bilan, de transactions sur dérivés et de prêts sur marges. Comprend des garanties de 17,7 milliards de dollars (17,6 milliards au 31 janvier 2021) reçues dans le cadre d'opérations de revente qui ne peuvent pas être redonnées en garantie dans leur forme juridique actuelle.
- (5) Le montant des actifs donnés en garantie représente les garanties en espèces et les dépôts de garantie obligatoires qui ont été fournis en lien avec des transactions visant des dérivés négociés hors cote et en Bourse.

Financement

Stratégie de financement

Le financement de base, qui inclut le capital, les passifs liés au financement de gros à long terme et un portefeuille diversifié de dépôts de particuliers et, dans une moindre mesure, de dépôts d'entreprises et de dépôts institutionnels, constitue l'assise de notre position de liquidité structurelle.

Profil des dépôts et du financement

Au 30 avril 2021, les dépôts fondés sur les relations, qui constituent la principale source de financement des prêts de détail et des prêts hypothécaires, s'établissaient à 732,0 milliards de dollars, ou 55 % du total du financement (716,2 milliards, ou 52 %, au 31 janvier 2021). La tranche restante est composée de financement de gros à court terme et à long terme.

Le financement des actifs très liquides se compose principalement d'un financement de gros à court terme qui reflète la période de monétisation de ces actifs. Le financement de gros à long terme sert principalement à financer les actifs de gros qui sont moins liquides et à soutenir des réserves d'actifs liquides.

La dette à long terme de premier rang émise par la banque depuis le 23 septembre 2018, inclusivement, ayant une échéance initiale supérieure à 400 jours et étant négociable, sous réserve de certaines exceptions, est assujettie au régime de recapitalisation interne des banques canadiennes. Aux termes de ce régime, si le surintendant des institutions financières détermine qu'une banque pourrait ne plus être viable, le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du ministre des Finances, lorsque ce dernier juge qu'il en va de l'intérêt du public, ordonner que la Société d'assurance-dépôts du Canada (SADC)

convertisse une partie ou la totalité de certaines actions et de certains passifs de cette banque en actions ordinaires. Au 30 avril 2021, la valeur nominale des titres d'emprunt à long terme émis et en cours qui étaient assujettis à la conversion en vertu du régime de recapitalisation interne s'élevait à 41,8 milliards de dollars (39,9 milliards au 31 janvier 2021).

Pour plus de détails sur le financement de gros, se reporter au tableau de la composition du financement de gros ci-dessous.

Émission de titres d'emprunt à long terme

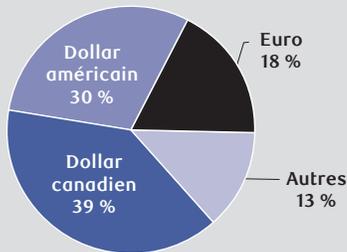
Nos activités de financement de gros sont bien diversifiées tant sur le plan géographique que sur le plan des secteurs d'investissement, des instruments, des devises, de la structure et des échéances. Nous maintenons notre présence dans différents marchés de financement, ce qui nous permet de surveiller continuellement les faits nouveaux et les tendances qui se manifestent, de manière à cibler les opportunités ou les risques et à prendre sans délai les mesures qui s'imposent. Nous avons recours à des programmes enregistrés d'émission de titres d'emprunt à long terme. Le tableau ci-après présente un sommaire de ces programmes et des plafonds autorisés, par secteur géographique.

Programmes par secteur géographique

Canada	États-Unis	Europe/Asie
<ul style="list-style-type: none"> Prospectus préalable de base au Canada – 25 milliards de dollars 	<ul style="list-style-type: none"> Prospectus préalable de base aux États-Unis – 40 milliards de dollars US 	<ul style="list-style-type: none"> Programme européen d'émission de titres d'emprunt – 40 milliards de dollars US Programme mondial d'obligations sécurisées – 60 milliards d'euros Programmes d'émission au Japon – 1 billion de yens

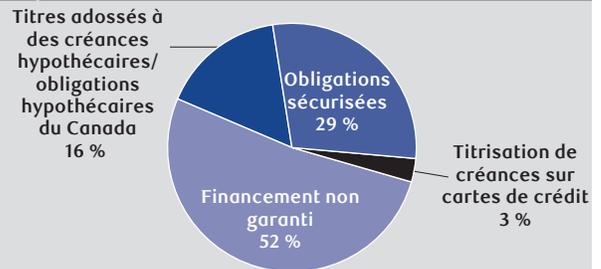
Nous obtenons également du financement à long terme à l'aide de billets de premier rang canadiens, de titres adossés à des créances hypothécaires aux termes du Programme des titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (Canada), d'obligations hypothécaires du Canada, de titres adossés à des créances sur cartes de crédit, d'obligations kangourou (émises sur le marché australien par des firmes étrangères) et de certificats de dépôt Yankee (émis sur le marché américain par des firmes étrangères). Nous évaluons continuellement les possibilités de percer de nouveaux marchés et des secteurs d'investissement inexploités, car la diversification nous donne une plus grande souplesse de financement de gros, elle réduit la concentration du financement et la dépendance envers ce dernier, et donne généralement lieu à des réductions des coûts de financement. Comme l'indiquent les graphiques ci-dessous, notre profil actuel de la dette à long terme est bien diversifié en ce qui concerne chaque monnaie et chaque produit. Le maintien de notations concurrentielles est aussi un élément essentiel du financement rentable.

Composition du financement de la dette à long terme (1) – par monnaie d'émission



(1) Selon une durée à l'échéance initiale supérieure à un an.

Composition du financement de la dette à long terme (1) – par produit



(1) Selon une durée à l'échéance initiale supérieure à un an.

Le tableau ci-après montre la composition de notre financement de gros selon la durée à courir jusqu'à l'échéance.

Composition du financement de gros ⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2021							Total
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Moins de 1 an Sous-total	De 1 à 2 ans	2 ans et plus	
Dépôts provenant de banques ⁽²⁾	5 820 \$	12 \$	– \$	– \$	5 832 \$	– \$	– \$	5 832 \$
Certificats de dépôt et papier commercial	4 397	11 634	21 417	24 782	62 230	31	–	62 261
Papier commercial adossé à des actifs ⁽³⁾	2 578	3 107	4 459	2 568	12 712	–	–	12 712
Billets à moyen terme non garantis de premier rang ⁽⁴⁾	198	3 575	3 356	9 851	16 980	7 070	36 259	60 309
Obligations structurées non garanties de premier rang ⁽⁵⁾	162	338	289	1 461	2 250	1 678	7 423	11 351
Titrisation de prêts hypothécaires	–	1 728	437	1 662	3 827	2 568	11 532	17 927
Obligations sécurisées/titres adossés à des actifs ⁽⁶⁾	553	1 274	2 997	1 341	6 165	8 453	20 954	35 572
Passif subordonné	–	–	999	–	999	242	7 642	8 883
Autres ⁽⁷⁾	6 445	569	370	640	8 024	8 070	443	16 537
Total	20 153 \$	22 237 \$	34 324 \$	42 305 \$	119 019 \$	28 112 \$	84 253 \$	231 384 \$
Comprend :								
– Financement garanti	9 223 \$	6 376 \$	8 126 \$	5 571 \$	29 296 \$	11 021 \$	32 909 \$	73 226 \$
– Financement non garanti	10 930	15 861	26 198	36 734	89 723	17 091	51 344	158 158

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2021							Total
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Moins de 1 an Sous-total	De 1 à 2 ans	2 ans et plus	
Dépôts provenant de banques ⁽²⁾	11 689 \$	361 \$	70 \$	– \$	12 120 \$	– \$	– \$	12 120 \$
Certificats de dépôt et papier commercial	6 124	14 356	10 640	31 961	63 081	–	–	63 081
Papier commercial adossé à des actifs ⁽³⁾	2 030	2 251	3 836	4 496	12 613	–	–	12 613
Billets à moyen terme non garantis de premier rang ⁽⁴⁾	880	4 983	7 667	4 375	17 905	13 797	36 209	67 911
Obligations structurées non garanties de premier rang ⁽⁵⁾	419	590	292	1 133	2 434	1 400	8 449	12 283
Titrisation de prêts hypothécaires	–	265	1 730	793	2 788	3 441	11 544	17 773
Obligations sécurisées/titres adossés à des actifs ⁽⁶⁾	–	5 798	1 890	3 994	11 682	7 044	24 138	42 864
Passif subordonné	–	–	–	1 000	1 000	253	7 677	8 930
Autres ⁽⁷⁾	8 287	438	934	229	9 888	630	6 459	16 977
Total	29 429 \$	29 042 \$	27 059 \$	47 981 \$	133 511 \$	26 565 \$	94 476 \$	254 552 \$
Comprend :								
– Financement garanti	9 016 \$	8 562 \$	7 649 \$	9 427 \$	34 654 \$	10 485 \$	35 682 \$	80 821 \$
– Financement non garanti	20 413	20 480	19 410	38 554	98 857	16 080	58 794	173 731

(1) Ne tient pas compte des acceptations bancaires ni des conventions de rachat.

(2) Ne tient pas compte des dépôts liés aux services que nous fournissons aux banques (p. ex., services de garde, gestion de la trésorerie).

(3) Inclut seulement le passif consolidé, y compris notre programme de papier commercial garanti par des créances.

(4) Inclut les billets de dépôt.

(5) Inclut les billets pour lesquels le résultat est fonction des fluctuations du taux de change, des marchandises et des titres de participation.

(6) Inclut les prêts sur cartes de crédit et les prêts hypothécaires.

(7) Inclut les obligations encaissables par anticipation (garanties) de 7 008 millions de dollars (7 560 millions au 31 janvier 2021), les billets de dépôt au porteur (non garantis) de 1 259 millions (1 659 millions au 31 janvier 2021), d'autres dépôts structurés à long terme (non garantis) de 8 264 millions (7 751 millions au 31 janvier 2021) et des avances de FHLB (garanties) de 6 millions (7 millions au 31 janvier 2021).

Notations

Notre capacité à accéder aux marchés du financement non garanti et à mener, de façon rentable, certaines activités de titrisation dépend principalement du maintien de notations concurrentielles. Les notations et les perspectives fournies par les agences de notation reflètent le point de vue de ces dernières et leurs méthodes. Les notations font l'objet de modifications, en raison de facteurs comprenant, notamment, notre solidité financière, notre situation concurrentielle, nos liquidités ainsi que d'autres facteurs qui sont en partie indépendants de notre volonté.

Hormis ce qui est indiqué ci-après, il n'y a eu aucun changement touchant nos principales notations, tel qu'il est indiqué dans notre rapport annuel 2020.

Notations (1)

	Au 26 mai 2021			
	Dettes à court terme	Dettes à long terme de premier rang existante (2)	Dettes à long terme de premier rang (3)	Perspective
Moody's (4)	P-1	Aa2	A2	stable
Standard & Poor's (5)	A-1+	AA-	A	stable
Fitch Ratings (6)	F1+	AA+	AA	négative
DBRS (7)	R-1 (élevée)	AA (élevée)	AA	stable

- (1) Les notations ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente, ni la détention d'une obligation financière, car elles ne fournissent pas de commentaires sur le cours du marché ni sur la pertinence pour un investisseur en particulier. Les notations sont déterminées par les agences de notation en fonction des critères que celles-ci établissent à l'occasion et elles peuvent faire l'objet d'une révision ou d'un retrait par une agence de notation en tout temps.
- (2) Comprend la dette à long terme de premier rang émise avant le 23 septembre 2018 ainsi que celle émise à cette date ou par la suite, laquelle est ignorée aux fins du régime de recapitalisation interne.
- (3) Comprend la dette à long terme de premier rang émise le 23 septembre 2018 ou après cette date, laquelle peut être convertie aux termes du régime de recapitalisation interne.
- (4) Le 18 novembre 2020, Moody's a confirmé nos notations et une perspective stable.
- (5) Le 28 octobre 2020, Standard & Poor's a confirmé nos notations et une perspective stable.
- (6) Le 13 janvier 2021, Fitch Ratings a confirmé nos notations avec une perspective négative.
- (7) Le 14 mai 2021, DBRS a confirmé nos notations avec une perspective stable.

Obligations contractuelles supplémentaires découlant de révisions à la baisse des notations

Nous sommes tenus de donner des biens en garantie à certaines contreparties dans l'éventualité où nos notations actuelles baisseraient. Le tableau ci-après présente les obligations additionnelles au titre des garanties susceptibles d'être requises à la date de clôture advenant une révision à la baisse d'un cran, de deux crans ou de trois crans de nos notations. Ces obligations additionnelles au titre des garanties constituent des exigences supplémentaires pour chaque révision à la baisse consécutive et elles ne représentent pas l'incidence cumulative de multiples révisions à la baisse. Les montants présentés varient périodiquement en raison de plusieurs facteurs, dont le transfert d'activités de négociation à des infrastructures du marché financier ayant fait l'objet d'une compensation centrale et à des Bourses, l'expiration de transactions mettant en jeu des événements susceptibles de déclencher des révisions à la baisse, l'application de limites internes aux nouveaux accords afin d'exclure les événements susceptibles de déclencher des révisions à la baisse, ainsi que les positions évaluées à la valeur de marché dans le cours normal des activités. Aucun titre d'emprunt de premier rang en circulation sur le marché ne comporte de modalités faisant en sorte qu'une révision des notations déclencherait un remboursement anticipé du capital.

	Aux					
	30 avril 2021			31 janvier 2021		
(en millions de dollars canadiens)	Révision à la baisse de 1 cran	Révision à la baisse de 2 crans	Révision à la baisse de 3 crans	Révision à la baisse de 1 cran	Révision à la baisse de 2 crans	Révision à la baisse de 3 crans
Exigences contractuelles liées au financement des dérivés ou aux marges	404 \$	89 \$	124 \$	339 \$	79 \$	124 \$
Autres exigences contractuelles liées au financement ou aux marges (1)	153	–	3	185	–	–

- (1) Inclut les certificats de placement garanti (CPG) émis dans le cadre de nos activités sur les marchés des obligations municipales à New York.

Ratio de liquidité à court terme

Le ratio de liquidité à court terme est une mesure prévue par l'accord de Bâle III utilisée pour évaluer la suffisance des actifs liquides de haute qualité disponibles pour satisfaire aux besoins de liquidités sur une période de 30 jours advenant une grave crise de liquidité. Le ratio de liquidité à court terme minimal exigé par le CBCB et le BSIF est de 100 %.

Le BSIF exige que les banques canadiennes communiquent le ratio de liquidité à court terme selon le modèle de déclaration prévu par l'accord de Bâle, calculé à partir de la moyenne des positions quotidiennes liées au ratio de liquidité à court terme enregistrées au cours du trimestre.

Modèle commun de déclaration du ratio de liquidité à court terme (1)

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour le trimestre clos	
	le 30 avril 2021	
	Valeur non pondérée totale (moyenne) (2)	Valeur pondérée totale (moyenne)
Actifs liquides de haute qualité		
Total des actifs liquides de haute qualité		364 160 \$
Sorties de trésorerie		
Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises, dont :	354 145 \$	33 062 \$
<i>Dépôts stables (3)</i>	122 351	3 671
<i>Dépôts moins stables</i>	231 794	29 391
Financement de gros non garanti, dont :	408 807	192 403
<i>Dépôts opérationnels (toutes contreparties) et dépôts dans les réseaux de banques coopératives (4)</i>	173 876	41 157
<i>Dépôts non opérationnels</i>	203 955	120 270
<i>Dettes non garanties</i>	30 976	30 976
Financement de gros garanti		28 412
Exigences supplémentaires, dont :	258 147	61 990
<i>Sorties associées aux expositions sur dérivés et autres sûretés exigées</i>	40 727	17 499
<i>Sorties associées à une perte de financement sur produits de dette</i>	8 454	8 454
<i>Facilités de crédit et de liquidité</i>	208 966	36 037
Autres obligations de financement contractuelles (5)	26 036	26 036
Autres obligations de financement conditionnelles (6)	591 502	9 391
Total des sorties de trésorerie		351 294 \$
Entrées de trésorerie		
Prêts garantis (p. ex., conventions de revente)	254 959 \$	41 531 \$
Entrées liées aux expositions parfaitement productives	12 550	7 312
Autres entrées de trésorerie	27 905	27 905
Total des entrées de trésorerie		76 748 \$
		Total de la valeur ajustée
Total des actifs liquides de haute qualité		364 160 \$
Total des sorties de trésorerie nettes		274 546
Ratio de liquidité à court terme		133 %

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	31 janvier 2021	
	Total de la valeur ajustée	
	Total des actifs liquides de haute qualité	
Total des sorties de trésorerie nettes		254 011
Ratio de liquidité à court terme		141 %

- (1) Le ratio de liquidité à court terme est calculé conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF, laquelle reflète à son tour les normes de liquidité publiées par le CBCB, révisées pour tenir compte des lignes directrices publiées au deuxième trimestre de 2020. Le ratio de liquidité à court terme pour le trimestre clos le 30 avril 2021 correspond à une moyenne de 63 positions quotidiennes.
- (2) À l'exception des autres obligations de financement conditionnelles, les entrées et sorties non pondérées représentent des éléments venant à échéance ou remboursables par anticipation dans 30 jours tout au plus. Les autres obligations de financement conditionnelles comprennent aussi les titres d'emprunt dont la durée restante jusqu'à l'échéance dépasse 30 jours.
- (3) Selon la définition du CBCB, les dépôts stables de détail et de petites entreprises constituent des dépôts qui sont assurés et qui sont soit détenus dans des comptes courants, soit ceux de clients avec lesquels la banque entretient des relations durables, ce qui rend les retraits improbables.
- (4) Les dépôts opérationnels de clients qui ne sont pas des dépôts de détail ou des dépôts de petites ou moyennes entreprises constituent des dépôts que les clients doivent laisser à la banque afin d'y accéder plus aisément et d'être en mesure d'utiliser les systèmes de paiement et de règlement, principalement pour la compensation, la garde et la gestion de trésorerie.
- (5) Les autres obligations de financement contractuelles comprennent principalement les sorties liées aux opérations sur valeur non réglées et les sorties liées aux engagements afférents à des titres vendus à découvert.
- (6) Les autres obligations de financement conditionnelles comprennent les sorties liées à d'autres facilités hors bilan dont le facteur de retrait du ratio de liquidité à court terme est faible (de 0 % à 5 %).

Nous gérons notre position liée au ratio de liquidité à court terme en fonction d'une fourchette cible qui reflète notre tolérance à l'égard du risque de liquidité et qui tient compte de la composition des activités et des actifs ainsi que des capacités en matière de financement. Cette fourchette est revue périodiquement à la lumière des modifications apportées aux exigences internes et des faits nouveaux externes.

Nous détenons des actifs liquides de haute qualité libellés dans les principales monnaies, dont l'étendue du marché et l'envergure sont fiables. Nos pratiques de gestion de la trésorerie permettent de nous assurer que les différents niveaux d'actifs liquides de haute qualité sont gérés activement, de manière à atteindre les objectifs cibles en matière de ratio de liquidité à court terme. Nos actifs de niveau 1, calculés en respectant la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF et les exigences du CBCB concernant le ratio de liquidité à court terme, représentent 89 % du total des actifs liquides de haute qualité. Ces actifs comprennent la trésorerie, les placements auprès de banques centrales et les titres assortis de notations élevées émis ou garantis par des gouvernements, des banques centrales ou des entités supranationales.

Le ratio de liquidité à court terme tient compte des flux de trésorerie provenant des activités au bilan et hors bilan qui sont prévus ou qui pourraient être enregistrés dans un délai de 30 jours advenant une sévère crise de liquidité. Les sorties de trésorerie découlent de l'application de facteurs de retrait et de non-renouvellement aux dépôts à terme et à vue, et sont classées par type de client (prêts de gros, prêts de détail et petites et moyennes entreprises). Les sorties de trésorerie découlent aussi des activités commerciales qui donnent lieu à des exigences en matière de financement conditionnel et de garanties, comme le financement de rachat, les dérivés, la vente de titres à découvert et la prorogation des engagements de crédit et de liquidité consentis aux clients. Les entrées de trésorerie résultent principalement de l'arrivée à échéance de prêts garantis, de prêts interbancaires et de titres qui ne font pas partie des actifs liquides de haute qualité.

Le ratio de liquidité à court terme ne reflète pas la capacité de financement sur le marché qui, à notre avis, pourrait être disponible advenant une crise. Un taux de sortie de 100 % est appliqué à tous les titres d'emprunt de gros arrivant à échéance aux fins du calcul du ratio de liquidité à court terme.

Deuxième trimestre de 2021 par rapport au premier trimestre de 2021

La moyenne du ratio de liquidité à court terme du trimestre clos le 30 avril 2021 s'est établie à 133 %, ce qui représente un excédent d'environ 89,6 milliards de dollars par rapport au taux de 141 % et à un excédent d'environ 104,3 milliards au trimestre précédent. La moyenne du ratio de liquidité à court terme a diminué par rapport au trimestre précédent en raison principalement de la baisse des niveaux de financement associée aux efforts soutenus déployés par la banque pour optimiser sa situation de trésorerie. Nous nous attendons à ce que les politiques et les mesures adoptées par les banques centrales continuent d'influer sur les niveaux de liquidité, et nous continuerons de gérer notre ratio de liquidité à court terme en fonction de l'évolution de ces politiques et d'autres pans du secteur.

Ratio de liquidité à long terme

Le ratio de liquidité à long terme est une mesure prévue par l'accord de Bâle III utilisée pour évaluer la suffisance des liquidités à long terme disponibles par rapport au montant des liquidités à long terme requises. Le ratio de liquidité à long terme minimal exigé par le CBCB et le BSIF est de 100 %.

Le montant du financement stable disponible désigne la part des fonds propres et des passifs censée être fiable à l'horizon temporel pris en compte aux fins du ratio de liquidité à long terme, à savoir un an. Le montant du financement stable requis est fonction des caractéristiques de liquidité et de la durée résiduelle des actifs détenus par la banque et de celles de ses positions hors bilan.

À compter du premier trimestre de 2021, le BSIF exige que les banques canadiennes d'importance systémique intérieure communiquent leur ratio de liquidité à long terme selon le modèle de déclaration prévu par l'accord de Bâle. Les montants indiqués dans le présent modèle de déclaration sont déterminés conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF et ne sont pas nécessairement conformes aux exigences de classement des IFRS.

Modèle de déclaration courant du ratio de liquidité à long terme (1)

	Au 30 avril 2021				
	Valeur non pondérée par échéance résiduelle (2)				
	Sans échéance	Moins de 6 mois	De 6 mois à moins de 1 an	1 an et plus	Valeur pondérée
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)					
Élément de financement stable disponible					
Fonds propres :	92 716 \$	– \$	– \$	9 497 \$	102 213 \$
Fonds propres réglementaires	92 716	–	–	9 497	102 213
Autres instruments de fonds propres	–	–	–	–	–
Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises :	319 334	52 333	22 845	21 291	384 309
Dépôts stables (3)	108 673	26 349	12 700	8 771	149 107
Dépôts moins stables	210 661	25 984	10 145	12 520	235 202
Financement de gros :	305 477	370 204	50 553	88 243	283 430
Dépôts opérationnels (4)	191 921	–	–	–	95 960
Autres financements de gros	113 556	370 204	50 553	88 243	187 470
Passifs et leurs actifs interdépendants correspondants (5)	–	3 302	3 303	25 923	–
Autres passifs :	36 373	–	174 798	–	12 676
Passifs dérivés du ratio de liquidité à long terme	–	–	14 247	–	–
Tous autres passifs et fonds propres non couverts par les catégories ci-dessus	36 373	147 776	199	12 576	12 676
Total du financement stable disponible					782 628 \$
Élément de financement stable exigé					
Total des actifs liquides de haute qualité du ratio de liquidité à long terme					31 427 \$
Dépôts détenus auprès d'autres institutions financières à des fins opérationnelles	–	2 651	–	–	1 325
Prêts et titres productifs :	163 508	267 717	111 797	391 638	545 542
Prêts productifs à des institutions financières garantis par des actifs liquides de haute qualité de niveau 1	–	110 091	18 841	161	16 608
Prêts productifs à des institutions financières garantis par des actifs liquides de haute qualité autres que de niveau 1	4 276	64 225	32 095	10 422	39 067
Prêts productifs à des entreprises non financières, prêts de détail et prêts aux petites entreprises, et prêts à des entités souveraines, des banques centrales et des organismes publics, y compris :	94 713	74 983	38 209	125 287	239 194
Prêts présentant un risque pondéré inférieur ou égal à 35 % dans l'approche standard de Bâle II pour le risque de crédit	–	1 597	1 435	5 506	5 094
Prêts hypothécaires résidentiels productifs, dont :	37 183	16 713	22 166	239 443	211 782
Prêts présentant un risque pondéré inférieur ou égal à 35 % dans l'approche standard de Bâle II pour le risque de crédit	37 183	16 627	20 522	239 371	210 305
Titres qui ne sont pas en défaut et qui ne remplissent pas les critères définissant les actifs liquides de haute qualité, y compris les titres de participation négociés en Bourse	27 336	1 705	486	16 325	38 891
Actifs et leurs passifs interdépendants correspondants (5)	–	3 301	3 303	25 923	–
Autres actifs :	1 892	–	225 530	–	63 114
Produits de base physiques, y compris l'or	1 892	–	–	–	1 609
Actifs versés en tant que marge initiale dans le cadre de contrats dérivés et apports aux fonds de garantie de contrepartie centrale	–	–	14 198	–	12 069
Actifs dérivés du ratio de liquidité à long terme	–	–	14 292	–	44
Passifs dérivés du ratio de liquidité à long terme avant déduction de la marge de variation versée	–	–	33 954	–	1 698
Tous autres actifs non couverts par les catégories ci-dessus	–	116 303	155	46 628	47 694
Éléments hors bilan	–	–	623 369	–	22 236
Total du financement stable exigé					663 644 \$
Ratio de liquidité à long terme (%)					118 %

Au 31 janvier 2021

	Valeur pondérée
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	
Total du financement stable disponible	784 238 \$
Total du financement stable exigé	662 046
Ratio de liquidité à long terme (%)	118 %

- (1) Le ratio de liquidité à long terme est calculé conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF, laquelle reflète à son tour les normes de liquidité publiées par le CBCB, révisées pour tenir compte des lignes directrices publiées au cours de l'exercice 2020.
- (2) Les totaux des rangées suivantes englobent les catégories d'échéances résiduelles de moins de 6 mois, de 6 mois à moins de 1 an et de 1 an et plus, conformément aux exigences du modèle de déclaration courant prescrit par le BSIF : Autres passifs, Passifs d'instruments dérivés du ratio de liquidité à court terme, Autres actifs, Actifs versés en tant que marge initiale dans le cadre de contrats dérivés et apports aux fonds de garantie de contrepartie centrale, Actifs dérivés du ratio de liquidité à long terme et Passifs dérivés du ratio de liquidité à long terme avant déduction de la marge de variation versée et Éléments hors bilan.
- (3) Selon la définition du CBCB, les dépôts stables de détail et de petites entreprises constituent des dépôts qui sont assurés et qui sont soit détenus dans des comptes courants, soit ceux de clients avec lesquels la banque entretient des relations durables, ce qui rend les retraits improbables.
- (4) Les dépôts opérationnels de clients qui ne sont pas des dépôts de détail ou des dépôts de petites ou moyennes entreprises constituent des dépôts que les clients doivent laisser à la banque afin d'y accéder plus aisément et d'être en mesure d'utiliser les systèmes de paiement et de règlement, principalement pour la compensation, la garde et la gestion de trésorerie.
- (5) Les actifs et passifs interdépendants représentent le passif des titres hypothécaires garantis par la Loi nationale sur l'habitation, y compris les passifs découlant des opérations relatives au programme des obligations hypothécaires du Canada et des prêts hypothécaires grevés correspondants.

Le financement stable disponible est composé principalement d'un portefeuille diversifié de dépôts de détail et de dépôts d'entreprises, de fonds propres, ainsi que de passifs liés au financement de gros à long terme. Le financement stable exigé est principalement lié au portefeuille de prêts hypothécaires et de prêts de la banque, aux prêts à des institutions financières

garantis et, dans une moindre mesure, à d'autres actifs moins liquides. Le ratio de liquidité à long terme ne tient pas compte de la capacité de financement inutilisée sur le marché présumément disponible pour la banque.

Le volume et la composition du financement stable disponible font l'objet d'une gestion active visant à optimiser notre position de financement structurel et à atteindre les objectifs en matière de ratio de liquidité à long terme. Notre ratio de liquidité à long terme est géré conformément à notre cadre de gestion du risque de liquidité exhaustif.

Deuxième trimestre de 2021 par rapport au premier trimestre de 2021

Au 30 avril 2021, le ratio de liquidité à long terme s'établit à 118 %, ce qui se traduit par un excédent d'environ 119,0 milliards de dollars, comparativement à 118 % et à un excédent d'environ 122,2 milliards au trimestre précédent. Le ratio de liquidité à long terme est demeuré stable pendant le trimestre, la baisse du financement de gros ayant été largement contrebalancée par la croissance soutenue des dépôts des clients.

Échéances contractuelles des actifs financiers, des passifs financiers et des éléments hors bilan

Les tableaux ci-après présentent le profil des échéances contractuelles résiduelles liées à tous nos actifs, passifs et éléments hors bilan, en fonction de leur valeur comptable (p. ex., le coût amorti ou la juste valeur), à la date de clôture. Les éléments hors bilan sont répartis selon la date d'échéance du contrat.

Les renseignements détaillés sur les échéances contractuelles et les engagements de financement constituent une source d'information aux fins de la gestion du risque de liquidité. Ces renseignements détaillés servent notamment à modéliser un bilan préparé selon l'approche de la comptabilité behavioriste et qui est basé sur les échéances réelles, de manière à calculer les mesures du risque de liquidité. Pour plus de détails, se reporter à la section Évaluation du risque qui se trouve dans la rubrique Risque de liquidité et de financement de notre rapport annuel 2020.

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2021									Total
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 à 2 ans	De 2 à 5 ans	5 ans et plus	Sans échéance précise	
Actif										
Trésorerie et dépôts auprès de banques	175 499 \$	1 \$	– \$	11 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	2 234 \$	177 745 \$
Titres										
Titres détenus à des fins de transaction (1)	65 080	19	119	26	17	33	123	9 124	51 192	125 733
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	3 912	8 150	3 775	6 419	6 658	18 326	30 174	51 528	477	129 419
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés (2)	146 475	67 298	26 165	26 156	23 732	98	–	–	18 107	308 031
Prêts, déduction faite de la correction de valeur applicable	25 055	19 390	24 518	26 872	30 801	129 541	283 080	56 331	77 923	673 511
Autres										
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	13 047	5 867	–	2	9	5	–	–	(113)	18 817
Dérivés	6 051	7 294	4 211	6 625	2 667	10 055	17 942	42 384	7	97 236
Autres actifs financiers	32 147	1 097	1 277	275	354	209	218	2 014	3 247	40 838
Total des actifs financiers	467 266	109 116	60 065	66 386	64 238	158 267	331 537	161 381	153 074	1 571 330
Autres actifs non financiers	6 225	1 544	(52)	181	430	2 523	2 107	5 695	25 333	43 986
Total de l'actif	473 491 \$	110 660 \$	60 013 \$	66 567 \$	64 668 \$	160 790 \$	333 644 \$	167 076 \$	178 407 \$	1 615 316 \$
Passif et capitaux propres										
Dépôts (3)										
Emprunts non garantis	75 344 \$	43 258 \$	41 162 \$	37 211 \$	41 639 \$	20 250 \$	50 477 \$	13 782 \$	623 949 \$	947 072 \$
Emprunts garantis	3 218	6 422	6 478	2 817	4 307	6 068	17 603	6 408	–	53 321
Obligations sécurisées	–	1 274	2 289	852	–	5 986	14 416	8 113	–	32 930
Autres										
Acceptations	13 056	5 868	–	–	9	–	–	–	9	18 942
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	31 817	–	–	–	–	–	–	–	–	31 817
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés (2)	203 947	26 430	9 171	171	1 992	2 956	–	–	12 382	257 049
Dérivés	5 904	7 208	4 290	5 433	3 282	8 789	18 616	38 879	1	92 402
Autres passifs financiers	32 815	997	813	425	546	843	2 044	10 069	679	49 231
Débitures subordonnées	–	–	–	–	–	188	2 042	6 784	–	9 014
Total des passifs financiers	366 101	91 457	64 203	46 909	51 775	45 080	105 198	84 035	637 020	1 491 778
Autres passifs non financiers	1 089	1 088	103	3 604	1 148	991	966	12 348	9 379	30 716
Titres de participation	–	–	–	–	–	–	–	–	92 822	92 822
Total du passif et des capitaux propres	367 190 \$	92 545 \$	64 306 \$	50 513 \$	52 923 \$	46 071 \$	106 164 \$	96 383 \$	739 221 \$	1 615 316 \$
Éléments hors bilan										
Garanties financières	590 \$	2 171 \$	2 093 \$	2 430 \$	3 086 \$	1 297 \$	3 744 \$	673 \$	72 \$	16 156 \$
Engagements de crédit	7 562	8 277	8 427	12 091	19 606	51 777	150 273	16 844	3 190	278 047
Autres engagements liés au crédit	2 178	1 104	1 366	1 648	1 529	169	843	4	91 266	100 107
Autres engagements	15	11	17	18	18	64	180	350	557	1 230
Total des éléments hors bilan	10 345 \$	11 563 \$	11 903 \$	16 187 \$	24 239 \$	53 307 \$	155 040 \$	17 871 \$	95 085 \$	395 540 \$

(1) Les titres d'emprunt détenus à des fins de transaction et classés à la juste valeur par le biais du résultat net sont pris en compte dans la catégorie Moins de 1 mois, car nous ne prévoyons pas détenir ces actifs jusqu'à leur échéance contractuelle.

(2) Les conventions de revente et les transactions de mise en pension de titre en cours, qui n'ont pas de date d'échéance établie et qui sont généralement à court terme, ont été incluses dans la catégorie Sans échéance précise.

(3) Une grande partie des dépôts basés sur les relations sont remboursables à vue ou moyennant un court préavis selon les conditions du contrat; toutefois, dans les faits, ces soldes de clients procurent les fonds de base nous permettant de répondre à nos besoins en matière d'exploitation et de liquidité comme il est expliqué à la section Profil des dépôts et du financement plus haut.

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2021									Total
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 à 2 ans	De 2 à 5 ans	5 ans et plus	Sans échéance précise	
Actif										
Trésorerie et dépôts auprès de banques	180 806 \$	1 \$	– \$	– \$	10 \$	– \$	– \$	– \$	2 502 \$	183 319 \$
Titres										
Titres détenus à des fins de transaction (1)	84 588	28	28	80	27	24	89	9 860	53 299	148 023
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	3 688	7 658	5 591	9 262	9 068	23 600	28 276	51 813	503	139 459
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés (2)	146 637	77 142	30 320	19 790	15 850	2	–	–	21 292	311 033
Prêts, déduction faite de la correction de valeur applicable	26 602	18 723	27 798	25 633	27 086	136 842	276 030	56 079	77 770	672 563
Autres										
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	12 206	6 640	16	–	5	–	5	–	(116)	18 756
Dérivés	6 034	8 102	4 963	3 232	5 702	10 526	21 014	51 341	3	110 917
Autres actifs financiers	32 811	3 033	1 557	76	224	240	261	2 048	3 241	43 491
Total des actifs financiers	493 372	121 327	70 273	58 073	57 972	171 234	325 675	171 141	158 494	1 627 561
Autres actifs non financiers	5 493	1 513	1 017	40	434	2 249	2 126	5 824	24 894	43 590
Total de l'actif	498 865 \$	122 840 \$	71 290 \$	58 113 \$	58 406 \$	173 483 \$	327 801 \$	176 965 \$	183 388 \$	1 671 151 \$
Passif et capitaux propres										
Dépôts (3)										
Emprunts non garantis (4)	99 425 \$	55 458 \$	42 762 \$	31 840 \$	36 582 \$	26 661 \$	50 889 \$	14 642 \$	602 794 \$	961 053 \$
Emprunts garantis	2 089	3 763	7 787	5 618	1 371	8 904	17 875	6 272	–	53 679
Obligations sécurisées	–	5 296	1 314	2 397	882	3 971	17 283	8 722	–	39 865
Autres										
Acceptations	12 213	6 641	15	–	3	–	–	–	9	18 881
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	32 569	–	–	–	–	–	–	–	–	32 569
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés (2)	206 486	46 307	1 452	1 488	176	4 957	–	–	14 041	274 907
Dérivés	5 616	8 353	4 688	3 223	4 407	9 504	21 705	48 569	6	106 071
Autres passifs financiers (4)	36 535	1 884	1 215	334	509	854	2 070	10 643	565	54 609
Débitures subordonnées	–	–	–	–	–	196	2 159	6 831	–	9 186
Total des passifs financiers	394 933	127 702	59 233	44 900	43 930	55 047	111 981	95 679	617 415	1 550 820
Autres passifs non financiers	1 225	1 052	297	982	2 796	848	850	12 707	9 325	30 082
Titres de participation	–	–	–	–	–	–	–	–	90 249	90 249
Total du passif et des capitaux propres	396 158 \$	128 754 \$	59 530 \$	45 882 \$	46 726 \$	55 895 \$	112 831 \$	108 386 \$	716 989 \$	1 671 151 \$
Éléments hors bilan										
Garanties financières	575 \$	1 696 \$	2 794 \$	2 078 \$	2 438 \$	1 200 \$	4 520 \$	663 \$	63 \$	16 027 \$
Engagements de crédit	3 214	9 807	15 776	9 660	15 265	53 484	153 137	14 503	3 170	278 016
Autres engagements liés au crédit	1 835	1 154	1 635	1 421	1 534	225	940	6	84 333	93 083
Autres engagements	108	12	18	18	18	72	181	332	526	1 285
Total des éléments hors bilan	5 732 \$	12 669 \$	20 223 \$	13 177 \$	19 255 \$	54 981 \$	158 778 \$	15 504 \$	88 092 \$	388 411 \$

(1) Les titres d'emprunt détenus à des fins de transaction et classés à la juste valeur par le biais du résultat net sont pris en compte dans la catégorie Moins de 1 mois, car nous ne prévoyons pas détenir ces actifs jusqu'à leur échéance contractuelle.

(2) Les conventions de revente et les transactions de mise en pension de titre en cours, qui n'ont pas de date d'échéance établie et qui sont généralement à court terme, ont été incluses dans la catégorie Sans échéance précise.

(3) Une grande partie des dépôts basés sur les relations sont remboursables à vue ou moyennant un court préavis selon les conditions du contrat; toutefois, dans les faits, ces soldes de clients procurent les fonds de base nous permettant de répondre à nos besoins en matière d'exploitation et de liquidité comme il est expliqué à la section Profil des dépôts et du financement plus haut.

(4) Les montants présentés auparavant ont été reclassés afin de rendre compte des échéances contractuelles de certains dépôts à terme et soldes connexes.

Gestion des fonds propres

Nous continuons de gérer nos fonds propres conformément à notre cadre de gestion des fonds propres tel qu'il est décrit dans notre rapport annuel 2020. En outre, nous continuons de surveiller les faits nouveaux en matière de fonds propres réglementaires, notamment les lignes directrices du BSIF liées aux réformes de Bâle III du CBCB et les lignes directrices publiées en réponse à la pandémie de COVID-19, afin d'assurer le respect intégral et opportun de ces exigences, tel qu'il est présenté à la rubrique Gestion des fonds propres de notre rapport annuel 2020, mise à jour ci-après.

Le BSIF s'attend à ce que les banques canadiennes se conforment aux ratios cibles de Bâle III en ce qui concerne le ratio CET1, le ratio de fonds propres de première catégorie et le ratio du total des fonds propres. En vertu de l'accord de Bâle III, les banques doivent choisir l'une des deux approches principales suivantes pour calculer les fonds propres réglementaires minimaux nécessaires pour couvrir le risque de crédit, le risque de marché et le risque opérationnel : l'approche standard et l'approche fondée sur les notations internes.

Le Conseil de stabilité financière (CSF) nous a désignés de nouveau en tant que banque d'importance systémique mondiale. Cette désignation exige que nous respections une exigence plus élevée en matière d'absorption des pertes (capitaux propres attribuables aux actionnaires en pourcentage de l'actif pondéré en fonction des risques), soit 1 %, conformément à l'exigence applicable aux banques d'importance systémique intérieure.

Le 13 mars 2020, en réponse aux bouleversements entraînés par la pandémie de COVID-19, et pour aider les banques canadiennes d'importance systémique intérieure à soutenir l'économie en fournissant davantage de crédit, le BSIF a annoncé une diminution de la réserve pour stabilité intérieure, qui passerait de 2,25 % à 1,0 % du total de l'actif pondéré en fonction des risques. À cette date, le BSIF s'est également engagé à ne pas accroître cette réserve pour une période de 18 mois. Le 8 décembre 2020, le BSIF a confirmé que la réserve pour stabilité intérieure serait maintenue à 1,0 % du total de l'actif pondéré en fonction des risques, conformément à son engagement. Le 14 décembre 2020, le BSIF a confirmé qu'il s'attendait, tel qu'il l'avait annoncé initialement en mars 2020, à ce que toutes les banques interrompent tout processus d'augmentation des dividendes ou de rachat d'actions et précisé que certaines exceptions pourraient être acceptables en ce qui a trait aux dividendes spéciaux non récurrents, sous réserve de l'obtention des approbations requises.

Au deuxième trimestre de 2020, le BSIF a annoncé une série d'ajustements réglementaires et de directives visant à soutenir la résilience financière et opérationnelle du secteur bancaire dans le contexte actuel de la pandémie de COVID-19. Jusqu'ici, ces mesures et directives comprennent notamment :

- Ajustements réglementaires ayant trait à l'actif pondéré en fonction des risques, y compris des mesures temporaires qui visent à réduire les multiplicateurs de la VAR en période de tensions qui passent de trois à un, et l'exclusion permanente des couvertures des ajustements de l'évaluation liés au financement du calcul du risque de marché.
 - Le 16 mars 2021, le BSIF a annoncé la levée des mesures temporaires visant à réduire les multiplicateurs de la VAR en période de tensions, exigeant que les banques reviennent aux niveaux qui étaient en vigueur avant la pandémie à compter du 1^{er} mai 2021.
- Modifications pour les augmentations de dotations à la provision pour pertes de crédit attendues liées aux fonds propres CET1 consistant à appliquer un montant majoré, ajusté en fonction des incidences fiscales et multiplié par un taux d'exclusion de 70 % pour les provisions de stade 1 et de stade 2 entre le premier trimestre de 2020 et les trimestres correspondants de l'exercice 2020. Par la suite, le taux d'exclusion sera respectivement ramené à 50 % et à 25 % pour les exercices 2021 et 2022. Ces modifications ne s'appliquent pas aux portefeuilles d'une institution financière qui sont calculés selon l'approche fondée sur les notations internes pour les trimestres au cours desquels l'institution affiche un déficit au titre des provisions.
- Exclusion des montants de l'exposition du ratio de levier des réserves auprès de la banque centrale et les titres d'émetteurs souverains qui sont admissibles en tant qu'actifs liquides de haute qualité jusqu'au 31 décembre 2021.
- Abaissement du plancher de fonds propres réglementaire actuel pour les institutions financières qui utilisent l'approche fondée sur les notations internes, ce plancher étant ramené de 75 % à 70 % de l'actif pondéré en fonction des risques aux termes de l'approche standard. Le plancher réduit restera en vigueur jusqu'à l'adoption des réformes de Bâle III au premier trimestre de 2023.
- Clarification du traitement des ratios de fonds propres et de levier applicables à certains programmes d'aide publique. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Gestion du capital de notre rapport annuel 2020, rubrique mise à jour ci-dessous.
 - Le 27 janvier 2021, le BSIF a fourni des indications sur le traitement, au regard des normes de fonds propres, des prêts octroyés dans le cadre du Programme de crédit pour les secteurs très touchés de la BDC, soulignant que la pondération du risque applicable doit se faire conformément aux directives réglementaires actuelles. De plus, le montant total des prêts doit être inclus dans le calcul du ratio de levier.

Le BSIF a évalué la nécessité de ces mesures d'assouplissement et continuera de le faire. Au besoin, nous avons tenu compte des ajustements et directives en vigueur dans nos résultats et nos activités continues de planification des fonds propres.

Le tableau ci-après présente un sommaire des ratios cibles réglementaires actuels établis par le BSIF au titre de Bâle III ainsi que des exigences relatives au deuxième pilier. Nous respectons toutes les exigences en matière de fonds propres et de levier que nous impose le BSIF.

Ratios de fonds propres et de levier au titre de Bâle III	Exigences de ratios cibles des fonds propres réglementaires du BSIF applicables aux grandes banques au titre de Bâle III				Ratios de fonds propres et de levier de RBC au 30 avril 2021	Réserve pour stabilité intérieure ⁽³⁾	Ratio minimal, y compris les réserves de fonds propres, le supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure et mondiale et la réserve pour stabilité intérieure	
	Ratio minimal	Réserves de fonds propres ⁽¹⁾	Ratio minimal, y compris les réserves de fonds propres	Supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure et mondiale ⁽²⁾				Ratio minimal, y compris les réserves de fonds propres et le supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure et mondiale ⁽²⁾
Fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires	4,5 %	2,5 %	7,0 %	1,0 %	8,0 %	12,8 %	1,0 %	9,0 %
Fonds propres de première catégorie	6,0 %	2,5 %	8,5 %	1,0 %	9,5 %	14,1 %	1,0 %	10,5 %
Total des fonds propres	8,0 %	2,5 %	10,5 %	1,0 %	11,5 %	15,8 %	1,0 %	12,5 %
Ratio de levier	3,0 %	s.o.	3,0 %	s.o.	3,0 %	5,0 %	s.o.	3,0 %

(1) Les réserves de fonds propres comprennent la réserve de conservation des fonds propres et la réserve de fonds propres anticyclique, comme le BSIF le prescrit.

(2) Un supplément de fonds propres équivalant à notre supplément applicable aux banques d'importance systémique intérieure et au supplément du CBCB applicable aux banques d'importance systémique mondiale, selon le plus élevé des deux montants, s'applique aux fonds propres pondérés en fonction des risques.

(3) En date du 13 mars 2020, conformément aux directives modifiées énoncées précédemment, le BSIF a fait passer le niveau de la réserve pour stabilité intérieure de 2,25 % à 1,0 % du total de l'actif pondéré en fonction des risques. Le 8 décembre 2020, le BSIF a confirmé que cette réserve serait maintenue à 1,0 % du total de l'actif pondéré en fonction des risques.

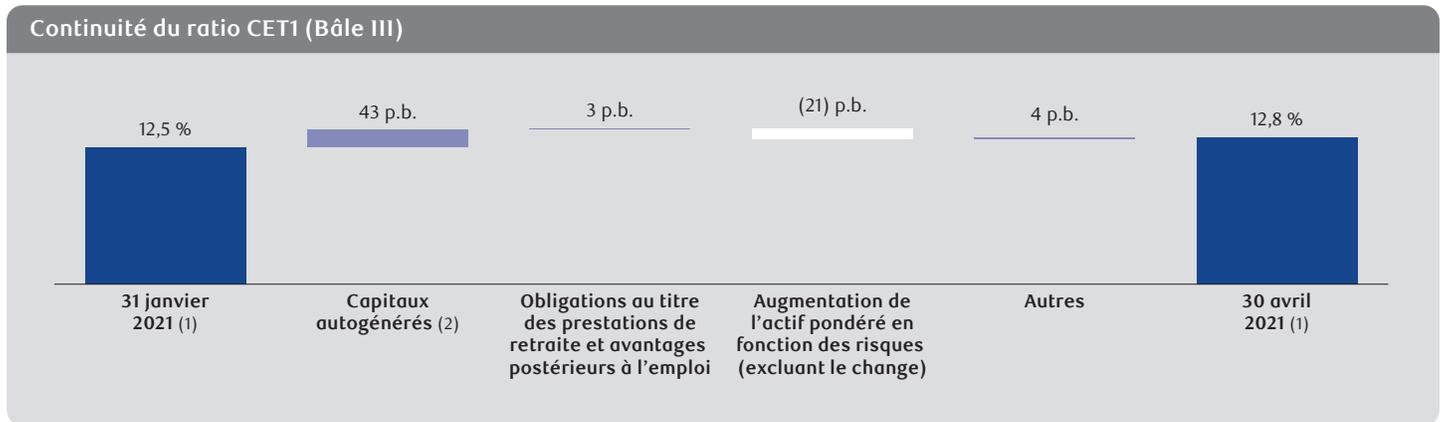
s.o. sans objet

Le tableau qui suit présente des informations détaillées sur nos fonds propres réglementaires, notre actif pondéré en fonction des risques et nos ratios de fonds propres et de levier. Notre position de capital demeure solide, et nos ratios de fonds propres et de levier restent bien supérieurs aux cibles de fonds propres réglementaires fixées par le BSIF.

	Aux		
	30 avril 2021	31 janvier 2021	31 octobre 2020
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)			
Fonds propres ⁽¹⁾			
Fonds propres CET1	70 970 \$	69 555 \$	68 082 \$
Fonds propres de première catégorie	78 139	76 733	74 005
Total des fonds propres	87 636	86 543	84 928
Actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul des ratios de fonds propres ⁽¹⁾			
Risque de crédit	452 857 \$	458 162 \$	448 821 \$
Risque de marché	30 617	28 449	27 374
Risque opérationnel	72 133	70 908	70 047
Total de l'actif pondéré en fonction des risques	555 607 \$	557 519 \$	546 242 \$
Ratios de fonds propres et ratio de levier ⁽¹⁾			
Ratio CET1	12,8 %	12,5 %	12,5 %
Ratio de fonds propres de première catégorie	14,1 %	13,8 %	13,5 %
Ratio du total des fonds propres	15,8 %	15,5 %	15,5 %
Ratio de levier	5,0 %	4,8 %	4,8 %
Exposition du ratio de levier (en milliards)	1 576,3 \$	1 585,3 \$	1 552,9 \$

(1) Les fonds propres, l'actif pondéré en fonction des risques et les ratios de fonds propres sont calculés conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF et le ratio de levier est calculé conformément aux exigences de levier du BSIF, révisées pour tenir compte des lignes directrices publiées par le BSIF en réponse à la pandémie de COVID-19. Les lignes directrices sur les normes de fonds propres et les exigences de levier sont établies d'après le cadre de l'accord de Bâle III.

Deuxième trimestre de 2021 par rapport au premier trimestre de 2021



(1) Représente des chiffres arrondis.

(2) Capitaux autogénérés d'un montant de 2,4 milliards de dollars qui représente le bénéfice net disponible pour les actionnaires, moins les dividendes sur les actions ordinaires et privilégiées et les distributions sur les autres instruments de capitaux propres.

Notre ratio CET1 s'est établi à 12,8 %, en hausse de 30 p.b. par rapport au dernier trimestre, en raison principalement des capitaux autogénérés et de l'incidence des taux d'actualisation plus élevés utilisés aux fins de la détermination de nos obligations au titre des prestations de retraite et avantages postérieurs à l'emploi, facteurs qui ont été contrebalancés en partie par la croissance de l'actif pondéré en fonction des risques (excluant le change).

Notre ratio de fonds propres de première catégorie, soit 14,1 %, a progressé de 30 p.b., en raison des facteurs énoncés ci-dessus en ce qui a trait au ratio CET1.

Notre ratio du total des fonds propres s'est chiffré à 15,8 %, en hausse de 30 p.b., en raison des facteurs énoncés ci-dessus en ce qui a trait au ratio de fonds propres de première catégorie.

L'actif pondéré en fonction des risques a diminué de 1,9 milliard de dollars, en raison surtout de l'incidence du change et des révisions nettes à la hausse des notations. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la croissance des activités de prêts de gros, des activités de négociation initiées par les clients et des prêts hypothécaires résidentiels. L'incidence du change sur l'actif pondéré en fonction des risques a été largement compensée par les couvertures économiques de notre ratio CET1.

Notre ratio de levier s'est établi à 5,0 %, en hausse de 20 p.b., reflétant principalement les capitaux autogénérés et l'incidence du change, facteurs qui ont été neutralisés en partie par des réductions au chapitre des modifications réglementaires concernant les réserves des banques centrales et de l'admissibilité des titres d'émetteurs souverains en tant qu'actifs liquides de haute qualité.

La diminution de 9,0 milliards de dollars des positions de levier découle surtout de l'incidence du change, qui a été contrebalancée en partie par des réductions au chapitre des modifications réglementaires concernant les réserves des banques centrales et de l'admissibilité des titres d'émetteurs souverains en tant qu'actifs liquides de haute qualité.

Au troisième trimestre de 2021, nous prévoyons refléter les mises à jour des paramètres du modèle afin d'accroître le seuil utilisé pour identifier les petites entreprises clientes assujetties au traitement applicable à la clientèle de détail, tel que permis en vertu des exigences en matière de fonds propres réglementaires, et recalibrer les paramètres relatifs à la probabilité de défaillance pour le reste des emprunteurs de notre portefeuille de prêts de gros. Nous nous attendons à ce que la mise en œuvre de ces mises à jour de paramètres fasse augmenter notre ratio CET1 d'environ 70 à 80 p.b. au troisième trimestre de 2021. Cette incidence sera neutralisée en partie par l'augmentation des multiplicateurs de la VAR en période de tensions qui entre en vigueur le 1^{er} mai 2021, comme il est mentionné plus haut, laquelle devrait réduire notre ratio CET1 d'environ 10 à 15 p.b. Ces deux estimations pourraient être appelées à changer en fonction de la taille ou de la composition du portefeuille détenu.

Principales activités de gestion des fonds propres

Le tableau suivant présente nos principales activités de gestion des fonds propres.

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)	Pour le trimestre clos le 30 avril 2021			Pour le semestre clos le 30 avril 2021	
	Date d'émission ou de rachat	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
Fonds propres de première catégorie					
Activités liées aux actions ordinaires					
Actions émises dans le cadre des régimes de rémunération fondée sur des actions (1)		324	25 \$	820	61 \$
Émission de billets de capital à recours limité (billets LRCN) de série 2 (2), (3), (4)	2 novembre 2020	—	—	1 250	1 250
Fonds propres de deuxième catégorie					
Rachat de débetures subordonnées échéant le 20 janvier 2026 (3), (4)	20 janvier 2021		— \$		(1 500)\$
Émission de débetures subordonnées échéant le 28 janvier 2033 (3), (4)	28 janvier 2021		—		1 000

(1) Les montants comprennent la trésorerie reçue au titre des options sur actions exercées au cours de la période et les ajustements de la juste valeur des options sur actions.

(2) En ce qui concerne les billets LRCN, le nombre d'actions correspond au nombre de billets émis.

(3) Pour plus de détails, se reporter à la note 9 de nos états financiers résumés.

(4) Instruments de fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV).

Le 27 février 2020, nous avons annoncé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant le rachat d'au plus 20 millions de nos actions ordinaires. Cette offre a expiré le 1^{er} mars 2021 et a permis de racheter pour annulation 0,4 million d'actions au coût de 39 millions de dollars. Conformément à l'annonce par le BSIF de son intention d'imposer un arrêt des rachats d'actions, nous avons cessé le rachat de nos actions ordinaires à compter du 13 mars 2020.

Au 30 avril 2021, nous n'avons pas d'offre publique de rachat dans le cours normal des activités en cours.

Nous déterminons le montant et le calendrier des rachats dans le cadre d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités après consultation du BSIF. Les rachats peuvent être effectués par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto, de la Bourse de New York et d'autres Bourses ou systèmes canadiens de négociation désignés. Le prix payé pour les actions rachetées correspond au cours en vigueur à la date du rachat.

Le 2 novembre 2020, nous avons émis 1 250 millions de dollars de billets LRCN de série 2 au prix de 1 000 \$ chacun. Les billets LRCN de série 2 portent intérêt à un taux fixe de 4,0 % par année jusqu'au 24 février 2026 et, par la suite, à un taux annuel rajusté tous les cinq ans correspondant au rendement des obligations du gouvernement du Canada à 5 ans majoré de 3,617 % jusqu'à l'échéance, le 24 février 2081.

Le 20 janvier 2021, nous avons racheté la totalité des 1 500 millions de dollars de nos débetures subordonnées à 3,31 % en circulation échéant le 20 janvier 2026 pour la totalité de leur capital, majoré des intérêts courus jusqu'à la date de rachat, sans compter cette date.

Le 28 janvier 2021, nous avons émis 1 000 millions de dollars de débetures subordonnées relatives aux FPUNV. Ces débetures portent intérêt au taux fixe de 1,67 % par année jusqu'au 28 janvier 2028, puis au taux CDOR (Canadian Dollar Offered Rate) à trois mois majoré de 0,55 % jusqu'à leur échéance, le 28 janvier 2033.

Le 24 mai 2021, nous avons racheté la totalité des 29 millions de nos actions privilégiées de premier rang à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de série BK émises et en circulation au prix de 25 \$ l'action.

Au cours du trimestre, nous avons annoncé notre intention de racheter la totalité de nos 30 millions d'actions privilégiées de premier rang à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de série BM au prix de 25 \$ l'action. Ces actions seront rachetées le 24 août 2021.

Principales données concernant les actions (1)

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et sauf indication contraire)	Au 30 avril 2021		
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Dividendes déclarés par action
Actions ordinaires émises	1 424 681	17 689 \$	1,08 \$
Actions propres – actions ordinaires (2)	46	9	
Actions ordinaires en circulation	1 424 727	17 698 \$	
Options sur actions et attribution d'actions			
En cours	8 169		
Exercibles	3 677		
Actions privilégiées de premier rang émises			
À dividende non cumulatif, série AZ (3), (4)	20 000	500 \$	0,23 \$
À dividende non cumulatif, série BB (3), (4)	20 000	500	0,23
À dividende non cumulatif, série BD (3), (4)	24 000	600	0,20
À dividende non cumulatif, série BF (3), (4)	12 000	300	0,19
À dividende non cumulatif, série BH (4)	6 000	150	0,31
À dividende non cumulatif, série BI (4)	6 000	150	0,31
À dividende non cumulatif, série BJ (4)	6 000	150	0,33
À dividende non cumulatif, série BK (3), (4)	29 000	725	0,34
À dividende non cumulatif, série BM (3), (4)	30 000	750	0,34
À dividende non cumulatif, série BO (3), (4)	14 000	350	0,30
À dividende non cumulatif, série C-2 (5)	15	23	16,88 \$ US
Autres instruments de capitaux propres émis			
Billets de capital à recours limité de série 1 (3), (4), (6), (7)	1 750	1 750	4,50 %
Billets de capital à recours limité de série 2 (3), (4), (6), (8)	1 250	1 250	4,00 %
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres émis	170 015	7 198	
Instruments en propre – actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	(6)	(7)	
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres en circulation	170 009	7 191 \$	
Dividendes sur actions ordinaires		1 540 \$	
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres (9)		76	

- (1) Pour plus de détails au sujet de nos activités de gestion des fonds propres, se reporter à la note 9 de nos états financiers résumés.
- (2) Les montants positifs représentent une position vendeur dans des instruments en propre.
- (3) Le taux de dividende est révisé tous les cinq ans.
- (4) Instruments relatifs aux FPUNV.
- (5) Représente 615 400 actions représentatives d'actions étrangères relatives aux actions privilégiées de série C-2. Chaque action représentative d'action étrangère représente un quarantième de droit sur une action de série C-2.
- (6) En ce qui concerne les billets LRCN, le nombre d'actions correspond au nombre de billets émis, et les dividendes déclarés par action correspondent au taux d'intérêt annuel applicable aux billets émis à la date de clôture.
- (7) Dans le cadre de l'émission des billets LRCN de série 1, le 28 juillet 2020, nous avons émis 1 750 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang de série BQ (série BQ) au prix de 1 000 \$ chacune. Les actions de série BQ ont été émises en faveur d'une fiducie consolidée afin d'y être détenues en tant qu'actifs en fiducie en lien avec la structure des billets LRCN.
- (8) Dans le cadre de l'émission des billets LRCN de série 2, le 2 novembre 2020, nous avons émis 1 250 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang de série BR (série BR) au prix de 1 000 \$ chacune. Les actions de série BR ont été émises en faveur d'une fiducie consolidée afin d'y être détenues en tant qu'actifs en fiducie en lien avec la structure des billets LRCN.
- (9) Compte non tenu des distributions versées aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle.

Le 21 mai 2021, le nombre d'actions ordinaires en circulation s'établissait à 1 425 096 393, déduction faite des (270 601) actions propres détenues, et le nombre d'options sur actions et d'attributions d'actions en cours était de 8 027 735.

Les clauses relatives aux FPUNV exigent la conversion des instruments de fonds propres en un nombre variable d'actions ordinaires dès lors que le BSIF considère une banque comme non viable ou que le gouvernement fédéral ou un gouvernement provincial au Canada annonce publiquement qu'une banque a accepté ou a convenu d'accepter une injection de capitaux. Si un événement déclencheur faisant intervenir les FPUNV devait se produire, les actions privilégiées de séries AZ, BB, BD, BF, BH, BI, BJ, BK, BM, BO, les billets LRCN de séries 1 et 2 et les débentures subordonnées échéant le 29 septembre 2026, le 27 janvier 2026, le 25 juillet 2029, le 23 décembre 2029, le 30 juin 2030 et le 28 janvier 2033, qui sont des instruments de fonds propres relatifs aux FPUNV au 30 avril 2021, seraient convertis en actions ordinaires selon une formule de conversion automatique, à un prix de conversion correspondant au plus élevé des montants suivants : i) un prix plancher contractuel de 5,00 \$; et ii) le cours de nos actions ordinaires à la date de l'événement déclencheur (cours moyen pondéré sur 10 jours). Selon un prix plancher de 5,00 \$ et en tenant compte des dividendes et intérêts cumulés estimés, ces instruments de fonds propres relatifs aux FPUNV se convertiraient au total en un maximum de 3 922 millions d'actions ordinaires de RBC, d'où un effet dilutif de 73,36 % selon le nombre d'actions ordinaires en circulation au 30 avril 2021.

Capacité totale d'absorption des pertes

Le 18 avril 2018, le BSIF a publié la version définitive de sa ligne directrice sur la capacité totale d'absorption des pertes qui s'applique aux banques canadiennes d'importance systémique intérieure dans le cadre du régime de recapitalisation interne mis en place par le gouvernement fédéral. Cette ligne directrice s'inscrit dans la même veine que la norme sur la capacité totale d'absorption des pertes publiée le 9 novembre 2015 par le Conseil de stabilité financière à l'intention des institutions désignées en tant que banques d'importance systémique mondiale, si ce n'est qu'elle a été adaptée pour le contexte canadien. L'exigence vise à assurer une capacité suffisante d'absorption des pertes d'une banque d'importance systémique de manière à permettre sa recapitalisation interne dans l'éventualité d'une défaillance. On entend par « capacité totale d'absorption des pertes » l'ensemble des fonds propres de première catégorie, des fonds propres de deuxième catégorie et des autres instruments liés à la capacité totale d'absorption des pertes qui permettent leur conversion, en tout ou en partie, en actions ordinaires en vertu de la *Loi sur la SADC* et moyennant satisfaction de tous les critères d'admissibilité de la directive.

Les exigences relatives à la capacité totale d'absorption des pertes établissaient deux normes minimales qui doivent être appliquées d'ici le 1^{er} novembre 2021 : le ratio de la capacité totale d'absorption des pertes fondé sur les risques, qui s'appuie sur les ratios de fonds propres fondés sur les risques décrits dans la ligne directrice sur les normes de fonds propres et le ratio de levier de la capacité totale d'absorption des pertes, qui s'appuie sur le ratio de levier décrit dans la ligne directrice sur les exigences de levier du BSIF. Le 16 avril 2020, le BSIF a informé les banques d'importance systémique de leur obligation de maintenir un ratio de la capacité totale d'absorption des pertes minimal de 22,5 %. Ce ratio inclut la réserve pour stabilité intérieure, qui s'établit actuellement à 1,0 %. Le BSIF continue d'exiger un ratio de levier de la capacité totale d'absorption des pertes de 6,75 %. Nous avons commencé à émettre des titres de créance admissibles au régime de recapitalisation interne au quatrième trimestre de 2018, ce qui a contribué à l'accroissement de notre ratio de la capacité totale d'absorption des pertes. Selon nos prévisions, ce ratio devrait continuer d'augmenter grâce au refinancement, dans le cours normal de nos activités, des titres de créance à terme non garantis arrivant à échéance.

Faits nouveaux en matière de réglementation

Réformes de Bâle III

Le 11 mars 2021, le BSIF a lancé des consultations sectorielles sur l'adoption des réformes de Bâle III proposées par le CBCB dans ses Normes de fonds propres et de liquidité et exigences de levier existantes ainsi que ses Exigences de communication financière au titre du troisième pilier. Bien qu'il adopte les normes internationales, le BSIF s'assure également de les adapter aux exigences du marché canadien. Nous prévoyons de maintenir notre dialogue avec le BSIF sur la mise en œuvre des réformes de Bâle III au pays, et prenons les mesures appropriées pour nous assurer d'être prêts à adopter les réformes au besoin compte tenu des indications fournies à ce jour. Les lignes directrices révisées susmentionnées entrent en vigueur le 1^{er} novembre 2022 pour les banques d'importance systémique intérieure canadiennes.

Questions en matière de comptabilité et de contrôle

Résumé des méthodes comptables et estimations

Nos états financiers résumés sont présentés conformément à la Norme comptable internationale (IAS) 34 *Information financière intermédiaire*. Nos principales méthodes comptables sont décrites à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2020 et de nos états financiers résumés du deuxième trimestre de 2021.

Mise en application des méthodes, jugements, estimations et hypothèses comptables critiques

La pandémie de COVID-19 continue d'évoluer et le contexte économique dans lequel nous exerçons nos activités risque d'être marqué par une volatilité persistante, ce qui pourrait continuer d'avoir une incidence sur nos résultats financiers, puisque la durée de la pandémie de COVID-19, l'efficacité des mesures prises par les gouvernements et les banques centrales en réponse à la pandémie de COVID-19 et l'efficacité des vaccins contre les nouveaux variants du virus demeurent encore incertaines. Certains jugements critiques sont particulièrement complexes dans le contexte actuel d'incertitude, et des montants sensiblement différents pourraient être présentés dans des conditions ou des hypothèses différentes. Nous continuons à surveiller et à évaluer les effets de la pandémie de COVID-19 sur nos jugements, estimations et hypothèses comptables critiques, qui sont décrits dans la note 2 de nos états financiers consolidés annuels.

Changements de méthodes comptables et des informations à fournir

Changements de méthodes comptables

Au cours du premier trimestre de 2021, nous avons adopté le *Cadre conceptuel* révisé. Les modifications n'ont pas eu d'incidence significative sur nos états financiers consolidés.

Au cours du premier trimestre de 2021, nous avons adopté par anticipation les modifications de phase 2 à IFRS 9 *Instruments financiers*, à IAS 39 *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*, à IFRS 7 *Instruments financiers : Informations à fournir*, à IFRS 4 *Contrats d'assurance* et à IFRS 16 *Contrats de location* (les Modifications). Pour plus de détails sur ces changements, se reporter à la note 2 de nos états financiers résumés.

Changements futurs de méthodes comptables et des informations à fournir

Les changements futurs de méthodes comptables et d'informations à fournir qui, en ce qui nous concerne, ne sont pas encore en vigueur, sont décrits à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2020.

Contrôles et procédures

Contrôles et procédures de présentation de l'information

Au 30 avril 2021, la direction a évalué l'efficacité de nos contrôles et procédures de présentation de l'information conformément aux règles adoptées par la SEC des États-Unis. Cette évaluation a été faite sous la supervision et avec le concours du président et chef de la direction et du chef des finances, qui ont conclu que nos contrôles et procédures de présentation de l'information étaient efficaces au 30 avril 2021.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2021, nous n'avons effectué aucune modification de notre contrôle interne à l'égard de l'information financière ayant eu une incidence significative, ou étant raisonnablement susceptible d'avoir une incidence significative, sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Transactions entre parties liées

Dans le cours normal de nos activités, nous offrons des services bancaires et des services d'exploitation habituels, et concluons d'autres transactions avec des sociétés affiliées ou avec d'autres sociétés liées, y compris avec nos coentreprises, selon des modalités semblables à celles des parties non liées. Nous consentons des prêts à des administrateurs, à des dirigeants et à d'autres employés à des taux normalement consentis à nos clients privilégiés. Nous offrons en outre des régimes d'attribution d'actions différées et d'autres régimes aux administrateurs qui ne sont pas nos employés, aux dirigeants et à certains autres employés clés. Pour plus de détails, se reporter aux notes 12 et 26 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2020.

Index des recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements

La publication de notre rapport annuel 2020, de notre rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2021, du document d'information financière complémentaire (IFC) et du rapport portant sur le troisième pilier a pour objectif la présentation de renseignements transparents et de grande qualité concernant les risques, conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements du conseil de la stabilité financière (CSF). L'information figurant dans l'IFC et le rapport portant sur le troisième pilier n'est pas et ne doit pas être considérée comme étant intégrée par renvoi à notre rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2021.

L'index qui suit présente un sommaire de nos renseignements à fournir selon les recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements.

Catégorie de risque	Recommandation	Information à fournir	Référence		
			Page du rapport aux actionnaires	Page du rapport annuel	Page de l'IFC
Généralités	1	Table des matières sur les informations relatives aux risques à fournir conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements	60	132	1
	2	Définir la terminologie et les mesures relatives aux risques		61-67, 253-254	–
	3	Risques connus et risques émergents		58-61	–
	4	Nouveaux ratios réglementaires	52-55	108-114	–
Gouvernance, gestion du risque et modèle d'affaires	5	Structure de gestion des risques		61-67	–
	6	Culture à l'égard du risque		63-67	–
	7	Risques relatifs au contexte dans lequel nous exerçons nos activités		118	–
	8	Simulation de crise		65, 81	–
Adéquation des fonds propres et actif pondéré en fonction des risques	9	Ratios de fonds propres minimaux en vertu de l'accord de Bâle III et supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure	54	108-114	–
	10	Composition des fonds propres et rapprochement du bilan comptable et du bilan réglementaire		–	*
	11	État de l'évolution des fonds propres réglementaires		–	20
	12	Planification stratégique en matière de fonds propres		108-114	–
	13	Actif pondéré en fonction des risques par secteur d'activité		–	21
	14	Analyse des exigences en matière de fonds propres et renseignements sur le modèle d'évaluation connexe		68-72	*
	15	Information relative au risque de crédit lié à l'actif pondéré en fonction des risques et mesures de risque connexes		–	*
16	Évolution de l'actif pondéré en fonction des risques par catégorie de risque		–	21	
17	Information relative au contrôle ex post en vertu de l'accord de Bâle		65, 81	32	
Liquidités	18	Analyse quantitative et qualitative de notre réserve de liquidités	43	89-90, 94-96	–
Financement	19	Actifs grevés et non grevés par catégorie du bilan, et obligations contractuelles découlant de révisions des notations	44, 47	91, 94	–
	20	Analyse de l'ensemble des actifs, passifs et engagements hors bilan consolidés en fonction de la durée contractuelle résiduelle à la date du bilan	51-52	96-97	–
	21	Sources de financement et stratégie de financement	44-46	91-93	–
Risque de marché	22	Liens entre les postes du bilan et les mesures de risque de marché relatives aux portefeuilles de négociation et aux portefeuilles autres que de négociation	41-42	86-87	–
	23	Ventilation des facteurs de risque de marché	37-40	80-85	–
	24	Informations relatives à la validation et au contrôle ex post des mesures de risque de marché		81	–
	25	Principales techniques de gestion des risques au-delà des mesures et paramètres de risque présentés		80-85	–
Risque de crédit	26	Profil de risque de crédit de la Banque	28-37	68-80, 188-196	22-23, *
		Sommaire quantitatif de l'ensemble des expositions au risque de crédit en rapprochement avec le bilan	80-87	126-131	*
	27	Politiques de détermination des prêts douteux		69-72, 121, 154-158	–
	28	Rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture des prêts douteux et des provisions pour dépréciation au cours de l'exercice		–	24, 29
	29	Quantification de l'exposition notionnelle brute aux dérivés négociés hors cote ou en Bourse		73	33
30	Mesures d'atténuation du risque de crédit, y compris les garanties détenues pour toutes les sources de risque de crédit		71-72	*	
Autres	31	Autres types de risque		99-107	–
	32	Événements publics comportant des risques		102-103, 239-241	–

* Ces exigences de communication sont remplies en totalité ou en partie grâce aux informations incluses dans le rapport portant sur le troisième pilier pour le trimestre clos le 30 avril 2021 et l'exercice clos le 31 octobre 2020.

États financiers consolidés intermédiaires résumés (non audité)

Bilans consolidés intermédiaires résumés (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Aux	
	30 avril 2021	31 octobre 2020
Actif		
Trésorerie et montants à recevoir de banques	114 307 \$	118 888 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	63 438	39 013
Titres		
Titres détenus à des fins de transaction	125 733	136 071
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable (note 4)	129 419	139 743
	255 152	275 814
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	308 031	313 015
Prêts (note 5)		
Prêts de détail	476 230	457 976
Prêts de gros	202 427	208 655
	678 657	666 631
Correction de valeur pour pertes sur prêts (note 5)	(5 146)	(5 639)
	673 511	660 992
Actif net des fonds distincts	2 338	1 922
Autres		
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	18 817	18 507
Dérivés	97 236	113 488
Locaux et matériel	7 601	7 934
Goodwill	10 816	11 302
Autres immobilisations incorporelles	4 497	4 752
Autres actifs	59 572	58 921
	198 539	214 904
Total de l'actif	1 615 316 \$	1 624 548 \$
Passif et capitaux propres		
Dépôts (note 6)		
Particuliers	348 114 \$	343 052 \$
Entreprises et gouvernements	644 283	624 311
Banques	40 926	44 522
	1 033 323	1 011 885
Passif net des fonds distincts	2 338	1 922
Autres		
Acceptations	18 942	18 618
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	31 817	29 285
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	257 049	274 231
Dérivés	92 402	109 927
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	12 109	12 215
Autres passifs	65 500	69 831
	477 819	514 107
Débiteures subordonnées (note 9)	9 014	9 867
Total du passif	1 522 494	1 537 781
Capitaux propres attribuables aux actionnaires		
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres (note 9)	7 191	5 945
Actions ordinaires (note 9)	17 698	17 499
Bénéfices non distribués	66 163	59 806
Autres composantes des capitaux propres	1 683	3 414
	92 735	86 664
Participations ne donnant pas le contrôle	87	103
Total des capitaux propres	92 822	86 767
Total du passif et des capitaux propres	1 615 316 \$	1 624 548 \$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés du résultat net (non audité)

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Pour les trimestres clos		Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2021	le 30 avril 2020	le 30 avril 2021	le 30 avril 2020
Revenu d'intérêt et de dividende (note 3)				
Prêts	5 296 \$	5 937 \$	10 803 \$	12 295 \$
Titres	1 217	1 730	2 493	3 472
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	322	1 492	711	3 501
Dépôts et autres	63	67	127	196
	6 898	9 226	14 134	19 464
Charge d'intérêt (note 3)				
Dépôts et autres	1 392	2 337	2 900	5 357
Autres passifs	609	1 343	1 250	3 257
Débitures subordonnées	43	81	95	164
	2 044	3 761	4 245	8 778
Revenu net d'intérêt	4 854	5 465	9 889	10 686
Revenus autres que d'intérêt				
Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires	536	197	2 345	2 191
Revenus tirés des activités de négociation	377	(66)	901	392
Commissions de gestion de placements et de services de garde	1 711	1 500	3 414	3 035
Revenus tirés des fonds communs de placement	1 014	890	2 014	1 836
Commissions de courtage en valeurs mobilières	431	460	832	778
Frais bancaires	460	468	918	956
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils	747	544	1 337	1 171
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	292	280	581	533
Revenus sur cartes	281	212	553	499
Commissions de crédit	368	304	700	664
Profits nets sur les titres de placement	82	45	117	56
Quote-part des bénéfices des coentreprises et des entreprises associées	24	15	49	37
Autres	441	19	911	335
	6 764	4 868	14 672	12 483
Total des revenus	11 618	10 333	24 561	23 169
Dotation à la provision pour pertes de crédit (notes 4 et 5)	(96)	2 830	14	3 249
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	149	(177)	1 555	1 437
Frais autres que d'intérêt				
Ressources humaines (note 7)	4 152	3 573	8 440	7 633
Matériel	487	468	980	930
Frais d'occupation	400	417	804	814
Communications	212	252	425	502
Honoraires	314	324	605	608
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	318	315	637	618
Autres	496	593	1 030	1 215
	6 379	5 942	12 921	12 320
Bénéfice avant impôt	5 186	1 738	10 071	6 163
Impôt sur le résultat	1 171	257	2 209	1 173
Bénéfice net	4 015 \$	1 481 \$	7 862 \$	4 990 \$
Bénéfice net attribuable aux :				
Actionnaires	4 014 \$	1 484 \$	7 859 \$	4 988 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	1	(3)	3	2
	4 015 \$	1 481 \$	7 862 \$	4 990 \$
Bénéfice de base par action (en dollars) (note 10)	2,76 \$	1,00 \$	5,42 \$	3,41 \$
Bénéfice dilué par action (en dollars) (note 10)	2,76	1,00	5,42	3,40
Dividendes par action ordinaire (en dollars)	1,08	1,08	2,16	2,13

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés du résultat global (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2021	le 30 avril 2020	le 30 avril 2021	le 30 avril 2020
Bénéfice net	4 015 \$	1 481 \$	7 862 \$	4 990 \$
Autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt				
Éléments qui seront reclassés en résultat dans une période future :				
Variation nette des profits (pertes) latents sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global				
Profits nets (pertes nettes) latents sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(79)	(989)	290	(806)
Dotation à la provision pour pertes de crédit comptabilisée en résultat	15	24	13	23
Reclassement en résultat de pertes nettes (profits nets) sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(66)	(64)	(102)	(73)
	(130)	(1 029)	201	(856)
Écarts de change				
Profits (pertes) de change latents	(2 466)	2 937	(4 634)	3 348
Profits nets (pertes nettes) de change liés aux activités de couverture	1 035	(1 126)	1 827	(1 304)
Reclassement en résultat de pertes (profits) de change	(7)	-	(7)	-
	(1 438)	1 811	(2 814)	2 044
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie				
Profits nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	669	(1 103)	796	(1 277)
Reclassement en résultat de pertes (profits) sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	33	108	78	100
	702	(995)	874	(1 177)
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat dans une période future :				
Réévaluations des régimes d'avantages du personnel (note 7)	938	457	1 719	(12)
Variation nette de la juste valeur attribuable au risque de crédit lié aux passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	88	662	(36)	553
Profits nets (pertes nettes) sur les titres de participation désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(5)	20	(1)	21
	1 021	1 139	1 682	562
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	155	926	(57)	573
Total du résultat global	4 170 \$	2 407 \$	7 805 \$	5 563 \$
Total du résultat global attribuable aux :				
Actionnaires	4 173 \$	2 404 \$	7 810 \$	5 555 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	(3)	3	(5)	8
	4 170 \$	2 407 \$	7 805 \$	5 563 \$

L'incidence de l'impôt sur le résultat sur les états consolidés intermédiaires résumés du résultat global est présentée dans le tableau suivant :

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2021	le 30 avril 2020	le 30 avril 2021	le 30 avril 2020
Impôt sur les autres éléments du résultat global				
Profits nets (pertes nettes) latents sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(49)\$	(147)\$	(2)\$	(92)\$
Dotation à la provision pour pertes de crédit comptabilisée en résultat	6	3	6	3
Reclassement en résultat de pertes nettes (profits nets) sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(10)	(23)	(23)	(26)
Profits (pertes) de change latents	-	1	2	1
Profits nets (pertes nettes) de change liés aux activités de couverture	354	(384)	620	(446)
Profits nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	238	(394)	283	(457)
Reclassement en résultat de pertes (profits) sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	12	39	28	36
Réévaluations des régimes d'avantages du personnel	331	165	608	(2)
Variation nette de la juste valeur attribuable au risque de crédit lié aux passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	31	237	(13)	198
Profits nets (pertes nettes) sur les titres de participation désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(1)	7	(1)	5
Total de la charge (l'économie) d'impôt	912 \$	(496)\$	1 508 \$	(780)\$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés des variations des capitaux propres (non audité)

	Pour le trimestre clos le 30 avril 2021											
	Autres composantes des capitaux propres											
	Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	Actions ordinaires	Instruments en propre – actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	Actions propres – ordinaires	Bénéfices non distribués	Titres et prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Écart de change	Couverture de flux de trésorerie	Total des autres composantes des capitaux propres	Capitaux propres attribuables aux actionnaires	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
(en millions de dollars canadiens)	7 198 \$	17 664 \$	17 \$	(26) \$	62 751 \$	192 \$	3 260 \$	(907) \$	2 545 \$	90 149 \$	100 \$	90 249 \$
Solde au début de la période												
Variation des capitaux propres												
Capital social et autres instruments de capitaux propres émis	–	25	–	–	–	–	–	–	–	25	–	25
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Rachat d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres	–	–	–	–	(2)	–	–	–	–	(2)	–	(2)
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – vente	–	–	–	–	(1 540)	–	–	–	–	(1 540)	–	(1 540)
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – achat	–	–	153	1 039	–	–	–	–	–	1 192	–	1 192
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	(177)	(1 004)	–	–	–	–	–	(1 181)	–	(1 181)
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	–	–	(76)	–	–	–	–	(76)	–	(77)
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres	–	–	–	–	(5)	–	–	–	–	(5)	–	(14)
Autres	–	–	–	–	4 014	–	–	–	–	4 014	–	4 015
Bénéfice net	–	–	–	–	1 021	(130)	(1 434)	702	(862)	159	(4)	155
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	–	–	–	–	66 163 \$	62 \$	1 826 \$	(205) \$	1 683 \$	92 735 \$	87 \$	92 822 \$
Solde à la fin de la période	7 198 \$	17 689 \$	(7) \$	9 \$	66 163 \$	62 \$	1 826 \$	(205) \$	1 683 \$	92 735 \$	87 \$	92 822 \$
(en millions de dollars canadiens)	5 698 \$	17 577 \$	1 \$	(72) \$	56 279 \$	206 \$	4 454 \$	(188) \$	4 472 \$	83 955 \$	106 \$	84 061 \$
Solde au début de la période												
Variation des capitaux propres												
Capital social et autres instruments de capitaux propres émis	–	26	–	–	–	–	–	–	–	26	–	26
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	–	(11)	–	–	(76)	–	–	–	–	(87)	–	(87)
Rachat d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – vente	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – achat	–	–	30	1 605	–	–	–	–	–	1 635	–	1 635
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	(30)	(1 608)	–	–	–	–	–	(1 638)	–	(1 638)
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	–	–	(2)	–	–	–	–	(2)	–	(2)
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres	–	–	–	–	(1 538)	–	–	–	–	(1 538)	–	(1 538)
Autres	–	–	–	–	(64)	–	–	–	–	(64)	(3)	(67)
Bénéfice net	–	–	–	–	244	–	–	–	–	244	(1)	243
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	–	–	–	–	1 484	–	–	–	–	1 484	(3)	1 481
Solde à la fin de la période	5 698 \$	17 592 \$	1 \$	(75) \$	57 466 \$	(823) \$	6 259 \$	(1 183) \$	4 253 \$	84 935 \$	105 \$	85 040 \$

Pour le trimestre clos le 30 avril 2020

Autres composantes des capitaux propres

Pour le semestre clos le 30 avril 2021												
	Autres composantes des capitaux propres											
	Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	Actions ordinaires	Instruments en propre – actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	Actions propres – ordinaires	Bénéfices distribués non distribués	Titres et prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Écart de change	Couverture de flux de trésorerie	Composantes des capitaux propres	Capitaux propres attribuables aux actionnaires	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
(en millions de dollars canadiens)	5 948 \$	17 628 \$	(3) \$	(129) \$	59 806 \$	(139) \$	4 632 \$	(1 079) \$	3 414 \$	86 664 \$	103 \$	86 767 \$
Solde au début de la période												
Variation des capitaux propres												
Capital social et autres instruments de capitaux propres émis	1 250	61	-	-	(3)	-	-	-	-	1 308	-	1 308
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rachat d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – vente	-	-	199	1 942	-	-	-	-	-	2 141	-	2 141
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – achat	-	-	(203)	(1 804)	-	-	-	-	-	(2 007)	-	(2 007)
Attributions de rémunération fondée sur des actions	-	-	-	-	(4)	-	-	-	-	(4)	-	(4)
Dividendes sur actions ordinaires	-	-	-	-	(3 079)	-	-	-	-	(3 079)	-	(3 079)
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres	-	-	-	-	(134)	-	-	-	-	(134)	(2)	(136)
Autres	-	-	-	-	36	-	-	-	-	36	(9)	27
Bénéfice net	-	-	-	-	7 859	-	-	-	-	7 859	3	7 862
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	-	-	-	-	1 682	201	(2 806)	874	(1 731)	(49)	(8)	(57)
Solde à la fin de la période	7 198 \$	17 689 \$	(7) \$	9 \$	66 163 \$	62 \$	1 826 \$	(205) \$	1 683 \$	92 735 \$	87 \$	92 822 \$

Pour le semestre clos le 30 avril 2020												
	Autres composantes des capitaux propres											
	Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	Actions ordinaires	Instruments en propre – actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	Actions propres – ordinaires	Bénéfices distribués non distribués	Titres et prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Écart de change	Couverture de flux de trésorerie	Composantes des capitaux propres	Capitaux propres attribuables aux actionnaires	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
(en millions de dollars canadiens)	5 706 \$	17 645 \$	1 \$	(58) \$	55 874 \$	33 \$	4 221 \$	(6) \$	4 248 \$	83 416 \$	102 \$	83 518 \$
Solde ajusté au début de la période												
Variation des capitaux propres												
Capital social et autres instruments de capitaux propres émis	-	44	-	-	-	-	-	-	-	44	-	44
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	-	(97)	-	-	(717)	-	-	-	-	(814)	-	(814)
Rachat d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres	(8)	-	-	-	-	-	-	-	-	(8)	-	(8)
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – vente	-	-	63	3 171	-	-	-	-	-	3 234	-	3 234
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – achat	-	-	(63)	(3 188)	-	-	-	-	-	(3 251)	-	(3 251)
Attributions de rémunération fondée sur des actions	-	-	-	-	(3 034)	-	-	-	-	(3 034)	-	(3 034)
Dividendes sur actions ordinaires	-	-	-	-	(129)	-	-	-	-	(129)	(4)	(133)
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres	-	-	-	-	(78)	-	-	-	-	(78)	(1)	(79)
Autres	-	-	-	-	4 988	-	-	-	-	4 988	2	4 990
Bénéfice net	-	-	-	-	562	(856)	2 038	(1 177)	5	567	6	573
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	-	-	-	-	574	(823)	6 259	(1 183)	4 253	84 935	105	85 040
Solde à la fin de la période	5 698 \$	17 592 \$	1 \$	(75) \$	57 466 \$	(823) \$	6 259 \$	(1 183) \$	4 253 \$	84 935 \$	105 \$	85 040 \$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2021	le 30 avril 2020	le 30 avril 2021	le 30 avril 2020
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation				
Bénéfice net	4 015 \$	1 481 \$	7 862 \$	4 990 \$
Ajustements liés aux éléments sans effet sur la trésorerie et autres				
Dotation à la provision pour pertes de crédit	(96)	2 830	14	3 249
Amortissement	318	326	632	659
Impôt différé	454	(428)	786	(414)
Amortissement et perte de valeur des autres immobilisations incorporelles	319	316	639	627
Variations nettes des participations dans des coentreprises et des entreprises associées	(24)	(13)	(48)	(35)
Pertes (profits) sur les titres de placement	(82)	(86)	(123)	(98)
Pertes (profits) à la cession d'activités	(26)	–	(26)	8
Ajustements liés à la variation nette des actifs et passifs d'exploitation				
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	(645)	(876)	(106)	(18)
Variation nette des intérêts courus à recevoir et à payer	(138)	(231)	(359)	(329)
Impôt exigible	394	(699)	673	(954)
Actifs dérivés	13 681	(46 825)	16 252	(39 247)
Passifs dérivés	(13 669)	50 099	(17 525)	46 167
Titres détenus à des fins de transaction	22 295	8 788	10 343	10 292
Prêts, déduction faite de la titrisation	(605)	(46 092)	(11 980)	(57 727)
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	3 002	(1 347)	4 984	(18 573)
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	(17 858)	24 214	(17 182)	52 019
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	(752)	4 723	2 532	5 278
Dépôts, déduction faite de la titrisation	(21 296)	107 220	21 368	124 456
Montants à payer aux courtiers ou à recevoir de courtiers	440	2 997	(698)	2 353
Autres	3 718	(14 436)	6 220	(20 798)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation	(6 555)	91 961	24 258	111 905
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
Variation des dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	(29 700)	(17 068)	(24 418)	(10 052)
Produit de la vente et de l'arrivée à échéance de titres de placement	33 637	35 777	63 310	52 581
Achat de titres de placement	(28 584)	(43 533)	(61 765)	(78 733)
Acquisitions nettes de locaux, de matériel et d'autres immobilisations incorporelles	(496)	(758)	(925)	(1 503)
Produit de cessions	78	–	78	–
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'investissement	(25 065)	(25 582)	(23 720)	(37 707)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Émission de débentures subordonnées	–	–	1 000	1 500
Remboursement de débentures subordonnées	–	–	(1 500)	(2 000)
Émission d'actions ordinaires, déduction faite des frais d'émission	22	23	53	39
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	–	(87)	–	(814)
Émission d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres, déduction faite des frais d'émission	–	–	1 247	–
Rachat d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres	–	–	–	(8)
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – vente	1 192	1 635	2 141	3 234
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – achat	(1 181)	(1 638)	(2 007)	(3 251)
Dividendes versés sur les actions et distributions versées sur les autres instruments de capitaux propres	(1 597)	(1 561)	(3 210)	(3 128)
Dividendes/distributions versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	(1)	(3)	(2)	(4)
Variation des emprunts à court terme des filiales	(1)	(1 248)	(8)	1 531
Remboursement d'obligations locatives	(152)	(155)	(298)	(296)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités de financement	(1 718)	(3 034)	(2 584)	(3 197)
Incidence de la variation des taux de change sur la trésorerie et les montants à recevoir de banques	(1 943)	1 312	(2 535)	1 466
Variation nette de la trésorerie et des montants à recevoir de banques	(35 281)	64 657	(4 581)	72 467
Trésorerie et montants à recevoir de banques au début de la période (1)	149 588	34 120	118 888	26 310
Trésorerie et montants à recevoir de banques à la fin de la période (1)	114 307 \$	98 777 \$	114 307 \$	98 777 \$
Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation comprennent les éléments suivants :				
Intérêts versés	2 161 \$	3 811 \$	4 295 \$	8 568 \$
Intérêts reçus	6 692	8 903	13 471	18 654
Dividendes reçus	696	646	1 351	1 304
Impôt sur le résultat payé	1 248	842	2 274	1 717

(1) Nous sommes tenus de maintenir des soldes auprès des banques centrales et d'autres organismes de réglementation. Le total des soldes était de 2,2 milliards de dollars au 30 avril 2021 (2,5 milliards au 31 janvier 2021; 2,5 milliards au 31 octobre 2020; 2,6 milliards au 30 avril 2020; 2,6 milliards au 31 octobre 2019).

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Note 1 Informations générales

Nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités (les états financiers résumés) sont préparés conformément à la Norme comptable internationale (IAS) 34 *Information financière intermédiaire*. Les états financiers résumés ne comprennent pas toutes les informations qui doivent être fournies dans les états financiers annuels et ils doivent être lus en parallèle avec nos états financiers consolidés annuels audités de 2020 et les notes annexes présentés aux pages 144 à 251 de notre rapport annuel 2020. L'information présentée dans les tableaux est en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages. Le 26 mai 2021, le Conseil d'administration a autorisé la publication des états financiers résumés.

Note 2 Sommaire des principales méthodes comptables, estimations et jugements

Sauf indication contraire ci-après, les états financiers résumés ont été préparés selon les mêmes méthodes comptables que celles utilisées pour préparer nos états financiers consolidés annuels audités de 2020. Nos principales méthodes comptables et les changements futurs de méthodes comptables et d'informations à fournir non encore entrés en vigueur pour nous sont décrits à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2020.

Changements de méthodes comptables

Cadre conceptuel de l'information financière (Cadre conceptuel)

Au cours du premier trimestre de 2021, nous avons adopté le Cadre conceptuel révisé, qui remplace le Cadre conceptuel publié en 2010. Le Cadre conceptuel n'est pas une norme et ne remplace en aucun cas les concepts et les exigences des normes. Il peut être utilisé pour élaborer des méthodes comptables uniformes lorsqu'aucune norme n'existe. Les révisions comprennent quelques nouveaux concepts, des définitions et des critères de comptabilisation des actifs et passifs mis à jour ainsi qu'une clarification de certains concepts importants. Ces modifications n'ont eu aucune incidence importante sur nos états financiers consolidés.

Réforme des taux d'intérêt de référence

Au cours du premier trimestre de 2021, nous avons adopté par anticipation les modifications de la phase 2 à IFRS 9 *Instruments financiers*, à IAS 39 *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*, à IFRS 7 *Instruments financiers : Informations à fournir*, à IFRS 4 *Contrats d'assurance* et à IFRS 16 *Contrats de location* (les Modifications). Les Modifications instaurent deux principaux allègements, qui s'appliquent aux changements apportés par suite directe de la réforme des taux d'intérêt de référence (la Réforme) et lorsque la transition des taux interbancaires offerts (les taux interbancaires offerts) aux taux de référence de remplacement se fait sur une base d'équivalent économique :

- Pour les modifications d'instruments financiers comptabilisés au coût amorti résultant de la Réforme qui sont négociées selon l'équivalent économique, les Modifications permettent de comptabiliser le remplacement du taux de référence prospectivement dans le taux d'intérêt effectif de l'instrument plutôt qu'en tant que profit ou perte immédiat;
- Les relations de couverture directement touchées par la Réforme qui satisfont aux critères de sélection pourront continuer d'appliquer la comptabilité de couverture après la transition vers les taux d'intérêt alternatifs.

Comptabilité de couverture

Nos méthodes comptables relatives à la comptabilité de couverture sont décrites aux notes 2 et 8 de notre rapport annuel 2020. Nous utilisons la comptabilité de couverture lorsque nous nous attendons à ce que la couverture, dès sa mise en place et au cours des périodes ultérieures, soit hautement efficace pour compenser les variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie attribuables au risque couvert. Si la comptabilité de couverture est appropriée, la relation de couverture est désignée et documentée dès sa mise en place pour déterminer l'objectif précis de gestion du risque ainsi que la stratégie de couverture. Pour ce qui est des changements associés à la Réforme, la documentation sur la couverture sera modifiée pour traiter du risque lié au taux d'intérêt de référence alternatif, ce qui inclut les modifications connexes à la description des instruments de couverture et des éléments couverts ainsi qu'à la méthode d'évaluation de l'efficacité de la couverture sans mettre fin à la relation de couverture si les exigences relatives au champ d'application sont satisfaites.

Couvertures de la juste valeur

La comptabilité de couverture s'applique lorsque le taux d'intérêt de référence désigné comme le risque couvert peut être identifié séparément comme une composante du risque de taux d'intérêt inhérent à l'instrument à taux fixe. En général, cette exigence est respectée lorsque le taux d'intérêt de référence ayant une incidence sur les variations de la juste valeur de l'instrument est largement accepté et utilisé. Pour que d'autres taux de référence soient admissibles à la comptabilité de couverture de juste valeur, l'exigence relative à l'identification distincte doit être respectée dans les 24 mois suivant la désignation initiale de ce taux dans une relation de couverture. Si, par la suite, nous pouvons raisonnablement nous attendre à ce que le taux d'intérêt de référence alternatif ne puisse être identifié séparément dans ce délai, nous cesserons d'appliquer la comptabilité de couverture de façon prospective.

Couvertures de flux de trésorerie

Nous appliquons la comptabilité de couverture à des groupes d'actifs ou de passifs similaires lorsque des éléments individuels du groupe possèdent des caractéristiques de risque similaires et traitons ces éléments et les dérivés connexes comme une seule relation de couverture. Lorsque les flux de trésorerie couverts de certains éléments du groupe sont modifiés

Note 2 Sommaire des principales méthodes comptables, estimations et jugements (suite)

pour se rapporter à un taux d'intérêt de référence alternatif avant que les autres éléments du groupe ne soient modifiés, les éléments couverts du groupe sont attribués à des sous-groupes en fonction du taux d'intérêt de référence couvert. Chaque sous-groupe est évalué séparément pour déterminer s'il satisfait aux critères d'admissibilité. Si un sous-groupe ne satisfait pas aux critères, nous mettrons fin à la comptabilité de couverture de façon prospective pour l'ensemble de la relation de couverture.

Progrès et risques découlant de la transition vers des taux d'intérêt de référence alternatifs

La transition des taux interbancaires offerts (IBOR) aux taux d'intérêt de référence alternatifs aura une incidence sur les instruments financiers indexés sur les IBOR ayant une échéance postérieure au 31 décembre 2021.

Le 5 mars 2021, la Financial Conduct Authority (la FCA), l'autorité de réglementation de la ICE Benchmark Administration (l'IBA), qui administre le LIBOR, a fait une annonce quant à la cessation permanente et à la perte de représentativité des 35 taux LIBOR actuellement publiés par l'IBA. Voici des précisions sur certains taux établis auxquels nous sommes exposés :

- La publication des taux LIBOR en dollar américain à 1 semaine et à 2 mois cessera immédiatement après le 31 décembre 2021. La publication des taux LIBOR en dollar américain à 1 jour et à 12 mois cessera immédiatement après le 30 juin 2023, tandis que les taux LIBOR en dollar américain à 1, 3 et 6 mois ne seront plus représentatifs du marché sous-jacent et de la réalité économique qu'ils sont censés mesurer, après le 30 juin 2023. La FCA pourrait tenir des consultations sur la possibilité d'obliger l'IBA à publier les taux LIBOR en dollar américain à 1, 3 et 6 mois après la fin de juin 2023 sur une base « synthétique » non représentative.
- La publication des taux LIBOR en livre sterling à 1 jour, 1 semaine, 2 mois et 12 mois cessera immédiatement après le 31 décembre 2021, tandis que les taux LIBOR en livre sterling à 1, 3 et 6 mois ne seront plus représentatifs du marché sous-jacent et de la réalité économique qu'ils sont censés mesurer après le 31 décembre 2021. La FCA tiendra des consultations sur la possibilité d'obliger l'IBA à publier les taux LIBOR en livre sterling à 1, 3 et 6 mois après la fin de 2021 pendant une période non précisée, sur une base « synthétique » non représentative.

L'annonce de la FCA a entraîné le déclenchement des clauses de repli relatives à nos produits liés au LIBOR, notamment certains prêts, obligations et dérivés, et ainsi défini les dates de passage de ces produits aux taux de référence alternatifs. Cette annonce a également permis d'établir les écarts fixes à utiliser lors du passage au taux de référence alternatif pertinent pour chaque taux LIBOR.

Se reporter à la note 2 de notre rapport annuel 2020 pour plus d'information sur notre programme de transition en lien avec la Réforme. Les mesures prises dans le cadre de la transition se concentrent sur deux axes de travail généraux : i) concevoir de nouveaux produits liés aux taux d'intérêt alternatifs sans risque et ii) convertir les contrats existants fondés sur le LIBOR en contrats fondés sur les taux alternatifs sans risque. Les principales mesures prises dans le cadre de la transition sont les suivantes :

- l'intégration continue de dispositions contractuelles dans les nouveaux produits fondés sur les IBOR qui nous permettent de déterminer de nouveaux taux de référence alternatifs à la cessation des IBOR (clauses de substitution);
- la mise au point de nouveaux produits pour les clients, y compris des dérivés sur taux d'intérêt et des prêts indexés sur les taux d'intérêt de référence alternatifs pertinents.

Le calendrier de notre programme dépend essentiellement de l'acceptation, dans l'ensemble des marchés, de produits liés aux nouveaux taux alternatifs sans risque, ainsi que de la volonté de nos clients d'adopter ces produits de remplacement et leur capacité à le faire. Les questions importantes que nous continuons d'évaluer comprennent notre offre de produits à nos clients, nos stratégies de financement à court et à long terme et nos programmes de couverture. Nous respectons les dates cibles recommandées par les organismes de réglementation pertinents pour l'abandon des produits fondés sur le LIBOR.

Instruments financiers n'ayant pas encore été indexés sur un taux de référence alternatif

Le 5 mars 2021, la date de cessation permanente des taux LIBOR en dollar américain a été révisée, passant du 31 décembre 2021 au 30 juin 2023. Par suite de ce changement, nos expositions importantes aux taux LIBOR en dollar américain au 1^{er} novembre 2020 pour ce qui concerne les actifs financiers non dérivés, les passifs financiers non dérivés, le notionnel des dérivés et les soldes inutilisés de nos engagements de prêts touchés par la Réforme, qui n'ont pas encore réalisé le passage aux taux alternatifs et qui viennent à échéance après le 30 juin 2023, s'établissent respectivement à 57 432 millions de dollars, 941 millions, 3 368 307 millions et 82 054 millions.

Le tableau ci-dessous présente, en date du 1^{er} novembre 2020, nos expositions importantes à des instruments financiers indexés sur des taux d'intérêt de référence visés par la Réforme qui n'ont pas encore été remplacés par des taux d'intérêt de référence alternatifs et qui viennent à échéance après le 31 décembre 2021, ce qui représente nos soldes d'ouverture de l'exercice se terminant le 31 octobre 2021. Les changements apportés à nos expositions au cours du trimestre n'ont pas entraîné de changements importants aux risques liés à la transition depuis le 1^{er} novembre 2020. Dans le cours normal des activités, le capital nominal de nos dérivés peut fluctuer en ayant une incidence minime sur nos plans de conversion des IBOR.

(en millions de dollars canadiens)	Au 1 ^{er} novembre 2020		
	Actifs financiers non dérivés (1)	Passifs financiers non dérivés (2)	Capital nominal des dérivés (3)
LIBOR en dollar américain	79 123 \$	5 135 \$	4 894 150 \$
LIBOR en livre sterling	7 518	1 227	1 773 893
IBOR en autres devises	324	2 456	263 299
	86 965 \$	8 818 \$	6 931 342 \$
Swaps sur devises			
LIBOR en dollar américain – LIBOR en livre sterling	s.o.	s.o.	384 263 \$
Autres combinaisons	s.o.	s.o.	52 875
	s.o.	s.o.	437 138 \$
	86 965 \$	8 818 \$	7 368 480 \$

(1) Les actifs non dérivés représentent l'encours des prêts et la juste valeur des titres.

(2) Les passifs non dérivés représentent les dépôts.

(3) Le capital nominal des dérivés exclut les swaps sur devises indexés sur de multiples taux LIBOR, qui sont présentés séparément dans la section Swaps sur devises du tableau.

s.o. sans objet

Le tableau ci-dessous présente les engagements de prêt inutilisés indexés sur des taux d'intérêt de référence visés par la Réforme.

(en millions de dollars canadiens)	Au 1 ^{er} novembre 2020
Engagements inutilisés autorisés et engagés	
LIBOR en dollar américain	136 725 \$
LIBOR en livre sterling	7 533
IBOR en autres devises	1 370
	145 628 \$

Nous continuons de gérer des expositions importantes aux taux de référence qui n'ont pas annoncé de plans de cessation ou de réforme, notamment le CDOR (Canadian Dollar Offered Rate), le taux interbancaire offert en euro et le BBSW (Australian Bank Bill Swap Rate), qui sont exclus des tableaux ci-dessus.

Note 3 Juste valeur des instruments financiers

Valeur comptable et juste valeur des instruments financiers

Les tableaux suivants présentent une comparaison de la valeur comptable et de la juste valeur des instruments financiers classés ou désignés à la juste valeur par le biais du résultat net avec la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Les dérivés incorporés sont présentés avec les contrats hôtes. Pour une description des techniques d'évaluation et des données utilisées pour déterminer la juste valeur de nos instruments financiers, se reporter aux notes 2 et 3 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2020. Aucun changement important n'a été apporté à nos méthodes d'évaluation de la juste valeur au cours du trimestre.

	Au 30 avril 2021							
	Valeur comptable et juste valeur				Valeur comptable		Juste valeur	
	Instruments financiers classés à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers évalués au coût amorti	Instruments financiers évalués au coût amorti	Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
(en millions de dollars canadiens)								
Actifs financiers								
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	– \$	41 380 \$	– \$	– \$	22 058 \$	22 058 \$	63 438 \$	63 438 \$
Titres								
Titres détenus à des fins de transaction	116 265	9 468	–	–	–	–	125 733	125 733
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	–	–	62 619	505	66 295	66 612	129 419	129 736
	116 265	9 468	62 619	505	66 295	66 612	255 152	255 469
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	265 880	–	–	–	42 151	42 151	308 031	308 031
Prêts, déduction faite de la correction de valeur applicable								
Prêts de détail	–	243	259	–	472 783	478 217	473 285	478 719
Prêts de gros	6 576	2 027	817	–	190 806	192 567	200 226	201 987
	6 576	2 270	1 076	–	663 589	670 784	673 511	680 706
Autres								
Dérivés	97 236	–	–	–	–	–	97 236	97 236
Autres actifs (1)	4 048	–	–	–	55 563	55 528	59 611	59 576
Passifs financiers								
Dépôts								
Particuliers	270 \$	17 305 \$			330 539 \$	330 101 \$	348 114 \$	347 676 \$
Entreprises et gouvernements (2)	590	122 791			520 902	522 490	644 283	645 871
Banques (3)	–	14 844			26 082	26 079	40 926	40 923
	860	154 940			877 523	878 670	1 033 323	1 034 470
Autres								
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	31 817	–			–	–	31 817	31 817
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	235 509			21 540	21 540	257 049	257 049
Dérivés	92 402	–			–	–	92 402	92 402
Autres passifs (4)	(11)	136			62 841	62 844	62 966	62 969
Débiteures subordonnées	–	–			9 014	9 279	9 014	9 279

	Au 31 octobre 2020							
	Valeur comptable et juste valeur				Valeur comptable		Juste valeur	
	Instruments financiers classés à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers évalués au coût amorti	Instruments financiers évalués au coût amorti	Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
(en millions de dollars canadiens)								
Actifs financiers								
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	- \$	21 603 \$	- \$	- \$	17 410 \$	17 410 \$	39 013 \$	39 013 \$
Titres								
Titres détenus à des fins de transaction	126 027	10 044	-	-	-	-	136 071	136 071
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	-	-	81 395	525	57 823	58 627	139 743	140 547
	126 027	10 044	81 395	525	57 823	58 627	275 814	276 618
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	264 394	-	-	-	48 621	48 621	313 015	313 015
Prêts, déduction faite de la correction de valeur applicable								
Prêts de détail	-	253	260	-	454 429	462 884	454 942	463 397
Prêts de gros	6 197	2 363	744	-	196 746	198 753	206 050	208 057
	6 197	2 616	1 004	-	651 175	661 637	660 992	671 454
Autres								
Dérivés	113 488	-	-	-	-	-	113 488	113 488
Autres actifs (1)	3 414	-	-	-	57 065	57 065	60 479	60 479
Passifs financiers								
Dépôts								
Particuliers	104 \$	17 096 \$			325 852 \$	324 804 \$	343 052 \$	342 004 \$
Entreprises et gouvernements (2)	389	107 466			516 456	518 501	624 311	626 356
Banques (3)	-	18 015			26 507	26 518	44 522	44 533
	493	142 577			868 815	869 823	1 011 885	1 012 893
Autres								
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	29 285	-			-	-	29 285	29 285
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	-	255 922			18 309	18 309	274 231	274 231
Dérivés	109 927	-			-	-	109 927	109 927
Autres passifs (4)	80	86			65 712	65 719	65 878	65 885
Débiteures subordonnées	-	-			9 867	10 071	9 867	10 071

- (1) Comprend les engagements de clients en contrepartie d'acceptations et les instruments financiers comptabilisés dans les autres actifs.
(2) Les dépôts des entreprises et des gouvernements comprennent les dépôts provenant d'institutions de dépôt réglementées qui ne sont pas des banques.
(3) Les dépôts de banques correspondent aux dépôts venant de banques réglementées et de banques centrales.
(4) Comprend les acceptations et les instruments financiers comptabilisés dans les autres passifs.

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

Juste valeur des actifs et des passifs évalués à la juste valeur de façon récurrente et classés selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2021					31 octobre 2020				
	Évaluation à la juste valeur selon le			Ajustements de compensation	Juste valeur	Évaluation à la juste valeur selon le			Ajustements de compensation	Juste valeur
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3			Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3		
Actifs financiers										
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	– \$	41 380 \$	– \$		\$ 41 380 \$	– \$	21 603 \$	– \$		\$ 21 603 \$
Titres										
Titres détenus à des fins de transaction										
Titres d'emprunt émis ou garantis par :										
Gouvernement canadien (1)										
Gouvernement fédéral	8 901	2 251	–		11 152	12 773	3 012	–		15 785
Provinces et municipalités	–	10 598	–		10 598	–	11 562	–		11 562
Gouvernement fédéral, États, municipalités et organismes américains (1)	652	21 610	33		22 295	1 508	35 029	44		36 581
Entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE (2)	4 092	3 289	–		7 381	3 085	3 380	–		6 465
Titres adossés à des créances hypothécaires (1)	–	24	–		24	–	39	–		39
Titres adossés à des actifs	–	511	2		513	–	526	2		528
Titres non garantis par des créances	–	22 560	18		22 578	–	21 464	30		21 494
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	–	2 761	1 366		51 192	39 795	2 561	1 261		43 617
Titres de participation	47 065	2 761	1 366		51 192	39 795	2 561	1 261		43 617
	60 710	63 604	1 419		125 733	57 161	77 573	1 337		136 071
Titres de placement										
Titres d'emprunt émis ou garantis par :										
Gouvernement canadien (1)										
Gouvernement fédéral	793	2 094	–		2 887	647	1 894	–		2 541
Provinces et municipalités	–	3 325	–		3 325	–	3 233	–		3 233
Gouvernement fédéral, États, municipalités et organismes américains (1)	265	25 530	–		25 795	160	38 364	–		38 524
Entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	–	5 890	–		5 890	–	7 345	–		7 345
Titres adossés à des créances hypothécaires (1)	–	2 207	20		2 227	–	2 343	27		2 370
Titres adossés à des actifs	–	7 003	–		7 003	–	7 414	–		7 414
TGC (3)	–	504	–		504	–	854	–		854
Titres non garantis par des créances	–	14 842	146		14 988	–	18 954	160		19 114
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	–	139	322		505	38	152	335		525
Titres de participation	44	139	322		505	38	152	335		525
	1 102	61 534	488		63 124	845	80 553	522		81 920
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	–	265 880	–		265 880	–	264 394	–		264 394
Prêts	–	8 777	1 145		9 922	–	8 747	1 070		9 817
Autres										
Dérivés										
Contrats de taux d'intérêt	–	37 376	272		37 648	1	53 720	501		54 222
Contrats de change	–	42 027	75		42 102	–	39 246	57		39 303
Dérivés de crédit	–	510	–		510	–	463	–		463
Autres contrats	2 821	15 495	20		18 336	4 458	16 767	36		21 261
Ajustements d'évaluation	–	(777)	11		(766)	–	(1 112)	8		(1 104)
Total des dérivés, montant brut	2 821	94 631	378		97 830	4 459	109 084	602		114 145
Ajustements de compensation	–	–	–	(594)	(594)	–	–	–	(657)	(657)
Total des dérivés	1 489	2 557	2		97 236	1 154	2 207	53		113 488
Autres actifs	–	–	–		4 048	–	–	–		3 414
	66 122 \$	538 363 \$	3 432 \$	(594) \$	607 323 \$	63 619 \$	564 161 \$	3 584 \$	(657) \$	630 707 \$
Passifs financiers										
Dépôts										
Particuliers	– \$	17 505 \$	70 \$		\$ 17 575 \$	– \$	17 061 \$	139 \$		\$ 17 200 \$
Entreprises et gouvernements	–	123 381	–		123 381	–	107 855	–		107 855
Banques	–	14 844	–		14 844	–	18 015	–		18 015
Autres										
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	13 533	18 284	–		31 817	12 484	16 801	–		29 285
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	235 509	–		235 509	–	255 922	–		255 922
Dérivés										
Contrats de taux d'intérêt	–	31 177	938		32 115	–	46 723	1 089		47 812
Contrats de change	–	39 698	29		39 727	–	38 210	35		38 245
Dérivés de crédit	–	674	–		674	–	531	–		531
Autres contrats	3 322	16 736	361		20 419	5 734	18 041	337		24 112
Ajustements d'évaluation	–	71	(10)		61	–	(84)	(32)		(116)
Total des dérivés, montant brut	3 322	88 356	1 318		92 996	5 734	103 421	1 429		110 584
Ajustements de compensation	–	–	–	(594)	(594)	–	–	–	(657)	(657)
Total des dérivés	220	(106)	11		92 402	118	10	38		109 927
Autres passifs	–	–	–		125	–	–	–		166
	17 075 \$	497 773 \$	1 399 \$	(594) \$	515 653 \$	18 336 \$	519 085 \$	1 606 \$	(657) \$	538 370 \$

(1) Au 30 avril 2021, la valeur des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles et commerciales inclus dans tous les niveaux de la juste valeur des titres détenus à des fins de transaction s'établissait respectivement à 14 141 millions de dollars et à néant (20 520 millions et néant au 31 octobre 2020), et la valeur de ceux inclus dans tous les niveaux de la juste valeur des titres de placement se chiffrait respectivement à 7 917 millions et à 2 041 millions (9 487 millions et 2 137 millions au 31 octobre 2020).

(2) OCDE signifie « Organisation de coopération et de développement économiques ».

(3) TGC signifie « titres garantis par des créances ».

Évaluations de la juste valeur à l'aide de données non observables importantes (instruments de niveau 3)

Un instrument financier est classé au niveau 3 de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur si une ou plusieurs de ses données non observables peuvent avoir une incidence importante sur l'évaluation de sa juste valeur. Dans le cadre de l'établissement des états financiers, les niveaux appropriés de ces données non observables sont choisis de manière à tenir compte des indications actuelles du marché et du jugement de la direction. En raison de la nature non observable des cours ou des taux, il peut y avoir une incertitude quant à l'évaluation de ces instruments financiers de niveau 3.

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2021, aucun changement important n'est intervenu dans les techniques et fourchettes d'évaluation et les moyennes pondérées des données non observables utilisées pour déterminer la juste valeur des instruments financiers de niveau 3. Au 30 avril 2021, l'incidence de l'ajustement d'une ou plusieurs données non observables par d'autres hypothèses raisonnablement possibles n'a pas varié de façon importante par rapport à l'incidence indiquée dans nos états financiers consolidés annuels de 2020.

Variations de l'évaluation de la juste valeur des instruments évalués de façon récurrente et classés au niveau 3

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 30 avril 2021								
	Juste valeur au début de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat	Profits (pertes) compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs (émissions de passifs)	Règlements de passifs (ventes d'actifs) et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus
Actif									
Titres									
Titres détenus à des fins de transaction									
Titres d'emprunt émis ou garantis par :									
États, municipalités et organismes américains	39 \$	– \$	(2)\$	– \$	(4)\$	– \$	– \$	33 \$	– \$
Titres adossés à des actifs									
Titres non garantis par des créances	2	–	–	–	–	–	–	2	–
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	36	(1)	–	–	(4)	–	(13)	18	(1)
Titres de participation	1 332	30	(33)	55	(43)	25	–	1 366	50
	1 409	29	(35)	55	(51)	25	(13)	1 419	49
Titres de placement									
Titres adossés à des créances hypothécaires	21	–	(1)	–	–	–	–	20	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	154	–	(9)	–	1	–	–	146	s.o.
Titres de participation	336	–	(14)	–	–	–	–	322	s.o.
	511	–	(24)	–	1	–	–	488	s.o.
Prêts	1 113	(18)	(15)	51	(4)	54	(36)	1 145	18
Autres									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(643)	(32)	–	15	(2)	(6)	2	(666)	(32)
Contrats de change	42	12	(2)	10	(8)	6	(14)	46	12
Autres contrats	(100)	14	2	(39)	–	(232)	14	(341)	6
Ajustements d'évaluation	36	–	–	–	(15)	–	–	21	–
Autres actifs	9	–	–	–	(7)	–	–	2	–
	2 377 \$	5 \$	(74)\$	92 \$	(86)\$	(153)\$	(47)\$	2 114 \$	53 \$
Passif									
Dépôts	(169)\$	(26)\$	2 \$	(47)\$	34 \$	(5)\$	141 \$	(70)\$	9 \$
Autres									
Autres passifs	(13)	–	–	–	2	–	–	(11)	–
	(182)\$	(26)\$	2 \$	(47)\$	36 \$	(5)\$	141 \$	(81)\$	9 \$

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

Pour le trimestre clos le 30 avril 2020									
(en millions de dollars canadiens)	Juste valeur au début de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat	Profits (pertes) compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs (émissions de passifs)	Règlements de passifs (ventes d'actifs) et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus
Actif									
Titres									
Titres détenus à des fins de transaction									
Titres d'emprunt émis ou garantis par :									
États, municipalités et organismes américains	55 \$	– \$	4 \$	– \$	(5)\$	– \$	– \$	54 \$	– \$
Titres adossés à des actifs									
Titres non garantis par des créances	2	–	–	–	–	–	–	2	–
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	19	–	–	–	–	–	–	19	–
Titres de participation	1 236	(51)	43	47	(19)	–	–	1 256	(37)
	1 312	(51)	47	47	(24)	–	–	1 331	(37)
Titres de placement									
Titres adossés à des créances hypothécaires	27	–	1	–	–	–	–	28	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	158	–	6	1	–	–	–	165	s.o.
Titres de participation	293	–	36	4	–	–	–	333	s.o.
	478	–	43	5	–	–	–	526	s.o.
Prêts	995	(7)	–	172	(490)	332	(8)	994	16
Autres									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(610)	(114)	(2)	(3)	7	34	92	(596)	(55)
Contrats de change	25	39	1	5	–	–	(4)	66	33
Autres contrats	(155)	(79)	(8)	(72)	(1)	(23)	12	(326)	(60)
Ajustements d'évaluation	16	–	–	–	(6)	–	–	10	–
Autres actifs	80	(26)	4	–	(9)	–	–	49	(27)
	2 141 \$	(238)\$	85 \$	154 \$	(523)\$	343 \$	92 \$	2 054 \$	(130)\$
Passif									
Dépôts	(268)\$	87 \$	(4)\$	(39)\$	8 \$	(66)\$	119 \$	(163)\$	96 \$
Autres									
Autres passifs	(59)	16	(3)	1	9	–	–	(36)	16
	(327)\$	103 \$	(7)\$	(38)\$	17 \$	(66)\$	119 \$	(199)\$	112 \$

	Pour le semestre clos le 30 avril 2021								
	Juste valeur au début de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat	Profits (pertes) compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs (émissions de passifs)	Règlements de passifs (ventes d'actifs) et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus
(en millions de dollars canadiens)									
Actif									
Titres									
Titres détenus à des fins de transaction									
Titres d'emprunt émis ou garantis par :									
États, municipalités et organismes américains	44 \$	– \$	(3)\$	– \$	(8)\$	– \$	– \$	33 \$	– \$
Titres adossés à des actifs									
Titres non garantis par des créances	2	–	–	–	–	–	–	2	–
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	30	(1)	–	3	(4)	14	(24)	18	(1)
Titres de participation	1 261	48	(66)	164	(66)	25	–	1 366	89
	1 337	47	(69)	167	(78)	39	(24)	1 419	88
Titres de placement									
Titres adossés à des créances hypothécaires	27	–	(7)	–	–	–	–	20	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	160	–	(16)	–	2	–	–	146	s.o.
Titres de participation	335	–	(15)	–	2	–	–	322	s.o.
	522	–	(38)	–	4	–	–	488	s.o.
Prêts	1 070	(23)	(9)	133	–	70	(96)	1 145	38
Autres									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(588)	(31)	(2)	12	(40)	(9)	(8)	(666)	(23)
Contrats de change	22	25	1	15	(14)	7	(10)	46	29
Autres contrats	(301)	3	13	(56)	47	(224)	177	(341)	20
Ajustements d'évaluation	40	–	–	–	(19)	–	–	21	–
Autres actifs	53	(39)	(2)	–	(10)	–	–	2	(39)
	2 155 \$	(18)\$	(106)\$	271 \$	(110)\$	(117)\$	39 \$	2 114 \$	113 \$
Passif									
Dépôts	(139)\$	(55)\$	5 \$	(92)\$	47 \$	(77)\$	241 \$	(70)\$	12 \$
Autres									
Autres passifs	(38)	22	1	–	4	–	–	(11)	22
	(177)\$	(33)\$	6 \$	(92)\$	51 \$	(77)\$	241 \$	(81)\$	34 \$

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

Pour le semestre clos le 30 avril 2020									
(en millions de dollars canadiens)	Juste valeur au début de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat	Profits (pertes) compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs (émissions de passifs)	Règlements de passifs (ventes d'actifs) et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus
Actif									
Titres									
Titres détenus à des fins de transaction									
Titres d'emprunt émis ou garantis par :									
États, municipalités et organismes américains	58 \$	– \$	4 \$	– \$	(8)\$	– \$	– \$	54 \$	– \$
Titres adossés à des actifs									
Titres non garantis par des créances	2	–	–	–	–	–	–	2	–
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	21	(1)	–	–	(1)	–	–	19	–
Titres de participation	1 219	(78)	47	118	(47)	–	(3)	1 256	(49)
	1 300	(79)	51	118	(56)	–	(3)	1 331	(49)
Titres de placement									
Titres adossés à des créances hypothécaires	27	–	1	–	–	–	–	28	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	153	–	11	1	–	–	–	165	s.o.
Titres de participation	294	–	36	4	(1)	–	–	333	s.o.
	474	–	48	5	(1)	–	–	526	s.o.
Prêts	680	19	–	490	(499)	340	(36)	994	17
Autres									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(585)	(110)	(2)	(39)	8	34	98	(596)	(56)
Contrats de change	21	40	1	16	–	(5)	(7)	66	31
Autres contrats	(195)	(94)	(7)	(74)	7	(33)	70	(326)	(72)
Ajustements d'évaluation	22	–	–	–	(12)	–	–	10	–
Autres actifs	77	(19)	4	–	(13)	–	–	49	(20)
	1 794 \$	(243)\$	95 \$	516 \$	(566)\$	336 \$	122 \$	2 054 \$	(149)\$
Passif									
Dépôts	(156)\$	86 \$	(4)\$	(213)\$	18 \$	(82)\$	188 \$	(163)\$	94 \$
Autres									
Autres passifs	(60)	12	(3)	4	11	–	–	(36)	12
	(216)\$	98 \$	(7)\$	(209)\$	29 \$	(82)\$	188 \$	(199)\$	106 \$

(1) Ces montants comprennent les profits et les pertes de change découlant de la consolidation des filiales étrangères à l'égard des instruments de niveau 3, s'il y a lieu. Les pertes latentes sur les titres de placement comptabilisés dans les autres éléments du résultat global ont été de 8 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 avril 2021 (profits de 25 millions au 30 avril 2020) et des pertes de 11 millions pour le semestre clos le 30 avril 2021 (profits de 29 millions au 30 avril 2020), exclusion faite des profits ou des pertes de change découlant de la consolidation.

(2) Comprend l'amortissement des primes ou des escomptes comptabilisés dans le bénéfice net.

(3) Le montant net des dérivés au 30 avril 2021 comprenait des actifs dérivés de 378 millions de dollars (698 millions au 30 avril 2020) et des passifs dérivés de 1 318 millions (1 544 millions au 30 avril 2020).

s.o. sans objet

Transferts entre les niveaux de la hiérarchie des évaluations de la juste valeur pour les instruments inscrits à la juste valeur de façon récurrente

Les transferts entre les niveaux 1 et 2 et les transferts d'instruments vers le niveau 3 et hors de ce niveau sont présumés avoir eu lieu à la fin de la période. Pour un actif ou un passif transféré vers le niveau 3 au cours de la période, la variation totale de la juste valeur pour la période est exclue de la colonne Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus du tableau de rapprochement ci-dessus, alors que pour les transferts hors du niveau 3 effectués au cours de la période, la variation totale de la juste valeur pour la période est comprise dans cette même colonne.

Les transferts entre les niveaux 1 et 2 sont effectués selon que la juste valeur est obtenue au moyen des cours des marchés actifs (niveau 1).

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2021, les transferts depuis le niveau 1 vers le niveau 2 comprenaient des engagements afférents à des titres vendus à découvert de 360 millions de dollars.

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2021, les transferts depuis le niveau 2 vers le niveau 1 comprenaient des engagements afférents à des titres vendus à découvert de 130 millions de dollars.

Les transferts entre le niveau 2 et le niveau 3 sont principalement attribuables à un changement dans l'observabilité d'une donnée sur le marché ou à un changement dans l'importance de l'incidence d'une donnée non observable sur la juste valeur d'un instrument financier.

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2021, les transferts depuis le niveau 2 vers le niveau 3 comprenaient ce qui suit :

- des options sur actions négociées sur le marché hors cote de 232 millions de dollars incluses dans les autres contrats, qui sont composées principalement de 233 millions de dollars de passifs liés aux dérivés, en raison de changements dans l'importance des données non observables.

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2021, les transferts du niveau 3 vers le niveau 2 comprenaient ce qui suit :

- des dépôts de particuliers de 141 millions de dollars attribuables à des changements dans l'importance des données non observables.

Revenu net d'intérêt tiré des instruments financiers

Le revenu d'intérêt et le revenu de dividende découlant des actifs financiers et passifs financiers et les coûts de financement connexes sont inclus dans le revenu net d'intérêt.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2021	le 30 avril 2020	le 30 avril 2021	le 30 avril 2020
Revenu d'intérêt et de dividende ^{(1), (2)}				
Instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	1 080 \$	2 436 \$	2 252 \$	5 421 \$
Instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	92	305	194	614
Instruments financiers évalués au coût amorti	5 726	6 485	11 688	13 429
	6 898	9 226	14 134	19 464
Charge d'intérêt ⁽¹⁾				
Instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	702 \$	1 635 \$	1 439 \$	3 995 \$
Instruments financiers évalués au coût amorti	1 342	2 126	2 806	4 783
	2 044	3 761	4 245	8 778
Revenu net d'intérêt	4 854 \$	5 465 \$	9 889 \$	10 686 \$

(1) Exclut les montants suivants qui ont trait à nos activités d'assurance et qui sont inscrits au poste Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires de l'état consolidé intermédiaire du résultat net : pour le trimestre clos le 30 avril 2021, revenu d'intérêt de 139 millions de dollars (123 millions au 30 avril 2020) et charge d'intérêt de 1 million (1 million au 30 avril 2020); pour le semestre clos le 30 avril 2021, revenu d'intérêt de 288 millions de dollars (255 millions au 30 avril 2020) et charge d'intérêt de 2 millions (3 millions au 30 avril 2020).

(2) Inclut un revenu de dividende de 609 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 avril 2021 (614 millions au 30 avril 2020) et un revenu de dividende de 1 217 millions pour le semestre clos le 30 avril 2021 (1 222 millions au 30 avril 2020), présenté à titre de revenu d'intérêt et de dividende dans l'état consolidé intermédiaire du résultat net.

Note 4 Titres

Profits et pertes latents sur les titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ^{(1), (2)}

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	30 avril 2021				31 octobre 2020			
	Coût/ coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur	Coût/ coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
Titres d'emprunt émis ou garantis par :								
Gouvernement canadien								
Gouvernement fédéral ⁽³⁾	3 003 \$	2 \$	(118)\$	2 887 \$	2 562 \$	1 \$	(22)\$	2 541 \$
Provinces et municipalités	3 547	3	(225)	3 325	3 237	27	(31)	3 233
Gouvernement fédéral, États, municipalités et organismes américains ⁽³⁾	25 472	422	(99)	25 795	38 523	323	(322)	38 524
Entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	5 888	3	(1)	5 890	7 336	11	(2)	7 345
Titres adossés à des créances hypothécaires ⁽³⁾	2 237	3	(13)	2 227	2 418	5	(53)	2 370
Titres adossés à des actifs								
TGC	7 004	1	(2)	7 003	7 504	–	(90)	7 414
Titres non garantis par des créances	498	6	–	504	859	2	(7)	854
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	14 934	58	(4)	14 988	19 041	76	(3)	19 114
Titres de participation	264	242	(1)	505	276	253	(4)	525
	62 847 \$	740 \$	(463)\$	63 124 \$	81 756 \$	698 \$	(534)\$	81 920 \$

(1) Compte non tenu de titres détenus afin d'en percevoir les flux de trésorerie de 66 295 millions de dollars au 30 avril 2021 qui sont comptabilisés au coût amorti, déduction faite d'une correction de valeur pour pertes de crédit (57 823 millions au 31 octobre 2020).

(2) Les profits et les pertes bruts latents comprennent une correction de valeur pour pertes de crédit de 1 million de dollars liée à des titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global au 30 avril 2021 (8 millions au 31 octobre 2020) comptabilisée en résultat et dans les autres composantes des capitaux propres.

(3) La plupart des titres adossés à des créances hypothécaires se rapportent à des prêts hypothécaires résidentiels. Le coût/coût amorti, les profits bruts latents, les pertes brutes latentes et la juste valeur liés aux titres adossés à des créances hypothécaires commerciales se chiffraient respectivement à 2 052 millions, 1 million, 12 millions et 2 041 millions au 30 avril 2021 (2 185 millions, néant, 48 millions et 2 137 millions au 31 octobre 2020, respectivement).

Note 4 Titres (suite)**Correction de valeur pour pertes de crédit sur les titres de placement**

Les tableaux qui suivent présentent le rapprochement du solde d'ouverture et du solde de clôture de la correction de valeur, par stade, pour les titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et au coût amorti. Les éléments de rapprochement sont les suivants :

- Transferts entre les stades – On présume qu'ils surviennent avant toute réévaluation correspondante de la correction de valeur.
- Achats – Ils reflètent la correction de valeur établie pour les actifs nouvellement comptabilisés durant la période, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Ventes et arrivées à échéance – Elles reflètent la correction de valeur établie pour les actifs décomptabilisés durant la période sans qu'une perte de crédit ait été subie, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition – Ils reflètent les faits suivants : l'incidence des variations des données ou hypothèses relatives aux modèles, y compris les changements dans les conditions macroéconomiques prospectives, les remboursements partiels, les changements d'évaluation à la suite d'un transfert entre les stades et la désactualisation de la valeur temps de l'argent du fait du passage du temps.

Correction de valeur pour pertes de crédit – titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos							
	le 30 avril 2021				le 30 avril 2020			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (2)	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (2)	Total
Solde au début de la période	7 \$	3 \$	(5) \$	5 \$	6 \$	– \$	(9) \$	(3) \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 2	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 3	–	–	–	–	–	–	–	–
Achats	3	–	–	3	9	–	–	9
Ventes et arrivées à échéance	(3)	(1)	–	(4)	(2)	–	–	(2)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	–	–	(2)	(2)	9	–	10	19
Écart de change et autres	–	(1)	–	(1)	1	–	(1)	–
Solde à la fin de la période	7 \$	1 \$	(7) \$	1 \$	23 \$	– \$	– \$	23 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour les semestres clos							
	le 30 avril 2021				le 30 avril 2020			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (2)	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (2)	Total
Solde au début de la période	12 \$	– \$	(4) \$	8 \$	4 \$	– \$	(7) \$	(3) \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 2	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 3	–	–	–	–	–	–	–	–
Achats	5	–	–	5	11	–	–	11
Ventes et arrivées à échéance	(7)	(1)	–	(8)	(2)	–	–	(2)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(2)	3	(4)	(3)	9	–	8	17
Écart de change et autres	(1)	(1)	1	(1)	1	–	(1)	–
Solde à la fin de la période	7 \$	1 \$	(7) \$	1 \$	23 \$	– \$	– \$	23 \$

(1) Les pertes de crédit attendues sur les titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ne sont pas comptabilisées séparément dans le bilan, car les titres visés sont inscrits à la juste valeur. Le cumul des pertes de crédit comptabilisé en résultat est présenté dans les autres composantes des capitaux propres.

(2) Comprend les variations de la correction de valeur sur les titres dépréciés acquis.

Correction de valeur pour pertes de crédit – titres au coût amorti

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos							
	le 30 avril 2021				le 30 avril 2020			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
Solde au début de la période	8 \$	18 \$	– \$	26 \$	5 \$	17 \$	– \$	22 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 2	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 3	–	–	–	–	–	–	–	–
Achats	4	–	–	4	3	–	–	3
Ventes et arrivées à échéance	(1)	–	–	(1)	(1)	–	–	(1)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	–	(1)	–	(1)	2	2	–	4
Écart de change et autres	–	–	–	–	–	1	–	1
Solde à la fin de la période	11 \$	17 \$	– \$	28 \$	9 \$	20 \$	– \$	29 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour les semestres clos							
	le 30 avril 2021				le 30 avril 2020			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
Solde au début de la période	10 \$	19 \$	– \$	29 \$	5 \$	19 \$	– \$	24 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 2	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 3	–	–	–	–	–	–	–	–
Achats	7	–	–	7	5	–	–	5
Ventes et arrivées à échéance	(1)	–	–	(1)	(1)	–	–	(1)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(5)	–	–	(5)	–	1	–	1
Écart de change et autres	–	(2)	–	(2)	–	–	–	–
Solde à la fin de la période	11 \$	17 \$	– \$	28 \$	9 \$	20 \$	– \$	29 \$

Exposition au risque de crédit selon la notation interne du risque

Le tableau suivant présente la juste valeur des titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ainsi que la valeur comptable brute des titres évalués au coût amorti. Les notations du risque sont basées sur les évaluations internes utilisées pour l'évaluation des pertes de crédit attendues à la date de clôture, telles qu'elles figurent dans les grilles de notations internes de la rubrique Risque de crédit de notre rapport annuel 2020.

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	30 avril 2021				31 octobre 2020			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (1)	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (1)	Total
Titres de placement								
Titres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global								
Qualité investissement	62 074 \$	38 \$	– \$	62 112 \$	80 719 \$	87 \$	– \$	80 806 \$
Qualité inférieure	363	–	–	363	431	1	–	432
Titres dépréciés	–	–	144	144	–	–	157	157
	62 437	38	144	62 619	81 150	88	157	81 395
Éléments non soumis à des tests de dépréciation (2)				505				525
				63 124 \$				81 920 \$
Titres au coût amorti								
Qualité investissement	65 196 \$	– \$	– \$	65 196 \$	56 885 \$	– \$	– \$	56 885 \$
Qualité inférieure	849	278	–	1 127	647	320	–	967
Titres dépréciés	–	–	–	–	–	–	–	–
	66 045	278	–	66 323	57 532	320	–	57 852
Correction de valeur pour pertes de crédit	11	17	–	28	10	19	–	29
Coût amorti	66 034 \$	261 \$	– \$	66 295 \$	57 522 \$	301 \$	– \$	57 823 \$

(1) Rend compte des titres dépréciés acquis de 144 millions de dollars (157 millions au 31 octobre 2020).

(2) Les titres de placement évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global qui ne sont pas soumis à des tests de dépréciation sont des titres de participation désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

Le tableau qui suit présente le rapprochement du solde d'ouverture et du solde de clôture pour chaque grande catégorie de produits de prêts et d'engagements tels qu'ils ont été déterminés dans notre modèle de correction de valeur pondéré en fonction des scénarios et de l'application d'un jugement expert en matière de crédit, le cas échéant. Les éléments de rapprochement sont les suivants :

- Transferts entre les stades – On présume qu'ils surviennent avant toute réévaluation correspondante de la correction de valeur.
- Originations – Elles reflètent la correction de valeur établie pour les actifs nouvellement comptabilisés durant la période, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Arrivées à échéance – Elles reflètent la correction de valeur établie pour les actifs décomptabilisés durant la période sans qu'une perte de crédit ait été subie, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition – Ils reflètent les faits suivants : l'incidence des variations des données ou hypothèses relatives aux modèles, y compris les changements dans les conditions macroéconomiques prospectives; les remboursements partiels et les prélèvements supplémentaires sur les facilités existantes; les changements d'évaluation à la suite d'un transfert entre les stades et la désactualisation de la valeur temps de l'argent du fait du passage du temps au stade 1 et au stade 2.

Note 5 Prêts et correction de valeur pour pertes de crédit (suite)

Correction de valeur pour pertes de crédit – prêts de détail et prêts de gros

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos								
	le 30 avril 2021				le 30 avril 2020				
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés		
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	
Prêts hypothécaires résidentiels									
Solde au début de la période	192 \$	162 \$	158 \$	512 \$	132 \$	80 \$	155 \$	367 \$	
Dotation à la provision pour pertes de crédit									
Transferts vers le stade 1	46	(41)	(5)	–	33	(21)	(12)	–	
Transferts vers le stade 2	(4)	4	–	–	(22)	23	(1)	–	
Transferts vers le stade 3	(1)	(14)	15	–	(1)	(7)	8	–	
Originations	23	–	–	23	11	–	–	11	
Arrivées à échéance	(10)	(14)	–	(24)	(3)	(4)	–	(7)	
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(52)	55	–	3	(39)	159	2	122	
Sorties du bilan	–	–	(10)	(10)	–	–	(10)	(10)	
Recouvrements	–	–	3	3	–	–	2	2	
Écart de change et autres	(2)	(4)	(6)	(12)	3	(7)	3	(1)	
Solde à la fin de la période	192 \$	148 \$	155 \$	495 \$	114 \$	223 \$	147 \$	484 \$	
Prêts aux particuliers									
Solde au début de la période	476 \$	721 \$	118 \$	1 315 \$	273 \$	517 \$	150 \$	940 \$	
Dotation à la provision pour pertes de crédit									
Transferts vers le stade 1	145	(144)	(1)	–	110	(107)	(3)	–	
Transferts vers le stade 2	(25)	25	–	–	(37)	38	(1)	–	
Transferts vers le stade 3	–	(18)	18	–	(1)	(19)	20	–	
Originations	28	–	–	28	28	–	–	28	
Arrivées à échéance	(25)	(42)	–	(67)	(11)	(24)	–	(35)	
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(108)	140	49	81	(20)	352	112	444	
Sorties du bilan	–	–	(112)	(112)	–	–	(148)	(148)	
Recouvrements	–	–	33	33	–	–	29	29	
Écart de change et autres	–	(2)	(1)	(3)	1	–	(1)	–	
Solde à la fin de la période	491 \$	680 \$	104 \$	1 275 \$	343 \$	757 \$	158 \$	1 258 \$	
Prêts sur cartes de crédit									
Solde au début de la période	353 \$	848 \$	– \$	1 201 \$	174 \$	694 \$	– \$	868 \$	
Dotation à la provision pour pertes de crédit									
Transferts vers le stade 1	152	(152)	–	–	117	(117)	–	–	
Transferts vers le stade 2	(28)	28	–	–	(25)	25	–	–	
Transferts vers le stade 3	–	(76)	76	–	(1)	(94)	95	–	
Originations	1	–	–	1	3	–	–	3	
Arrivées à échéance	(2)	(7)	–	(9)	(4)	(6)	–	(10)	
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(149)	168	6	25	(20)	373	47	400	
Sorties du bilan	–	–	(121)	(121)	–	–	(173)	(173)	
Recouvrements	–	–	40	40	–	–	31	31	
Écart de change et autres	(1)	–	(1)	(2)	2	–	–	2	
Solde à la fin de la période	326 \$	809 \$	– \$	1 135 \$	246 \$	875 \$	– \$	1 121 \$	
Prêts aux petites entreprises									
Solde au début de la période	74 \$	33 \$	36 \$	143 \$	29 \$	11 \$	26 \$	66 \$	
Dotation à la provision pour pertes de crédit									
Transferts vers le stade 1	26	(26)	–	–	4	(4)	–	–	
Transferts vers le stade 2	(5)	5	–	–	(2)	2	–	–	
Transferts vers le stade 3	–	–	–	–	–	–	–	–	
Originations	8	–	–	8	5	–	–	5	
Arrivées à échéance	(5)	(3)	–	(8)	(2)	–	–	(2)	
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(39)	32	8	1	22	11	14	47	
Sorties du bilan	–	–	(7)	(7)	–	–	(10)	(10)	
Recouvrements	–	–	2	2	–	–	1	1	
Écart de change et autres	22	30	(2)	50	–	1	(1)	–	
Solde à la fin de la période	81 \$	71 \$	37 \$	189 \$	56 \$	21 \$	30 \$	107 \$	
Prêts de gros									
Solde au début de la période	895 \$	1 145 \$	582 \$	2 622 \$	300 \$	407 \$	484 \$	1 191 \$	
Dotation à la provision pour pertes de crédit									
Transferts vers le stade 1	126	(123)	(3)	–	39	(38)	(1)	–	
Transferts vers le stade 2	(40)	52	(12)	–	(37)	37	–	–	
Transferts vers le stade 3	(1)	(22)	23	–	(1)	(27)	28	–	
Originations	153	–	–	153	413	–	–	413	
Arrivées à échéance	(133)	(135)	–	(268)	(34)	(42)	–	(76)	
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(194)	163	3	(28)	555	463	305	1 323	
Sorties du bilan	–	–	(51)	(51)	–	–	(82)	(82)	
Recouvrements	–	–	15	15	–	–	15	15	
Écart de change et autres	(42)	(56)	(34)	(132)	11	7	(12)	6	
Solde à la fin de la période	764 \$	1 024 \$	523 \$	2 311 \$	1 246 \$	807 \$	737 \$	2 790 \$	

(en millions de dollars canadiens)	Pour les semestres clos							
	le 30 avril 2021				le 30 avril 2020			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
Prêts hypothécaires résidentiels								
Solde au début de la période	206 \$	160 \$	152 \$	518 \$	146 \$	77 \$	179 \$	402 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	120	(110)	(10)	–	60	(39)	(21)	–
Transferts vers le stade 2	(10)	12	(2)	–	(26)	29	(3)	–
Transferts vers le stade 3	(1)	(27)	28	–	(2)	(15)	17	–
Originations	53	–	–	53	27	–	–	27
Arrivées à échéance	(16)	(18)	–	(34)	(7)	(7)	–	(14)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(156)	141	13	(2)	(84)	188	2	106
Sorties du bilan	–	–	(19)	(19)	–	–	(22)	(22)
Recouvrements	–	–	5	5	–	–	6	6
Écart de change et autres	(4)	(10)	(12)	(26)	–	(10)	(11)	(21)
Solde à la fin de la période	192 \$	148 \$	155 \$	495 \$	114 \$	223 \$	147 \$	484 \$
Prêts aux particuliers								
Solde au début de la période	480 \$	733 \$	96 \$	1 309 \$	272 \$	520 \$	143 \$	935 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	342	(340)	(2)	–	229	(226)	(3)	–
Transferts vers le stade 2	(52)	52	–	–	(56)	57	(1)	–
Transferts vers le stade 3	(1)	(32)	33	–	(2)	(39)	41	–
Originations	61	–	–	61	53	–	–	53
Arrivées à échéance	(47)	(69)	–	(116)	(23)	(47)	–	(70)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(290)	338	118	166	(131)	493	213	575
Sorties du bilan	–	–	(206)	(206)	–	–	(297)	(297)
Recouvrements	–	–	68	68	–	–	67	67
Écart de change et autres	(2)	(2)	(3)	(7)	1	(1)	(5)	(5)
Solde à la fin de la période	491 \$	680 \$	104 \$	1 275 \$	343 \$	757 \$	158 \$	1 258 \$
Prêts sur cartes de crédit								
Solde au début de la période	364 \$	882 \$	– \$	1 246 \$	173 \$	659 \$	– \$	832 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	378	(378)	–	–	235	(235)	–	–
Transferts vers le stade 2	(58)	58	–	–	(47)	47	–	–
Transferts vers le stade 3	(2)	(136)	138	–	(1)	(182)	183	–
Originations	3	–	–	3	5	–	–	5
Arrivées à échéance	(4)	(15)	–	(19)	(5)	(14)	–	(19)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(354)	399	13	58	(114)	600	98	584
Sorties du bilan	–	–	(227)	(227)	–	–	(347)	(347)
Recouvrements	–	–	77	77	–	–	66	66
Écart de change et autres	(1)	(1)	(1)	(3)	–	–	–	–
Solde à la fin de la période	326 \$	809 \$	– \$	1 135 \$	246 \$	875 \$	– \$	1 121 \$
Prêts aux petites entreprises								
Solde au début de la période	78 \$	29 \$	33 \$	140 \$	29 \$	10 \$	22 \$	61 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	39	(39)	–	–	5	(5)	–	–
Transferts vers le stade 2	(6)	6	–	–	(3)	3	–	–
Transferts vers le stade 3	–	(1)	1	–	–	(1)	1	–
Originations	17	–	–	17	8	–	–	8
Arrivées à échéance	(11)	(6)	–	(17)	(3)	(1)	–	(4)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(59)	52	16	9	20	15	25	60
Sorties du bilan	–	–	(14)	(14)	–	–	(20)	(20)
Recouvrements	–	–	4	4	–	–	3	3
Écart de change et autres	23	30	(3)	50	–	–	(1)	(1)
Solde à la fin de la période	81 \$	71 \$	37 \$	189 \$	56 \$	21 \$	30 \$	107 \$
Prêts de gros								
Solde au début de la période	995 \$	1 132 \$	668 \$	2 795 \$	281 \$	396 \$	488 \$	1 165 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	255	(252)	(3)	–	66	(64)	(2)	–
Transferts vers le stade 2	(87)	113	(26)	–	(45)	46	(1)	–
Transferts vers le stade 3	(2)	(37)	39	–	(2)	(45)	47	–
Originations	360	–	–	360	479	–	–	479
Arrivées à échéance	(298)	(274)	–	(572)	(77)	(95)	–	(172)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(401)	420	39	58	538	562	355	1 455
Sorties du bilan	–	–	(149)	(149)	–	–	(136)	(136)
Recouvrements	–	–	27	27	–	–	28	28
Écart de change et autres	(58)	(78)	(72)	(208)	6	7	(42)	(29)
Solde à la fin de la période	764 \$	1 024 \$	523 \$	2 311 \$	1 246 \$	807 \$	737 \$	2 790 \$

Note 5 Prêts et correction de valeur pour pertes de crédit (suite)**Données et hypothèses clés**

Les paragraphes qui suivent font le point sur les données et hypothèses clés utilisées pour faire l'évaluation des pertes de crédit attendues. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 2 de nos états financiers résumés et aux notes 2 et 5 de notre rapport annuel 2020.

La pandémie de COVID-19 a eu une incidence importante sur la détermination de la correction de valeur pour pertes de crédit et a exigé l'exercice d'un jugement accru. Une résurgence du nombre de cas de COVID-19 dans certaines régions, y compris l'émergence et la progression de nouveaux variants du virus, a conduit certaines régions à imposer de nouveau ou à renforcer leurs mesures de confinement. De vastes programmes de relance budgétaire et monétaire ainsi que des programmes de report de paiements bancaires lancés au printemps 2020 ont généralement permis de limiter les défaillances. Comme la pandémie de COVID-19 évolue encore, notamment avec l'émergence et la progression de nouveaux variants de COVID-19 dans diverses régions, les gouvernements continuent d'adapter leur réponse et leur approche face à elle. Par conséquent, l'étendue des mesures de confinement et les progrès en vue d'une réouverture continuent de fluctuer d'une région à l'autre. Bien que des vaccins aient été approuvés dans de nombreux pays, des incertitudes demeurent concernant leur efficacité contre les nouveaux variants de la COVID-19, leur approvisionnement et leur disponibilité, ainsi que la capacité des gouvernements à les distribuer rapidement et efficacement afin d'inoculer une proportion suffisante de la population et ainsi permettre un assouplissement généralisé des mesures de confinement et soutenir la transition vers une réouverture complète de l'économie. Tous ces facteurs contribuent au climat d'incertitude qui règne quant au calendrier de la reprise complète de l'économie. Ainsi, le degré d'incertitude habituel de nos corrections de valeur demeure plus élevé qu'à la normale et les données utilisées sont de par leur nature appelées à changer, ce qui pourrait modifier de façon importante notre estimation des corrections de valeur pour pertes de crédit des stades 1 et 2 pour les prochaines périodes.

Pour répondre aux incertitudes de l'environnement actuel et futur, et pour refléter tous les facteurs de risque pertinents qui ne sont pas pris en compte dans nos résultats du modèle, nous avons eu recours à un jugement expert en matière de crédit pour déterminer les augmentations importantes du risque de crédit depuis l'origination et notre correction de valeur pour pertes de crédit pondérée. En raison de l'importante incertitude, l'effet du jugement expert en matière de crédit sur notre correction de valeur demeure important par rapport au niveau d'avant la crise. Nous avons eu recours à des ajustements quantitatifs et qualitatifs qui tiennent compte de l'incidence des scénarios macroéconomiques sans précédent découlant de la pandémie de COVID-19, y compris l'efficacité et la distribution des vaccins, les effets temporaires des programmes de soutien aux paiements offerts par les banques et les gouvernements (ceux offerts par ces derniers ayant été prolongés), lesquels pourraient ne pas atténuer l'ensemble des pertes futures, et les conséquences de la conjoncture sur les secteurs particulièrement vulnérables touchés par la pandémie de COVID-19.

Tous les scénarios établis aux termes d'IFRS 9 sont conçus pour tenir compte des conséquences de la pandémie de COVID-19 et reflètent un environnement en période de tensions au 30 avril 2021 par rapport à la conjoncture avant la pandémie. Malgré des développements favorables et une amélioration soutenue de l'économie, la possibilité que la période de reprise soit plus longue, ce qui inclut la durée du maintien des mesures de confinement, à divers degrés, dans certaines régions, ainsi que le risque accru dans le secteur immobilier, a été prise en compte dans l'élaboration et la pondération de nos scénarios.

Notre scénario de base reflète la reprise continue qui se dessine depuis le repli marqué de l'activité économique au deuxième trimestre civil de 2020. Le rythme de distribution des vaccins s'est accéléré depuis le premier trimestre de 2021, et la reprise devrait se produire plus rapidement que nos prévisions du 31 janvier 2021. Les taux de chômage au Canada et aux États-Unis à la fin de l'année civile 2021 devraient demeurer supérieurs aux niveaux d'avant la crise, et nous prévoyons que le rythme de croissance du PIB augmentera à partir du deuxième trimestre de 2021, car l'augmentation des taux de vaccination permettra un assouplissement plus important et plus durable des mesures de confinement.

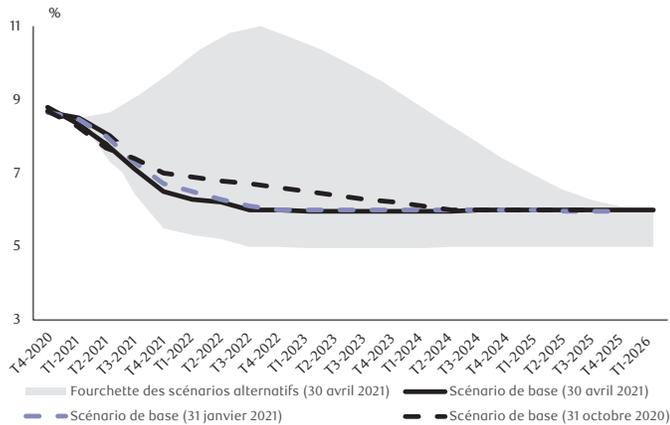
Les scénarios de fluctuation à la baisse, y compris deux scénarios supplémentaires plus pessimistes conçus pour les secteurs de l'énergie et de l'immobilier, reflètent la possibilité d'une récession à double creux : les conditions se détérioreraient à partir du deuxième trimestre de 2021 sur une période allant jusqu'à deux ans, suivie par une reprise pour le reste de la période. Ces scénarios tablent sur une politique monétaire qui, en réponse, ramènera l'économie à un rythme de croissance durable au cours de la période de prévision.

Le scénario de fluctuation à la hausse reflète une reprise économique légèrement plus rapide et plus importante que celle du scénario de base, sans intervention de la politique monétaire pour la freiner, suivi d'un retour à un rythme de croissance durable au cours de la période de prévision légèrement supérieur à celui du scénario de base.

La section qui suit présente des renseignements supplémentaires sur nos prévisions concernant les principales variables macroéconomiques utilisées dans les modèles servant à estimer les corrections de valeur pour pertes de crédit :

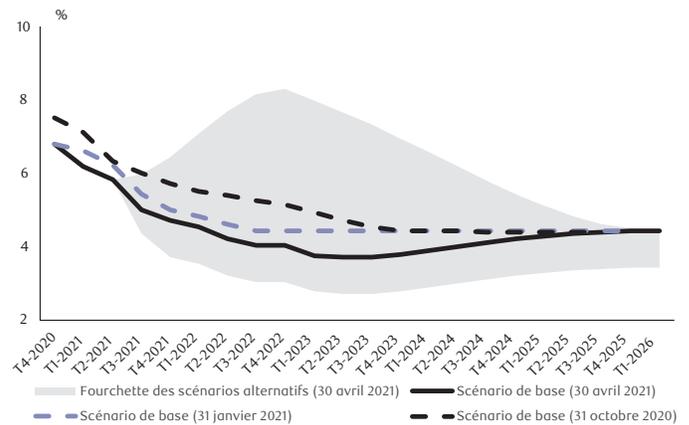
- **Taux de chômage** – Les prévisions selon notre scénario de base pour le deuxième trimestre civil de 2021 laissent entrevoir une amélioration au Canada et aux États-Unis, avec des taux de chômage respectifs de 7,8 % et de 5,8 %. Pour le reste de l'année, nous prévoyons que les taux de chômage s'amélioreront continuellement dans les deux pays. Nous nous attendons à ce que le taux de chômage au Canada se stabilise pour atteindre l'équilibre à long terme d'ici la seconde moitié de 2022 et à ce que celui aux États-Unis s'améliore pour excéder l'équilibre à long terme à compter du deuxième trimestre de 2022 et pour le reste de notre horizon prévisionnel.

Taux de chômage au Canada (1)



(1) Correspond au niveau trimestriel moyen du chômage pendant les trimestres civils présentés.

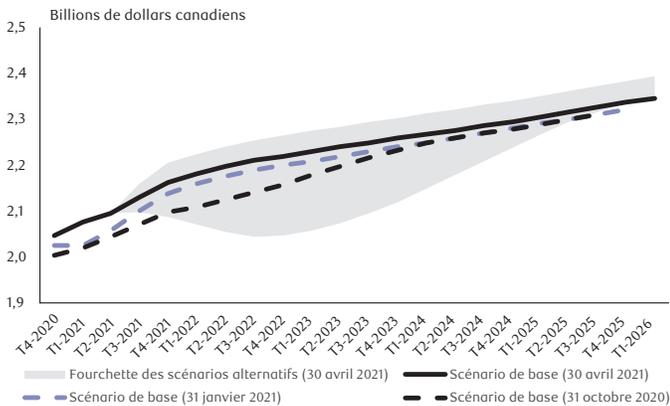
Taux de chômage aux États-Unis (1)



(1) Correspond au niveau trimestriel moyen du chômage pendant les trimestres civils présentés.

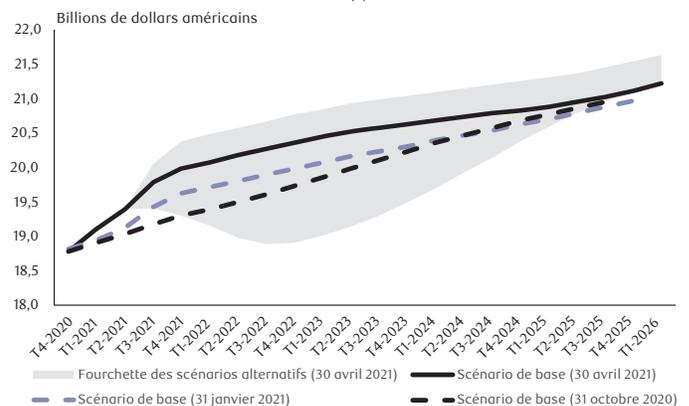
- **Produit intérieur brut (PIB)** – Selon notre scénario de base, le PIB du deuxième trimestre civil de 2021 devrait être de 1 % inférieur au niveau d'avant la crise au Canada, et de 0,7 % supérieur à ce niveau aux États-Unis. Le PIB du Canada et le PIB des États-Unis devraient être respectivement supérieurs de 2,2 % et de 3,8 % aux niveaux d'avant la crise d'ici la fin de l'année civile 2021.

PIB réel du Canada (1)



(1) Représente le taux annuel désaisonnalisé indexé au cours du dollar canadien de 2012 pour les trimestres civils présentés.

PIB réel des États-Unis (1)



(1) Représente le taux annuel désaisonnalisé indexé au cours du dollar américain de 2012 pour les trimestres civils présentés.

- **Prix du pétrole (West Texas Intermediate en \$ US)** – Selon notre scénario de base, les prix du pétrole devraient s'établir en moyenne à 61 \$ le baril pour les 12 prochains mois et à 53 \$ le baril pour les 2 à 5 années suivantes. Les prix moyens figurant dans nos scénarios de fluctuation à la hausse et à la baisse varient de 25 \$ à 74 \$ le baril pour les 12 prochains mois et de 35 \$ à 55 \$ le baril pour les 2 à 5 années suivantes. Au 31 octobre 2020, notre scénario de base prévoyait un prix moyen de 43 \$ le baril pour les 12 prochains mois et de 48 \$ le baril pour les 2 à 5 années suivantes.
- **Indice des prix des maisons au Canada** – Selon notre scénario de base, les prix des maisons devraient augmenter de 3,0 % au cours des 12 prochains mois et afficher un taux de croissance annuel composé de 3,7 % pour les 2 à 5 années suivantes. Dans nos scénarios de fluctuation à la hausse et à la baisse, le taux de croissance (contraction) annuel composé des prix des maisons varie de (29,6) % à 10,9 % pour les 12 prochains mois et de 4,2 % à 11,1 % pour les 2 à 5 années suivantes. Au 31 octobre 2020, notre scénario de base prévoyait une hausse des prix des maisons de 0,6 % pour les 12 prochains mois et de 4,5 % pour les 2 à 5 années suivantes.

Note 5 Prêts et correction de valeur pour pertes de crédit (suite)

Exposition au risque de crédit selon la notation interne du risque

Le tableau qui suit présente la valeur comptable brute des prêts évalués au coût amorti et le montant contractuel total des engagements de prêt inutilisés soumis aux dispositions d'IFRS 9 relatives à la dépréciation. Les notations du risque sont basées sur les évaluations internes utilisées pour l'évaluation des pertes de crédit attendues à la date de clôture telles qu'elles figurent dans les grilles de notations internes relatives aux prêts de gros et de détail de la rubrique Risque de crédit de notre rapport annuel 2020.

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	30 avril 2021				31 octobre 2020			
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
Prêts de détail								
Prêts en cours – Prêts hypothécaires résidentiels								
Risque faible	287 863 \$	2 291 \$	– \$	290 154 \$	270 396 \$	2 848 \$	– \$	273 244 \$
Risque moyen	14 628	2 685	–	17 313	15 230	3 307	–	18 537
Risque élevé	4 755	1 184	–	5 939	4 346	1 467	–	5 813
Non notés (1)	42 641	1 010	–	43 651	43 176	936	–	44 112
Dépréciés	–	–	703	703	–	–	638	638
Total	349 887	7 170	703	357 760	333 148	8 558	638	342 344
Éléments non soumis à des tests de dépréciation (2)				243				253
Total				358 003 \$				342 597 \$
Prêts en cours – Prêts aux particuliers								
Risque faible	69 836 \$	711 \$	– \$	70 547 \$	71 245 \$	1 084 \$	– \$	72 329 \$
Risque moyen	3 827	5 187	–	9 014	3 974	5 415	–	9 389
Risque élevé	860	1 347	–	2 207	817	1 416	–	2 233
Non notés (1)	8 370	130	–	8 500	7 704	144	–	7 848
Dépréciés	–	–	251	251	–	–	212	212
Total	82 893 \$	7 375 \$	251 \$	90 519 \$	83 740 \$	8 059 \$	212 \$	92 011 \$
Prêts en cours – Prêts sur cartes de crédit								
Risque faible	11 373 \$	25 \$	– \$	11 398 \$	11 824 \$	63 \$	– \$	11 887 \$
Risque moyen	1 455	2 006	–	3 461	1 596	2 360	–	3 956
Risque élevé	137	1 078	–	1 215	132	1 105	–	1 237
Non notés (1)	468	54	–	522	490	56	–	546
Total	13 433 \$	3 163 \$	– \$	16 596 \$	14 042 \$	3 584 \$	– \$	17 626 \$
Prêts en cours – Prêts aux petites entreprises (3)								
Risque faible	7 527 \$	295 \$	– \$	7 822 \$	2 034 \$	172 \$	– \$	2 206 \$
Risque moyen	1 611	1 014	–	2 625	1 976	1 143	–	3 119
Risque élevé	306	240	–	546	126	192	–	318
Non notés (1)	3	–	–	3	9	–	–	9
Dépréciés	–	–	116	116	–	–	90	90
Total	9 447 \$	1 549 \$	116 \$	11 112 \$	4 145 \$	1 507 \$	90 \$	5 742 \$
Engagements inutilisés – Prêts de détail								
Risque faible	224 206 \$	713 \$	– \$	224 919 \$	214 176 \$	887 \$	– \$	215 063 \$
Risque moyen	10 350	131	–	10 481	10 402	291	–	10 693
Risque élevé	1 276	116	–	1 392	1 141	129	–	1 270
Non notés (1)	4 733	110	–	4 843	5 238	117	–	5 355
Total	240 565 \$	1 070 \$	– \$	241 635 \$	230 957 \$	1 424 \$	– \$	232 381 \$
Prêts de gros – Prêts en cours (3)								
Qualité investissement	50 970 \$	265 \$	– \$	51 235 \$	50 998 \$	328 \$	– \$	51 326 \$
Qualité inférieure	111 018	21 136	–	132 154	112 434	26 575	–	139 009
Non notés (1)	8 292	436	–	8 728	7 093	432	–	7 525
Dépréciés	–	–	1 707	1 707	–	–	2 235	2 235
Total	170 280	21 837	1 707	193 824	170 525	27 335	2 235	200 095
Éléments non soumis à des tests de dépréciation (2)				8 603				8 560
Total				202 427 \$				208 655 \$
Engagements inutilisés – Prêts de gros								
Qualité investissement	238 391 \$	164 \$	– \$	238 555 \$	242 244 \$	1 022 \$	– \$	243 266 \$
Qualité inférieure	105 539	11 242	–	116 781	92 262	21 581	–	113 843
Non notés (1)	3 419	–	–	3 419	3 918	–	–	3 918
Total	347 349 \$	11 406 \$	– \$	358 755 \$	338 424 \$	22 603 \$	– \$	361 027 \$

- (1) Il arrive qu'aucune note interne du risque ne soit attribuée. Dans ce cas, nous utilisons d'autres méthodes, politiques et outils approuvés afin de gérer notre risque de crédit.
- (2) Les éléments qui ne sont pas soumis à des tests de dépréciation sont des prêts détenus à la juste valeur par le biais du résultat net.
- (3) Avec prise d'effet au deuxième trimestre de 2021, certains prêts qui étaient auparavant classés au poste Prêts de gros sont désormais classés au poste Prêts de détail – Prêts aux petites entreprises, afin de refléter la concordance avec l'évaluation des fonds propres et l'information sur ceux-ci.

Prêts en souffrance mais non douteux (1), (2)

(en millions de dollars canadiens)	Aux					
	30 avril 2021			31 octobre 2020		
	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total
Prêts de détail	1 007 \$	158 \$	1 165 \$	1 013 \$	129 \$	1 142 \$
Prêts de gros	433	10	443	574	13	587
	1 440 \$	168 \$	1 608 \$	1 587 \$	142 \$	1 729 \$

- (1) Exclut les prêts en souffrance depuis moins de 30 jours, car ils ne sont généralement pas représentatifs de la capacité des emprunteurs à respecter leurs obligations de paiement.
- (2) Les prêts visés par nos programmes de report de paiements offerts pour aider les clients à surmonter les défis liés à la pandémie de COVID-19 ont été reclassés chronologiquement pour devenir productifs, et ce statut sera maintenu tout au long de la période de report. Après la période de report de paiements, les prêts seront de nouveau reclassés chronologiquement. Les montants présentés peuvent inclure les prêts qui sont en souffrance en raison de procédures administratives, comme les prêts hypothécaires dont les paiements sont retenus dans l'attente des sommes reçues à la suite de la vente ou du refinancement, qui peuvent fluctuer en fonction du volume des transactions. Les prêts en souffrance en raison de procédures administratives ne sont pas représentatifs de la capacité des emprunteurs à respecter leurs obligations de paiement.

Note 6 Dépôts

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	30 avril 2021				31 octobre 2020			
	À vue (1)	À préavis (2)	À terme (3)	Total	À vue (1)	À préavis (2)	À terme (3)	Total
Particuliers	194 114 \$	62 462 \$	91 538 \$	348 114 \$	182 745 \$	61 761 \$	98 546 \$	343 052 \$
Entreprises et gouvernements	333 729	19 085	291 469	644 283	315 472	16 585	292 254	624 311
Banques	13 872	686	26 368	40 926	12 502	956	31 064	44 522
	541 715 \$	82 233 \$	409 375 \$	1 033 323 \$	510 719 \$	79 302 \$	421 864 \$	1 011 885 \$
Dépôts non productifs d'intérêts (4)								
Canada	139 665 \$	7 871 \$	518 \$	148 054 \$	123 402 \$	7 390 \$	368 \$	131 160 \$
États-Unis	46 606	–	–	46 606	43 831	–	–	43 831
Europe (5)	447	–	–	447	654	–	–	654
Autres pays	7 143	–	–	7 143	7 372	–	–	7 372
Dépôts productifs d'intérêts (4)								
Canada	300 002	19 698	288 866	608 566	287 046	19 036	310 492	616 574
États-Unis	6 605	53 856	72 017	132 478	7 190	52 046	57 037	116 273
Europe (5)	34 740	808	36 390	71 938	33 810	830	37 250	71 890
Autres pays	6 507	–	11 584	18 091	7 414	–	16 717	24 131
	541 715 \$	82 233 \$	409 375 \$	1 033 323 \$	510 719 \$	79 302 \$	421 864 \$	1 011 885 \$

- (1) Les dépôts à vue comprennent tous les dépôts pour lesquels nous n'avons pas le droit d'exiger un avis de retrait, ce qui comprend des comptes d'épargne et des comptes-chèques.
- (2) Les dépôts à préavis comprennent tous les dépôts pour lesquels nous pouvons exiger légalement un avis de retrait. Ces dépôts sont principalement des comptes d'épargne.
- (3) Les dépôts à terme sont remboursables à une date fixe et comprennent aussi les certificats de placement garanti et d'autres instruments semblables.
- (4) La répartition géographique des dépôts est fondée sur l'origine des dépôts et le pays où les revenus sont comptabilisés. Au 30 avril 2021, les dépôts libellés en dollars américains, en livres sterling, en euros et en autres devises s'élevaient respectivement à 355,0 milliards de dollars, 30,5 milliards, 41,8 milliards et 28,1 milliards (347,5 milliards, 31,9 milliards, 46,6 milliards et 33,4 milliards au 31 octobre 2020, respectivement).
- (5) Comprend le Royaume-Uni, le Luxembourg, les îles Anglo-Normandes, la France et l'Italie.

Échéances contractuelles des dépôts à terme

(en millions de dollars canadiens)	Aux	
	30 avril 2021	31 octobre 2020 (1)
Moins de 1 an :		
Moins de 3 mois	129 516 \$	123 290 \$
De 3 à 6 mois	49 929	65 782
De 6 à 12 mois	86 826	80 737
De 1 à 2 ans	32 304	34 400
De 2 à 3 ans	35 986	42 907
De 3 à 4 ans	25 332	21 136
De 4 à 5 ans	21 179	22 885
Plus de 5 ans	28 303	30 727
	409 375 \$	421 864 \$
Montant global des dépôts à terme en coupures de 100 000 \$ ou plus	378 000 \$	388 000 \$

- 1) Les montants présentés auparavant ont été reclassés afin de rendre compte des échéances contractuelles de certains dépôts à terme.

Note 7 Avantages du personnel – Régime de retraite et autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi

Nous offrons un certain nombre de régimes à cotisations définies et à prestations définies, lesquels fournissent des prestations de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi aux employés admissibles. Les tableaux qui suivent présentent la composition de notre charge au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi et l'incidence des réévaluations comptabilisées dans les autres éléments du résultat global.

Charge au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			
	Régimes de retraite		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 30 avril 2021	le 30 avril 2020	le 30 avril 2021	le 30 avril 2020
Coûts des services rendus au cours de la période	90 \$	91 \$	11 \$	12 \$
Charge (revenu) d'intérêt, montant net	2	5	14	15
Réévaluation des autres avantages à long terme	–	–	(11)	–
Frais administratifs	3	5	–	–
Charge au titre des régimes à prestations définies	95	101	14	27
Charge au titre des régimes à cotisations définies	57	55	–	–
	152 \$	156 \$	14 \$	27 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour les semestres clos			
	Régimes de retraite		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 30 avril 2021	le 30 avril 2020	le 30 avril 2021	le 30 avril 2020
Coûts des services rendus au cours de la période	180 \$	183 \$	22 \$	23 \$
Charge (revenu) d'intérêt, montant net	4	10	28	30
Réévaluation des autres avantages à long terme	–	–	(10)	4
Frais administratifs	6	9	–	–
Charge au titre des régimes à prestations définies	190	202	40	57
Charge au titre des régimes à cotisations définies	123	118	–	–
	313 \$	320 \$	40 \$	57 \$

Réévaluations des régimes de retraite et des autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi ⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			
	Régimes de retraite à prestations définies		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 30 avril 2021	le 30 avril 2020	le 30 avril 2021	le 30 avril 2020
(Gains) pertes actuariels :				
Modifications des hypothèses financières (2)	(1 380)\$	(1 009)\$	(113)\$	(95)\$
Ajustements liés à l'expérience	–	–	(3)	(2)
Rendement de l'actif des régimes (excluant les intérêts en fonction du taux d'actualisation)	227	484	–	–
	(1 153)\$	(525)\$	(116)\$	(97)\$

(en millions de dollars canadiens)	Pour les semestres clos			
	Régimes de retraite à prestations définies		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 30 avril 2021	le 30 avril 2020	le 30 avril 2021	le 30 avril 2020
(Gains) pertes actuariels :				
Modifications des hypothèses financières (2)	(1 392)\$	38 \$	(135)\$	1 \$
Ajustements liés à l'expérience	–	–	(3)	(2)
Rendement de l'actif des régimes (excluant les intérêts en fonction du taux d'actualisation)	(797)	(23)	–	–
	(2 189)\$	15 \$	(138)\$	(1)\$

- (1) Les hypothèses fondées sur le marché, y compris les modifications des hypothèses financières et le rendement de l'actif des régimes, sont revues chaque trimestre. Toutes les autres hypothèses sont mises à jour à l'occasion de notre examen annuel des hypothèses des régimes.
- (2) Les modifications des hypothèses financières liées à nos régimes de retraite à prestations définies portent principalement sur les changements de taux d'actualisation.

Note 8 Impôt sur le résultat**Avis de cotisation et contrôles fiscaux**

Au cours du deuxième trimestre de 2021, nous avons reçu des lettres de proposition (les propositions) de l'Agence du revenu du Canada (ARC) relativement à l'année d'imposition 2016, qui laissent entendre que la Banque Royale du Canada doit un montant d'impôt additionnel d'environ 298 millions de dollars, car la déductibilité de certains dividendes lui a été refusée. Ce montant représente le montant d'impôt additionnel maximal exigible pour cet exercice. Les propositions sont conformes aux avis de nouvelle cotisation déjà reçus décrits à la note 22 de nos états financiers consolidés annuels de 2020. Il se peut que l'ARC établisse à notre égard une nouvelle cotisation augmentant sensiblement l'impôt sur le résultat pour les exercices à venir de la même façon.

Au cours du premier trimestre de 2021, nous avons reçu un avis de nouvelle cotisation qui était conforme aux lettres de proposition déjà reçues de l'ARC au titre de l'année d'imposition 2015.

Dans tous les cas, nous sommes convaincus que notre position fiscale était appropriée et entendons nous défendre avec vigueur.

Note 9 Transactions importantes portant sur les capitaux propres et le financement**Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres**

Le 2 novembre 2020, nous avons émis 1 250 millions de dollars de billets de capital à recours limité de série 2 (billets LRCN de série 2) au titre desquels le recours se limite aux actifs (actifs de la fiducie) détenus par un fiduciaire indépendant dans une fiducie consolidée (fiducie à recours limité). Les actifs de la fiducie se composent de 1 250 millions de dollars de nos actions privilégiées de premier rang de série BR (actions privilégiées de série BR) émises parallèlement aux billets LRCN de série 2 au prix de 1 000 \$ chacune.

Les billets LRCN de série 2 se vendent 1 000 \$ chacun et portent intérêt à un taux fixe de 4,0 % par année (versements semestriels) jusqu'au 24 février 2026 et, par la suite, à un taux annuel révisé tous les cinq ans correspondant au rendement des obligations du gouvernement du Canada à 5 ans majoré de 3,617 % jusqu'à l'échéance, le 24 février 2081. Advenant i) le non-paiement de l'intérêt à l'une des dates de paiement de l'intérêt, ii) le non-paiement du montant du rachat en cas de rachat des billets LRCN de série 2, iii) le non-paiement du capital à l'échéance des billets LRCN de série 2 ou iv) un cas de défaut à l'égard des billets, les porteurs de billets n'auront de recours qu'à l'égard des actifs de la fiducie, et chaque porteur aura droit à sa quote-part des actifs de la fiducie. Dans de telles circonstances, la livraison des actifs de la fiducie épuiserait toutes nos obligations à l'égard des billets LRCN de série 2.

Les billets LRCN de série 2 sont rachetables à l'échéance ou par anticipation dans la mesure où nous rachetons les actions privilégiées de série BR à certaines dates de rachat précisées dans les modalités des actions privilégiées de série BR, et sous réserve du consentement et de l'approbation du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF).

Les modalités des actions privilégiées de série BR et des billets LRCN de série 2 comprennent des clauses relatives aux fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV) qui sont nécessaires à leur admissibilité à titre de fonds propres réglementaires de première catégorie en vertu de l'accord de Bâle III. Les clauses relatives aux FPUNV exigent la conversion de l'instrument en un nombre variable d'actions ordinaires dès lors que le BSIF considère la Banque comme non viable ou que le gouvernement fédéral ou un gouvernement provincial au Canada annonce publiquement que la Banque a accepté ou a convenu d'accepter une injection de capitaux. Dans un tel cas, les billets LRCN de série 2 seront automatiquement rachetés et le prix de rachat sera couvert par la livraison des actifs de la fiducie, lesquels se composeront d'actions ordinaires par suite d'une conversion automatique des actions privilégiées de série BR. Les modalités des actions privilégiées de série BR comprennent une formule de conversion automatique assortie d'un prix de conversion correspondant au plus élevé des montants suivants : i) le prix plancher de 5,00 \$ ou ii) le cours de nos actions ordinaires fondé sur le cours moyen pondéré en fonction du volume de nos actions ordinaires à la Bourse de Toronto. Le nombre d'actions ordinaires émises au titre de chaque action privilégiée de série BR sera déterminé en divisant la valeur par action des actions privilégiées de série BR (y compris les dividendes déclarés et non payés) par le prix de conversion. Le nombre d'actions ordinaires remis à chaque porteur de billets sera déterminé en fonction de la quote-part des actifs de la fiducie revenant à ce porteur.

Les billets LRCN de série 2 sont des instruments composés qui contiennent à la fois une composante passif et une composante capitaux propres, puisque les paiements d'intérêts et de capital en trésorerie sont effectués à notre gré. Le non-paiement des intérêts et du capital en trésorerie ne constitue pas un cas de défaut et donnera lieu à l'émission d'actions privilégiées de série BR. La composante passif des billets a une valeur nominale, de sorte que la totalité du produit reçu a été constatée en tant que capitaux propres.

Débetures subordonnées

Le 20 janvier 2021, nous avons racheté la totalité des 1 500 millions de dollars de nos débetures subordonnées à 3,31 % en circulation échéant le 20 janvier 2026 pour la totalité de leur capital, majoré des intérêts courus jusqu'à la date de rachat, sans compter cette date.

Le 28 janvier 2021, nous avons émis 1 000 millions de dollars de débetures subordonnées relatives aux FPUNV. Les débetures portent intérêt au taux fixe de 1,67 % par année jusqu'au 28 janvier 2028, puis au taux CDOR à trois mois majoré de 0,55 % jusqu'à leur échéance, le 28 janvier 2033.

Note 9 Transactions importantes portant sur les capitaux propres et le financement (suite)**Actions ordinaires émises (1)**

	Pour les trimestres clos			
	le 30 avril 2021		le 30 avril 2020	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)				
Actions émises dans le cadre des régimes de rémunération fondée sur des actions (2)	324	25 \$	314	26 \$
Actions rachetées aux fins d'annulation (3)	–	–	(867)	(11)
	324	25 \$	(553)	15 \$

	Pour les semestres clos			
	le 30 avril 2021		le 30 avril 2020	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)				
Actions émises dans le cadre des régimes de rémunération fondée sur des actions (2)	820	61 \$	547	44 \$
Actions rachetées aux fins d'annulation (3)	–	–	(7 860)	(97)
	820	61 \$	(7 313)	(53)\$

- (1) Les exigences de notre régime de réinvestissement des dividendes sont remplies soit au moyen d'achats d'actions sur le marché libre, soit au moyen d'actions propres. Au cours des trimestres et des semestres clos les 30 avril 2021 et 2020, les exigences de notre régime de réinvestissement de dividendes ont été remplies au moyen d'achats d'actions sur le marché libre.
- (2) Les montants comprennent la trésorerie reçue au titre des options sur actions exercées au cours de la période et les ajustements de la juste valeur des options sur actions.
- (3) Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2021, nous n'avons pas racheté d'actions ordinaires aux fins d'annulation. Au cours du trimestre clos le 30 avril 2020, nous avons racheté, aux fins d'annulation, des actions ordinaires dont la juste valeur totalisait 87 millions de dollars (prix moyen de 100,34 \$ l'action) et la valeur comptable, 11 millions (valeur comptable de 12,35 \$ l'action). Au cours du semestre clos le 30 avril 2020, nous avons racheté, aux fins d'annulation, des actions ordinaires dont la juste valeur totalisait 814 millions de dollars (prix moyen de 103,62 \$ l'action) et la valeur comptable, 97 millions (valeur comptable de 12,34 \$ l'action).

Note 10 Bénéfice par action

	Pour les trimestres clos		Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2021	le 30 avril 2020	le 30 avril 2021	le 30 avril 2020
(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action)				
Bénéfice de base par action				
Bénéfice net	4 015 \$	1 481 \$	7 862 \$	4 990 \$
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres	(76)	(64)	(134)	(129)
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	(1)	3	(3)	(2)
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	3 938	1 420	7 725	4 859
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)	1 424 889	1 422 754	1 424 107	1 425 203
Bénéfice de base par action (en dollars)	2,76 \$	1,00 \$	5,42 \$	3,41 \$
Bénéfice dilué par action				
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	3 938 \$	1 420 \$	7 725 \$	4 859 \$
Incidence dilutive des actions échangeables	–	3	–	7
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires, compte tenu de l'incidence dilutive des actions échangeables	3 938	1 423	7 725	4 866
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)	1 424 889	1 422 754	1 424 107	1 425 203
Options sur actions (1)	1 533	906	1 362	1 280
Actions pouvant être émises en vertu d'autres régimes de rémunération fondée sur des actions	685	753	714	751
Actions échangeables	–	3 458	–	3 234
Nombre moyen d'actions ordinaires diluées (en milliers)	1 427 107	1 427 871	1 426 183	1 430 468
Bénéfice dilué par action (en dollars)	2,76 \$	1,00 \$	5,42 \$	3,40 \$

- (1) L'effet de dilution des options sur actions a été établi au moyen de la méthode des actions propres. Lorsque le prix d'exercice des options en cours excède le cours moyen de nos actions ordinaires, les options sont exclues du calcul du bénéfice dilué par action. Pour le trimestre clos le 30 avril 2021, aucune option en cours n'a été exclue du calcul du bénéfice dilué par action. Pour le trimestre clos le 30 avril 2020, une moyenne de 2 941 928 options en cours au prix d'exercice moyen de 101,06 \$ ont été exclues du calcul du bénéfice dilué par action. Pour le semestre clos le 30 avril 2021, aucune option en cours n'a été exclue du calcul du bénéfice dilué par action. Pour le semestre clos le 30 avril 2020, une moyenne de 1 584 011 options en cours au prix d'exercice moyen de 103,55 \$ ont été exclues du calcul du bénéfice dilué par action.

Note 11 Actions en justice et questions de réglementation

Nous sommes une importante institution mondiale qui est assujettie à de nombreuses exigences juridiques et réglementaires complexes en constante évolution. Nous sommes et avons été partie à diverses procédures judiciaires, y compris des poursuites en responsabilité, des vérifications réglementaires, des enquêtes, des audits et des demandes de renseignements

de la part de divers organismes de réglementation gouvernementaux et autorités chargées de l'exécution de la loi, dans divers territoires. Certaines de ces procédures pourraient faire intervenir de nouvelles théories et interprétations juridiques et pourraient être entendues tant en droit criminel que civil, et certaines procédures pourraient donner lieu à des sanctions civiles, réglementaires ou pénales. Nous revoyons régulièrement l'état d'avancement de toutes les procédures et exercerons notre jugement afin de les résoudre au mieux de nos intérêts. Ces procédures judiciaires font largement appel à l'exercice du jugement important et soulèvent beaucoup d'incertitudes; le risque financier et les autres risques qui y sont associés, compte tenu des charges à payer courantes, pourraient avoir une incidence significative sur nos résultats d'exploitation d'une période donnée.

Nos procédures judiciaires et questions de réglementation principales sont décrites à la note 25 de nos états financiers consolidés annuels de 2020, rubrique mise à jour ci-dessous.

Procédure liée à Royal Bank of Canada Trust Company (Bahamas) Limited

Le 6 janvier 2021, la Cour de Cassation française a rendu une décision annulant le jugement de la Cour d'appel daté du 29 juin 2018 et a renvoyé le dossier à la Cour d'appel française pour qu'elle réexamine l'affaire.

Litige portant sur les frais d'interchange

Une entente de règlement a été conclue avec les conseillers juridiques responsables du recours, sous réserve d'approbation par le tribunal. Ce règlement, une fois approuvé par le tribunal, réglerait les réclamations de tous les commerçants canadiens, sous réserve de droits limités de retrait pour les marchands québécois.

Affaires liées aux opérations de change

La Banque Royale du Canada et de nombreux courtiers de change ont été visés par une poursuite engagée au Royaume-Uni par plusieurs investisseurs institutionnels alléguant, entre autres, un comportement collusif dans le cadre du commerce des devises à l'échelle mondiale.

Note 12 Résultats par secteur d'exploitation

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 30 avril 2021						
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux (1)	Services de soutien généraux (1)	Total
Revenu net d'intérêt (2)	3 085 \$	666 \$	– \$	87 \$	1 121 \$	(105) \$	4 854 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 442	2 728	536	447	1 597	14	6 764
Total des revenus	4 527	3 394	536	534	2 718	(91)	11 618
Dotation à la provision pour pertes de crédit	35	(2)	–	(2)	(127)	–	(96)
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	149	–	–	–	149
Frais autres que d'intérêt	1 915	2 495	140	375	1 468	(14)	6 379
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	2 577	901	247	161	1 377	(77)	5 186
Charge (économie) d'impôt	669	210	60	41	306	(115)	1 171
Bénéfice net	1 908 \$	691 \$	187 \$	120 \$	1 071 \$	38 \$	4 015 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	229 \$	218 \$	15 \$	47 \$	126 \$	1 \$	636 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 30 avril 2020						
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux (1)	Services de soutien généraux (1)	Total
Revenu net d'intérêt (2)	3 149 \$	737 \$	– \$	74 \$	1 456 \$	49 \$	5 465 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 251	2 085	197	635	857	(157)	4 868
Total des revenus	4 400	2 822	197	709	2 313	(108)	10 333
Dotation à la provision pour pertes de crédit	1 706	91	1	14	1 017	1	2 830
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	(177)	–	–	–	(177)
Frais autres que d'intérêt	1 947	2 169	148	392	1 291	(5)	5 942
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	747	562	225	303	5	(104)	1 738
Charge (économie) d'impôt	215	138	45	77	(100)	(118)	257
Bénéfice net	532 \$	424 \$	180 \$	226 \$	105 \$	14 \$	1 481 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	223 \$	223 \$	14 \$	54 \$	127 \$	– \$	641 \$

Note 12 Résultats par secteur d'exploitation (suite)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le semestre clos le 30 avril 2021						Total
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux (1)	Services de soutien généraux (1)	
Revenu net d'intérêt (2)	6 246 \$	1 332 \$	– \$	178 \$	2 320 \$	(187) \$	9 889 \$
Revenus autres que d'intérêt	2 844	5 449	2 345	921	3 106	7	14 672
Total des revenus	9 090	6 781	2 345	1 099	5 426	(180)	24 561
Dotation à la provision pour pertes de crédit	200	(31)	–	(4)	(150)	(1)	14
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	1 555	–	–	–	1 555
Frais autres que d'intérêt	3 893	5 058	289	776	2 909	(4)	12 921
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	4 997	1 754	501	327	2 667	(175)	10 071
Charge (économie) d'impôt	1 296	414	113	84	529	(227)	2 209
Bénéfice net	3 701 \$	1 340 \$	388 \$	243 \$	2 138 \$	52 \$	7 862 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent : Amortissements	453 \$	438 \$	29 \$	96 \$	251 \$	2 \$	1 269 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour le semestre clos le 30 avril 2020						Total
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux (1)	Services de soutien généraux (1)	
Revenu net d'intérêt (2)	6 375 \$	1 475 \$	– \$	132 \$	2 617 \$	87 \$	10 686 \$
Revenus autres que d'intérêt	2 635	4 513	2 191	1 174	2 244	(274)	12 483
Total des revenus	9 010	5 988	2 191	1 306	4 861	(187)	23 169
Dotation à la provision pour pertes de crédit	2 048	89	1	14	1 096	1	3 249
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	1 437	–	–	–	1 437
Frais autres que d'intérêt	3 931	4 539	301	794	2 726	29	12 320
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	3 031	1 360	452	498	1 039	(217)	6 163
Charge (économie) d'impôt	813	313	91	129	52	(225)	1 173
Bénéfice net	2 218 \$	1 047 \$	361 \$	369 \$	987 \$	8 \$	4 990 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent : Amortissements	457 \$	433 \$	29 \$	104 \$	254 \$	– \$	1 277 \$

(1) Majoration au montant imposable équivalent.

(2) Le revenu d'intérêt est présenté déduction faite des charges d'intérêt, puisque nous nous fions essentiellement au revenu net d'intérêt comme mesure du rendement.

Total de l'actif et total du passif par secteur d'exploitation

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2021						Total
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	
Total de l'actif	523 063 \$	133 488 \$	21 011 \$	217 607 \$	669 157 \$	50 990 \$	1 615 316 \$
Total du passif	522 979	133 468	21 263	217 519	668 854	(41 589)	1 522 494

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 octobre 2020						Total
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	
Total de l'actif	509 679 \$	129 706 \$	21 253 \$	230 695 \$	688 054 \$	45 161 \$	1 624 548 \$
Total du passif	509 682	129 673	21 311	230 618	688 314	(41 817)	1 537 781

Note 13 Gestion des fonds propres

Fonds propres réglementaires et ratios

Le BSIF établit des objectifs précis à l'intention des institutions de dépôt du Canada en ce qui concerne les fonds propres requis au titre des risques et le ratio de levier. Au deuxième trimestre de 2021, nous nous sommes conformés à toutes les exigences de fonds propres et de levier, y compris la réserve pour stabilité intérieure, imposées par le BSIF.

	Aux	
	30 avril 2021	31 octobre 2020
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)		
Fonds propres (1)		
Fonds propres CET1	70 970 \$	68 082 \$
Fonds propres de première catégorie	78 139	74 005
Total des fonds propres	87 636	84 928
Actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul des ratios de fonds propres (1)		
Risque de crédit	452 857 \$	448 821 \$
Risque de marché	30 617	27 374
Risque opérationnel	72 133	70 047
Total de l'actif pondéré en fonction des risques	555 607 \$	546 242 \$
Ratios de fonds propres et ratio de levier (1)		
Ratio CET1	12,8 %	12,5 %
Ratio de fonds propres de première catégorie	14,1 %	13,5 %
Ratio du total des fonds propres	15,8 %	15,5 %
Ratio de levier	5,0 %	4,8 %
Exposition du ratio de levier (en milliards)	1 576,3 \$	1 552,9 \$

(1) Les fonds propres, l'actif pondéré en fonction des risques et les ratios de fonds propres sont calculés conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF et le ratio de levier est calculé conformément aux exigences de levier du BSIF, révisées pour tenir compte des lignes directrices publiées par le BSIF en réponse à la pandémie de COVID-19. Les lignes directrices sur les normes de fonds propres et les exigences de levier sont établies d'après le cadre de l'accord de Bâle III.

Note 14 Événements postérieurs à la date de clôture

Le 24 mai 2021, nous avons racheté la totalité de nos 29 millions d'actions privilégiées de premier rang à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, série BK, émises et en circulation, au prix de 25 \$ par action.

Renseignements à l'intention des actionnaires

Bureau central

Adresse :
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Téléphone : 1-888-212-5533

Pour toute correspondance :

P.O. Box 1
Royal Bank Plaza
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Site Web : rbc.com

Agent des transferts et agent comptable des registres

Agent principal :
Société de fiducie Computershare du Canada
1500, boul. Robert-Bourassa
Bureau 700
Montréal (Québec) H3A 3S8
Canada
Téléphone : 1-866-586-7635
(Canada et États-Unis)
ou 514-982-7555
(appels internationaux)
Télécopieur : 514-982-7580
Site Web : computershare.com/rbc

Co-agent des transferts

(États-Unis) :
Computershare Trust
Company, N.A.
250 Royall Street
Çanton, Massachusetts 02021
États-Unis

Co-agent des transferts

(Royaume-Uni) :
Computershare Investor
Services PLC
Securities Services – Registrars
P.O. Box 82, The Pavilions,
Bridgwater Road,
Bristol BS99 6ZZ
Royaume-Uni

Inscriptions en Bourse

(Symbole : RY)

Bourses où sont inscrites les actions ordinaires de la Banque :
Canada – Bourse de Toronto (TSX)
États-Unis – New York Stock Exchange (NYSE)
Suisse – Bourse suisse (SIX)

Les actions privilégiées de séries AZ, BB, BD, BF, BH, BI, BJ, BM et BO sont inscrites à la TSX. Les actions dépositaires connexes aux actions privilégiées de série C-2 sont inscrites à la NYSE.

Prix du jour d'évaluation

Aux fins de l'impôt sur le revenu au Canada, l'action ordinaire de la Banque Royale du Canada s'établissait à 29,52 \$ par action au jour d'évaluation (le 22 décembre 1971). Ce prix correspond à 7,38 \$ par action, après ajustement pour tenir compte des deux divisions d'actions à raison de deux actions pour une de mars 1981 et de février 1990. Le dividende en actions de une action pour une, versé en octobre 2000 et en avril 2006, n'a eu aucune incidence sur le prix du jour d'évaluation de nos actions ordinaires.

Communications avec les actionnaires

Pour des renseignements relatifs aux dividendes, aux changements au registre des actionnaires ou aux changements d'adresse, à la perte de certificats d'actions, aux formulaires d'impôts, aux transferts de succession et au réinvestissement de dividendes, les actionnaires sont priés de communiquer avec :
Société de fiducie
Computershare du Canada
100 University Avenue, 8^e étage
Toronto (Ontario) M5J 2Y1
Canada

Téléphone : 1-866-586-7635
(Canada et États-Unis)
ou 514-982-7555
(appels internationaux)
Télécopieur : 1-888-453-0330
(Canada et États-Unis)
ou 416-263-9394
(appels internationaux)
Courriel :
service@computershare.com

Analystes financiers, gestionnaires de portefeuille, investisseurs institutionnels

Pour obtenir des renseignements financiers, veuillez communiquer avec :
Relations avec les investisseurs
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
South Tower
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Téléphone : 416-955-7802

ou visitez notre site Web au
rbc.com/investisseurs

Service de dépôt direct

Au moyen d'un transfert électronique de fonds, les actionnaires du Canada et des États-Unis peuvent faire déposer directement dans leur compte bancaire les dividendes sur leurs actions ordinaires, il leur suffit d'en faire la demande à notre agent des transferts et agent comptable des registres, la Société de fiducie Computershare du Canada.

Désignation à titre de dividendes admissibles

Sauf indication contraire, aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et dans toute législation fiscale provinciale ou territoriale applicable, tous les dividendes (ainsi que les dividendes réputés) que verse RBC à des résidents du Canada sur ses actions ordinaires et privilégiées sont désignés comme des « dividendes admissibles ».

Rachat d'actions ordinaires

En date du 30 avril 2021, nous n'avons pas d'offre publique de rachat dans le cours normal des activités active. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la rubrique Gestion des fonds propres.

Dates de publication des rapports trimestriels pour 2021

Premier trimestre 24 février
Deuxième trimestre 27 mai
Troisième trimestre 25 août
Quatrième trimestre 1^{er} décembre

Dates de paiement des dividendes pour 2021

Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration

	Dates de clôture des registres	Dates de paiement
Actions ordinaires et privilégiées de séries AZ, BB, BD, BF, BH, BI, BJ, BM et BO	26 janvier 22 avril 26 juillet 26 octobre	24 février 21 mai 24 août 24 novembre
Actions privilégiées de série C-2 (\$ US)	26 janvier 27 avril 27 juillet 26 octobre	5 février 7 mai 6 août 5 novembre

Gouvernance

Les résumés des différences importantes entre les pratiques de RBC en matière de gouvernance d'entreprise et les pratiques en matière de gouvernance d'entreprise que doivent respecter les entreprises nationales américaines en vertu des conditions d'admission en Bourse de la NYSE sont présentés sur notre site Web, à l'adresse rbc.com/gouvernance.

L'information disponible sur les sites Web mentionnés dans le présent rapport aux actionnaires ou l'information pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du rapport. Tous les renvois à des sites Web sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

Les désignations commerciales utilisées dans le présent rapport comprennent le symbole du LION et du GLOBE TERRESTRE, BANQUE ROYALE DU CANADA, RBC, RBC ASSURANCES et Marge Proprio RBC lesquelles sont des désignations commerciales de la Banque Royale du Canada utilisées par la Banque Royale du Canada ou par ses filiales autorisées. Toutes les autres désignations commerciales mentionnées dans le présent rapport qui ne sont pas la propriété de la Banque Royale du Canada sont la propriété de leurs propriétaires respectifs.